




## Résultats de recherche d'accidents sur [www.aria.developpement-durable.gouv.fr](http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr)

*La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :*

*BARPI – DREAL RHONE ALPES 69509 CEDEX 03 / Mel : [srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr)*

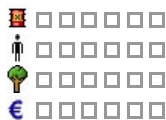
Liste de(s) critère(s) de la recherche

-

-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44727 - 26/12/2013 - FRANCE - 78 - LIMAY**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Dans une usine transformant les huiles usagées en biocarburant, un feu se déclare vers 1 h dans un atelier à l'arrêt depuis 11 mois pour travaux de réfection. La remise en service étant proche, les utilités sont testées progressivement. L'enceinte de pré-traitement était vide d'huile et l'atelier à l'arrêt (éclairage et appareillages éteints à l'exception du chauffage/ventilation, réglé à 30°C depuis 22 h) contenait uniquement des fûts en PEHD souillés en attente de lavage. Le POI est déclenché, les pompiers éteignent le feu avec des lances à mousse. Les 100 m³ d'eaux d'extinction et de refroidissement sont récupérés dans le bassin de sécurité et seront traités sur site de traitement de déchets voisin, de même que les 10 t de déchets solides générées (résidus de combustion, gravats de déconstruction souillés par des huiles usagées, suies, plastiques d'emballages...). Une bouteille d'acétylène est découverte mais sa faible température (13 °C) ne fait craindre aucun risque. L'intervention s'achève à 4 h. Les dommages sont estimés à 100 keuros. L'origine de l'incendie est inconnue, le système de chauffage / ventilation, suspecté car le seul en fonctionnement au moment du sinistre, est consigné jusqu'à expertise.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44699 - 13/12/2013 - FRANCE - 38 - SALAISE-SUR-SANNE**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Un feu se déclare vers 14h30 à l'ouverture du grappin du broyeur d'une fosse de 530 m³ de déchets industriels et d'emballages souillés dans un centre de traitement des déchets. Une abondante fumée est émise et un employé est incommodé. L'exploitant déclenche les installations fixes d'arrosage et écarte les déchets de la zone de feu avec le grappin. Les pompiers recouvrent la fosse d'un tapis de mousse et éteignent l'incendie vers 16h45. L'inspection des IC demande à l'exploitant d'étudier l'éventuel impact environnemental de la dispersion des fumées et de leurs retombées.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44777 - 12/12/2013 - FRANCE - 84 - MONTEUX**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Un feu se déclare vers 22 h sur un tas de ferraille à broyer dans un centre de récupération de métaux. Les pompiers éteignent l'incendie très fumigène en 2 h. La police effectue une enquête.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44696 - 10/12/2013 - FRANCE - 59 - HALLUIN**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Un feu se déclare vers 16h40 dans un hangar de 900 m² abritant un stock de déchets (papiers, cartons, plastiques) ainsi qu'un appartement. Le bâtiment étant situé à 1 km de la frontière, les pompiers belges effectuent des mesures de toxicité dans l'atmosphère qui ne révèlent pas d'anomalie. Les secours maîtrisent l'incendie vers 20h30 avec 4 lances dont 1 sur échelle et transportent à l'hôpital une personne incommodée par les fumées. L'exploitant déblaie les déchets et les pompiers terminent l'extinction le lendemain matin. La toiture et 400 m² de hangar sont détruits ainsi que l'appartement ; des mesures de chômage technique sont envisagées. La police effectue une enquête.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44689 - 10/12/2013 - FRANCE - 34 - FRONTIGNAN**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Plusieurs appels signalent une odeur de gaz autour de l'étang de Thau en fin d'après-midi, conduisant notamment au confinement d'élèves de plusieurs établissements scolaires. Les reconnaissances menées par les secours et le service du gaz écartent la piste d'une fuite de gaz. L'origine des odeurs est finalement identifiée et provient d'un rejet de mercaptan d'une société de fabrication de combustible pour cimenterie par traitement de boues industrielles. Une partie des déchets traités contenait du mercaptan. La majorité des déchets est évacuée le jour même vers une filière spécialisée, le reste est isolé dans une fosse en attendant son évacuation.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44685 - 09/12/2013 - FRANCE - 95 - SARCELLES**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Un feu se déclare vers 2h30 dans une société de collecte de déchets. Les flammes concernent 300 m³ de métaux et plastiques dans plusieurs cellules. Les pompiers éteignent le feu à 5h15 avec 3 lances à eau.
-  ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **N°44581 - 11/11/2013 - FRANCE - 13 - ISTRES**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ **E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ Sur un site de tri/transit de déchets soumis à déclaration, un départ de feu se produit vers 11 h sur un tas de 500 m³ de déchets industriels banals (DIB) à trier dans une cellule d'un bâtiment de 20 000 m². L'isolement du tas dans le hall et les murs coupe feu permettent d'empêcher la propagation du sinistre aux autres cellules du bâtiment. Une quinzaine de pompiers, arrivés en 15 minutes, utilisent les moyens du site (bassin) et éteignent le feu à 18 h puis déblaient et nettoient le site durant la nuit. L'intervention s'achève à 12h30 le 12/11. Le gardiennage est renforcé pour prévenir toute reprise. Le bâtiment, et principalement son bardage, est endommagé sur 1/5 de sa superficie. Les équipements intérieurs ne semblent pas avoir soufferts, toutefois l'activité dans la zone incriminée est suspendue jusqu'à validation par des experts 2 jours plus tard. Les eaux d'extinction ont été collectées dans le bassin prévu à cet effet ; elles seront analysées pour établir leur voie d'élimination (traitement externe ou bassin d'infiltration sur site). Les déchets partiellement brûlés sont envoyés dans un CET de classe II dans le Vaucluse, la décharge la plus proche recevant uniquement les déchets qui ne peuvent plus être traités depuis l'incendie de l'incinérateur de Fos-sur-Mer le 02/11/13 (ARIA 44544). L'exploitant porte plainte car il suspecte un acte de malveillance ; il envisage de renforcer son dispositif de surveillance.

**N°44515 - 26/10/2013 - FRANCE - 40 - SAINT-LON-LES-MINES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Le gardien d'une société de recyclage de déchets de bois découvre un début d'incendie à 4h15 au niveau d'un monte charge à copeaux, qui se propage via les bandes transporteuses à une trémie de 100 m³ ; il appelle les pompiers puis les cadres d'astreinte. Ces derniers arrivent sur site 10 minutes après, ainsi que 3 techniciens : ils coupent l'alimentation électrique (remplacée par une alimentation autonome) et actionnent les moto-pompes branchées sur les 2 réserves d'eau du site en attendant l'arrivée des secours. Les pompiers arrêtent la propagation du feu et vidangent la capacité avec l'aide du personnel et du matériel de l'exploitant (nacelle, pelle mécanique...). L'intervention s'achève vers 8 h, les eaux d'extinction ont été récupérées et seront traitées en filière agréée ; 12 employés sont en chômage technique. Le maire s'est rendu sur place. Le départ de feu s'est produit à l'intérieur d'un rotor à cause d'une ferraille qui aurait coincé et chauffé, initiant les fines particules de poussières et de bois sur le tapis en caoutchouc. L'exploitant instaure des procédures de contrôle pour s'assurer de l'absence de pièces métalliques et de nettoyage pour limiter les poussières sur les bandes transporteuses. Il envisage d'équiper son installation d'un système fixe de lutte incendie.

**N°44478 - 16/10/2013 - FRANCE - 78 - LIMAY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Le 14/10, une société de collecte et traitement de déchets dangereux reçoit 13 t d'un mélange liquide composé de 98 % de soude et de traces d'éthylmercaptopan. Le déchet à traiter est déposé dans une cuve de 100 m³ dédiée aux produits odorants et équipée d'un laveur de gaz devant neutraliser les odeurs du ciel gazeux. En raison d'un dysfonctionnement de cet appareil (performances insuffisantes au regard de la quantité de produits à abattre), des mercaptans sont émis à 3 reprises à l'extérieur de l'usine entre le 16 et le 18/10 lors de dépotages de déchets dans la cuve. Les riverains se plaignent de fortes odeurs et craignent des fuites de gaz, le mercaptan servant à odoriser le gaz de ville. Le déchet reçu n'ayant pas été suffisamment caractérisé par le producteur puis par l'entreprise réceptrice, la présence de mercaptan n'était pas suspectée et il faut 3 épisodes d'odeurs avant que le directeur d'exploitation n'identifie l'origine. La cuve impliquée est alors consignée et l'aspiration du ciel gazeux est forcée vers les fours d'incinération du site. L'exploitant recherche une solution pour rincer et vidanger la cuve ainsi que les boues qu'elle contient tout en maîtrisant les rejets. Le laveur est contrôlé pour vérifier sa capacité à neutraliser les odeurs avant de le raccorder à nouveau sur la cuve. L'inspection des installations classées, la direction du port voisin ainsi que les communes de Limay et de Porcheville sont informées. L'entreprise émettrice du déchet est également prévenue et les prochains déchets du même type (1 envoi par an) seront directement incinérés pour éviter tout stockage sur site.

**N°44450 - 08/10/2013 - FRANCE - 26 - PONT-DE-L'ISERE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare sur 2 tas de déchets encombrants apportés en fin de journée dans un bâtiment de 1 000 m² d'un centre de transit de déchets non dangereux. Le dernier employé ayant quitté le site vers 19h15 sans remarquer d'anomalie, c'est un voisin qui, apercevant de la fumée, donne l'alerte à 19h45. Une cinquantaine de pompiers, sur place en 15 min, éteint l'incendie dans la nuit avec 4 lances. Des employés équipés d'ARI déblaient les déchets (32 t) avec un engin de chantier dans la matinée ; il seront ensuite envoyés dans une installation de stockage (ISDND). La fusion de l'exutoire en plexiglas équipant toute la longueur de la toiture a permis de protéger cette dernière et d'évacuer les fumées d'incendie. L'exploitant fait vérifier l'intégrité des structures par un organisme agréé. La majeure partie des eaux d'extinction est retenue dans la cour du site en enrobé ; une société spécialisée pompe ces eaux (70 m³) le lendemain vers 13 h pour limiter leur infiltration dans les sols car le talus ouest n'est pas imperméabilisé. La municipalité invite les propriétaires de captages d'eau privés à éviter la consommation de leur eau, le temps que des analyses menées par l'exploitant permettent de statuer sur une éventuelle pollution. Le risque est écarté après analyse des eaux d'extinction et modélisation du panache de l'incendie. La gestion locale des déchets ne sera pas impactée, le site n'accueillant plus que des encombrants en transit. L'origine de l'incendie n'est pas déterminée.

**N°44440 - 08/10/2013 - FRANCE - 54 - TOUL****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 6h40 sur un broyeur à palettes dans un centre de récupération des déchets et se propage à un tas de 300 m³ de copeaux. Les pompiers éteignent l'incendie vers 8h20 avec 4 lances.

**N°44419 - 01/10/2013 - FRANCE - 31 - TOULOUSE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 20 h au niveau d'un broyeur d'une usine de recyclage de réfrigérateurs. Les pompiers protègent une cuve d'azote et attaquent le sinistre avec 4 lances à eau. Le feu est éteint vers 23h30. Un employé se blesse à la cheville dans l'évacuation. Le bâtiment et les machines de dépollution sont lourdement endommagées, tout comme les panneaux photovoltaïques en toiture. Les eaux d'extinction sont récupérées et traitées par une société spécialisée. L'accès au bâtiment est interdit. L'activité du site est suspendue pendant 6 à 8 mois pour réfection du bâtiment et améliorations de sécurité ; le chômage technique concerne 6 personnes et pourrait impacter plusieurs acteurs de la chaîne de traitement des réfrigérateurs usagés (encombrement des plate-formes de récupération, saturation des installations de traitement). D'après les premières conclusions des experts, une fuite de gaz (pentane) survenue au niveau d'une bride d'une canalisation de l'installation aurait produit une poche de gaz au niveau du sol qui se serait ensuite enflammée avec des étincelles formées par un groupe assécheur d'air. Le site avait déjà connu un sinistre en juillet 2013 (ARIA 44120).

**N°44328 - 12/09/2013 - FRANCE - 34 - SAINT-GEORGES-D'ORQUES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 9h45 sur un compacteur à papier dans une société de recyclage de papier et de plastique. Les pompiers éteignent le sinistre avec 3 lances à eau. L'intervention s'achève à 10h30.

-  **N°44325 - 10/09/2013 - FRANCE - 41 - ROMORANTIN-LANTHENAY**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Deux obus sont découverts lors du tri du contenu d'une benne de déchetterie dans une société de collecte de déchets métalliques. Conformément à la procédure de l'entreprise qui a montré son efficacité, un périmètre de sécurité de 15 m est mis en place, la zone est évacuée et le service de déminage est contacté. Celui-ci récupère les engins le lendemain matin. L'exploitant envisage d'inciter les déchetteries à effectuer une information aux particuliers sur les risques liés à ces engins.
-  **N°44280 - 02/09/2013 - FRANCE - 50 - ISIGNY-LE-BUAT**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare vers 21h15 dans un stockage à l'air libre de 104 t de platine. Aidés par les grutiers du site qui déplacent les ferrailles, les pompiers éteignent le feu à 23 h avec 65 m³ d'eau puis quittent les lieux à 0h45. Près de 70 t de ferrailles ont brûlé dans l'incendie. Les eaux d'extinction seront récupérées et traitées par une entreprise spécialisée.
-  **N°44253 - 28/08/2013 - FRANCE - 86 - INGRANDES**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare vers 20 h sur un stock de 60 véhicules hors d'usage (VHU) non dépollués, soit 54 t, dans un centre de récupération des déchets métalliques. Une importante colonne de fumée noire est visible à plusieurs kilomètres et des explosions sont entendues. Les pompiers font la part du feu avec 2 grues et maîtrisent l'incendie vers 23h15 avec 6 lances dont 1 sur échelle. Le feu est éteint vers 6 h. Les eaux d'extinction sont contenues dans une rétention. Le séparateur d'hydrocarbures et la dalle béton sont nettoyés et les carcasses brûlées sont évacuées vers un broyeur agréé. Le feu aurait pris sur un VHU venant d'arriver sur le site. L'activité reprend le lendemain. Afin d'éviter ce type d'évènement, l'exploitant décide d'ôter les batteries des VHU dès leur arrivée et aménage la zone de réception des VHU pour gérer les arrivées simultanées de véhicules et limiter la propagation en cas de départ de feu sur l'un d'entre eux.
-  **N°44247 - 26/08/2013 - FRANCE - 13 - VITROLLES**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare vers 13 h sur un stock de 25 000 m³ de débris métalliques dans un centre de récupération des déchets et VHU ; une épaisse fumée noire est émise. Les secours établissent un périmètre de sécurité, évacuent les employés et interrompent la circulation. Six employés sont examinés et 2 d'entre eux, intoxiqués par les fumées, sont transportés à l'hôpital. Les pompiers, rencontrant des difficultés d'alimentation en eau, étalent les déchets avec une grue et éteignent l'incendie vers 15h30 avec 7 lances canon. Environ 1 000 m³ sur les 25 000 ont brûlé. La police effectue une enquête.
-  **N°44360 - 20/08/2013 - FRANCE - 13 - ISTRES**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu d'origine inconnue se déclare vers 18 h sur un tas de compost dans une société de collecte de déchets. Les employés attaquent le sinistre avec des RIA et tentent de l'étouffer en attendant l'arrivée des pompiers. Ceux-ci éteignent le feu vers 20 h après avoir convenu avec l'exploitant des moyens mis en oeuvre pour assurer une surveillance du tas jusqu'au lendemain (2 personnes et 2 RIA en fonction).
-  **N°44306 - 16/08/2013 - FRANCE - 78 - LIMAY**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Dans l'atelier de maintenance d'un centre de traitement des déchets dangereux classé Seveso, un sous-traitant récupère des fûts vides ayant contenu des déchets pour se confectionner un « radeau » artisanal. Après avoir fermé hermétiquement 2 fûts pour assurer la flottabilité, il les soude sur un cadre métallique, provoquant à 11h15 l'explosion d'un des fûts ayant contenu des solvants ainsi qu'un départ de feu. Les secours internes confinent 150 employés pendant 45 min et éteignent l'incendie ; les pompiers transportent à l'hôpital l'agent âgé de 50 ans gravement blessé (brûlures, fracture du bras et plaie à la jambe). L'exploitant avait fourni le fût souillé au sous-traitant en l'avertissant du risque mais sans vérifier son utilisation ; il modifie les conditions de réutilisation interne d'emballages ayant contenu des déchets et sensibilise les sous-traitants ainsi que les chefs d'équipe. Le plan de prévention de l'entreprise est complété.
-  **N°44202 - 15/08/2013 - FRANCE - 60 - LONGUEIL-SAINT-MARIE**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare vers 9 h sur une aire de stockage de déchets métalliques et plastiques d'une société de recyclage d'équipements électriques (D3E). Le feu émet une épaisse fumée. Les pompiers éteignent les flammes avec des lances à eau et à mousse à 13 h. La gendarmerie s'est rendue sur place.



**N°44177 - 05/08/2013 - FRANCE - 51 - FAVEROLLES-ET-COEMY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une société de tri de déchets non dangereux soumise à autorisation, un feu se déclare vers 8 h dans un stock de copeaux de bois. Plus de 6 000 m<sup>3</sup> de bois et d'autres déchets combustibles (plastiques) sont présents sur le site. Devant un "feu de masse couvant", difficile à éteindre, les pompiers préconisent de séparer le bois sain et d'étaler un tas de bois en combustion afin de parfaire l'extinction des foyers. L'exploitant rencontre des difficultés pour trouver une parcelle pour étendre le bois en feu. En outre, plusieurs éléments compliquent l'intervention : réserve incendie de 180 m<sup>3</sup> du site hors service, branchement sur une borne incendie à 600 m, pompage d'eau dans un étang, automobilistes ne respectant pas l'interdiction de circuler sur la route départementale, baisse importante de la pression du réseau de distribution d'eau sur la commune... L'inspection des installations classées se rend sur les lieux les 8 et 9 août pour cibler les priorités d'action. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est pris afin d'encadrer la mise en sécurité du site et d'interdire l'entrée de nouveaux déchets jusqu'à respect des règles de stockage (le seuil maximal de bois et de déchets combustibles autorisé était de 1 400 m<sup>3</sup>). Le sinistre est déclaré éteint le 19/08. Les eaux d'extinction sont contenues dans la réserve incendie du site. Le sinistre est dû à l'auto-combustion du bois broyé en raison de son stockage en masse sur une longue période. L'exploitant explique qu'il a largement dépassé le seuil maximal réglementaire à cause de la baisse des commandes de ses clients.

**N°44163 - 03/08/2013 - FRANCE - 95 - GONESSE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 1h45 dans un bâtiment de 90 m<sup>2</sup> stockant des matières plastiques sur le site d'une société de collecte de DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques). Les pompiers éteignent le sinistre avec des lances à eau et à mousse. L'établissement avait connu un incendie en mai 2013 (ARIA 43809).

**N°44162 - 03/08/2013 - FRANCE - 86 - CHATELLERAULT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 2 h dans un stockage à l'air libre d'une société de collecte de déchets triés (plastique, papier...). Les flammes se propagent à 2 bâtiments de 1 000 et 100 m<sup>2</sup>, un déshuileur fuit. Les secours sortent des bâtiments 7 bouteilles de GPL et les refroidissent. Le service de l'électricité coupe l'alimentation du site. L'intervention s'achève à 14h45.

**N°44128 - 26/07/2013 - FRANCE - 69 - COLOMBIER-SAUGNIEU****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 21h20 dans le stockage de déchets de construction à trier de 2 500 m<sup>3</sup> d'une société de récupération de déchets. L'entreprise se trouve en bordure d'une autoroute et d'un aéroport ; la fumée émise par le sinistre est dispersée par le vent et ne gêne pas le trafic aérien. Les pompiers éteignent le feu à 3 h puis déblaient les déchets avec les employés pour parfaire l'extinction ; leur intervention s'achève le 27/07 à 22h45. Les eaux d'extinction ont été contenues sur le site grâce à la fermeture par l'exploitant de la vanne d'isolement du bassin de récupération dès son arrivée sur site 15 minutes après le début du sinistre, alors que l'arrosage commençait. L'exploitant les fera analyser (HAP, Hydrocarbures, DCO, MeS, métaux lourds, solvants chlorés et PCB) puis éliminer dans une filière adaptée, de même que les déchets solides générés. La gendarmerie et le maire se sont rendus sur place, l'inspection des installations classées est informée. L'origine du sinistre est inconnue. La réserve d'eau incendie de 500 m<sup>3</sup> a été vite épuisée ; au plus fort de l'incendie, le débit de pompage de 6 000 L/min a atteint la limite des capacités d'alimentation du réseau (alimentation par château d'eau).

**N°44124 - 26/07/2013 - FRANCE - 21 - RUFFEY-LES-BEAUNE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 10h30 sur une presse à cannettes métalliques dans une société de recyclage. Les employés ouvrent l'appareil pour permettre aux secours d'éteindre le sinistre. L'intervention s'achève à 14h30.

**N°44125 - 26/07/2013 - FRANCE - 40 - DAX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

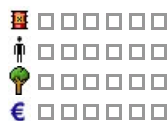
Un feu se déclare à 13h30 sur un tas de 100 m<sup>3</sup> de véhicules compactés dans une casse automobile. Des pelleteuses du site font la part du feu, les pompiers attaquent les flammes avec des lances à eau et à mousse. Un obturateur est installé pour éviter le rejet des eaux d'extinction dans le milieu. L'intervention s'achève à 17h15. L'inspection des installations classées s'est rendue sur place. Selon la presse, la chaleur serait à l'origine de dégagements de vapeurs d'essence qui se seraient enflammées.

**N°44417 - 25/07/2013 - FRANCE - 78 - LIMAY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un dégagement de fumées rousses (NO<sub>2</sub>) se produit vers 13h30 dans une entreprise de traitement de déchets dangereux ; les équipes d'intervention internes interviennent sous ARI pour stopper le dégagement en noyant le réacteur servant à la neutralisation des déchets. L'exploitant confine ses employés et prévient les entreprises voisines et la préfecture ; le panache se dissipe en 20 minutes, sans conséquence notable. Trois jours plus tôt, un camion contenant des déchets d'acide nitrique avait été déposé par erreur dans le « bac ferreux », produisant un premier panache de NO<sub>2</sub>. L'opérateur avait identifié le dysfonctionnement, interrompu le dépotage et vidé le reste du camion « en lagune » avec une dilution supplémentaire à l'eau. Le contenu du bac ferreux est ensuite neutralisé avec de la chaux dans un réacteur dédié. Des difficultés sont rencontrées pour transférer le contenu du bac vers le réacteur à cause de « désamorçages réguliers » de la pompe de transfert. La mise en route de l'agitateur une fois le transfert terminé entraîne alors le dégagement gazeux estimé à 0,1 t de NO<sub>2</sub> qui n'est pas abattu car la colonne de lavage était alors en maintenance. L'exploitant renforce les analyses des déchets à traiter chez le fournisseur puis à réception, avec nouvelle analyse en cas de réorientation vers le bac ferreux et/ou utilisation de l'agitation. Par ailleurs, il prévoit la mise en place d'un réacteur pour le traitement de l'acide nitrique.

**N°44120 - 25/07/2013 - FRANCE - 31 - TOULOUSE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 17h20 dans le stockage de 1 200 m<sup>2</sup> à l'air libre de granulés de plastiques en big-bags d'une société de recyclage de réfrigérateurs. Le sinistre émet une importante fumée noire et âcre visible à plusieurs kilomètres. Le service de l'électricité coupe une ligne de 63 kV surplombant le lieu du sinistre pour permettre aux pompiers d'attaquer le foyer à l'eau et à la mousse. Aucun abonné n'est privé d'électricité. Le feu est considéré éteint à 21h45, des foyers secondaires sont traités pendant la nuit. La police s'est rendue sur place.

**N°44107 - 18/07/2013 - FRANCE - 57 - CHEMINOT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 17h45 sur un tas de 100 t de déchets divers dont du bois sur 700 m<sup>2</sup> dans un centre de récupération des déchets métalliques. Les pompiers protègent un stock de pneus et installent 5 lances. Les exploitants de la ligne ferroviaire jouxtant le centre, de l'A31 (à 2 km) et de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine (à 8 km) sont informés. Les secours étalent le tas de déchets avec un engin de chantier et terminent l'extinction vers 12 h le lendemain.

**N°44093 - 16/07/2013 - FRANCE - 45 - AMILLY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un particulier signale à 21h45 un incendie dans un centre de collecte de déchets triés. Les pompiers doivent attendre l'arrivée d'un responsable pour pénétrer dans l'établissement ; ils y découvrent 2 foyers dans un casier contenant 60 t de déchets industriels banals (DIB). La case est équipée de murs REI 120 sur 3 cotés, mais les pompiers redoutent une propagation du feu à la forêt voisine ainsi qu'aux autres stockages proches. Ils éteignent le sinistre à 1h45 et quittent les lieux à 2h30. Le site comportant une aire bétonnée sur l'ensemble de son emprise, les eaux d'extinction sont collectées dans un bassin dédié puis analysées avant élimination. L'inspection des installations classées est informée. Trois hypothèses sont envisagées comme cause du sinistre : effet loupe d'un morceau de verre, auto-échauffement de déchets dangereux ou malveillance. L'exploitant vérifie la bonne tenue au feu des parois REI, revoit son plan d'intervention incendie et le transmet aux services de secours. Ces derniers disposaient d'une version datant de 2006 et ne connaissaient pas le second accès qui leur était réservé.

**N°44072 - 11/07/2013 - FRANCE - 33 - SAINT-JEAN-D'ILLAC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Des employés d'une société de collecte de déchets signalent à 16 h un départ de feu dans une caisse venant d'être déchargée et contenant des solvants non chlorés. Les flammes se propagent à d'autres déchets en attente de tri (30 m<sup>3</sup> de peintures, solvants, DEEE, aérosols, filtres à huile usagés, liquides de refroidissement...). Un obturateur est placé sur la canalisation de rejet des eaux du site pour le mettre sur rétention avant l'attaque du feu par les pompiers. Le feu est éteint à 17h50 avec 3 lances à eau et 2 à mousse, 18 m<sup>3</sup> d'eau ont été utilisés, pris en partie sur la réserve du site. Les eaux d'extinction ainsi que les déchets solides calcinés (fûts et caisses en plastique...) seront expédiés vers les filières de traitement adaptées. Des mesures de toxicité des fumées ne montrent pas de concentrations dangereuses. Les secours quittent le site à 20h15.

**N°44011 - 01/07/2013 - FRANCE - 65 - BORDERES-SUR-L'ECHEZ****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Les pompiers interviennent vers 18h40 dans une société de récupération de déchets métalliques suite à la découverte d'une fuite sur une bouteille de gaz non identifiée. Au contact de l'eau ce gaz produit un acide, vraisemblablement de l'acide sulfurique. La bouteille est placée dans un sur-fût et prise en charge par une société spécialisée. Les pompiers identifient 2 autres bouteilles (non fuyardes) sur le site qui devront faire l'objet d'un traitement adapté.

**N°43972 - 30/06/2013 - FRANCE - 33 - LANGON****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de tri et transit de déchets, un feu se déclare vers 22 h dans un stockage extérieur sous auvent de 40 m<sup>3</sup> de DIB. L'incendie se propage à une alvéole contenant 135 m<sup>3</sup> de balles de cartons. Un panache de fumée se dégage et un voisin donne l'alerte. Les pompiers protègent les bâtiments du site. Des employés étalent les déchets avec des engins pendant que les pompiers les arrosent jusqu'à 4h30. Les eaux d'extinction sont contenues dans une rétention. Des murs coupe-feu et des éléments de structures sont endommagés et les installations électriques à proximité de l'incendie sont hors-service. Une société spécialisée vérifie la structure du bâtiment. L'activité de réception et transfert des déchets est mise à l'arrêt jusqu'à l'évacuation le 02/07 vers un incinérateur des déchets brûlés. L'activité de tri et valorisation, stoppée en raison de la détérioration des réseaux électriques, reprend partiellement dès la semaine suivante. Le site était en fermeture hebdomadaire depuis 2 jours ; l'exploitant soupçonne un acte de malveillance. La société avait été victime d'un incendie en 2007 (ARIA 33324) à la suite duquel elle s'était implantée sur un autre site.

**N°44000 - 29/06/2013 - FRANCE - 59 - LE GATEAU-CAMBRESIS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 10h30 dans une casse automobile dans laquelle les clients sont autorisés le samedi à venir récupérer des pièces de rechange. Un client qui tentait de récupérer de l'essence pour sa mobylette perce le réservoir d'un véhicule dépollué (réservoir vide mais non dégazé), provoquant l'incendie. Il donne l'alerte et l'exploitant appelle les secours. Les flammes se propagent à une dizaine de voitures dépolluées et à un stock de 30 m<sup>3</sup> de ferraille. Les pompiers, qui connaissent les lieux pour avoir participé à l'élaboration du plan d'urgence, éteignent l'incendie avec 2 lances dont 1 sur échelle tandis qu'un employé déblaye les lieux avec une grue. Les secours quittent les lieux vers 15 h. Les eaux d'extinction dirigées vers le bassin de rétention sont pompées par une société spécialisée. La casse automobile ré-ouvre le lundi 01/07. Aucun blessé ni dommage n'est à déplorer.

**N°43993 - 27/06/2013 - FRANCE - 94 - VITRY-SUR-SEINE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de recyclage de déchets dont les activités de tri avaient stoppé à 18 h, un gardien détecte de la fumée vers 18h45 au niveau de la zone de vidage des cartons, située dans une cellule de 1 000 m<sup>2</sup> au sein d'un bâtiment de 6 500 m<sup>2</sup>. Le personnel encore présent déploie des RIA jusqu'à l'arrivée des pompiers, permettant de limiter l'extension du feu. Arrivés sur site vers 19h10, les 125 pompiers ouvrent les trappes de désenfumage de l'ensemble du bâtiment et arrosent celui-ci avec 10 lances dont 6 sur échelle. Les exutoires de fumées et les panneaux thermo-fusibles ont permis la bonne évacuation des gaz chauds ; un important panache de fumée noire est visible depuis le centre de Paris. Les secours déblaient les balles de cartons et de plastiques avec une tractopelle pour les éteindre. L'intervention se termine vers 3 h ; l'alvéole est détruite, mais le reste du bâtiment est préservé. Le convoyeur de la presse à balle est endommagé et les installations électriques doivent être vérifiées. Les déchets solides générés sont envoyés dans un centre d'enfouissement technique et les eaux d'extinction, récupérées, sont traitées par une entreprise spécialisée.

**N°43939 - 18/06/2013 - FRANCE - 87 - LIMOGES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un dégagement de vapeurs ocres se produit à 16 h dans un bâtiment d'une société de collecte de déchets. Des pompiers équipés d'ARI et de combinaisons spéciales inspectent le bac d'où provient le dégagement. Ils découvrent que des bidons de 1 à 5 l d'acides et de bases y sont indistinctement mélangés. Les secours établissent un périmètre de sécurité, déploient des rideaux d'eau et obturent une bouche d'égouts avant de séparer les produits selon leur nature. Ils arrosent également le sol pour diluer les produits épanchés. L'intervention s'achève à 18h30.

**N°43809 - 16/05/2013 - FRANCE - 95 - GONESSE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 20h30 dans un bâtiment de 7 000 m<sup>2</sup> abritant 80 m<sup>3</sup> de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans une société de collecte de déchets. Les pompiers éteignent le feu à 23h30 avec 2 lances à eau et 1 à mousse puis déblaient les débris. L'intervention s'achève à 2 h. L'inspection des installations classées a été informée.

**N°43814 - 14/05/2013 - FRANCE - 71 - POUILLOUX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Alors que l'exploitant d'une casse automobile travaille sur un véhicule, une étincelle enflamme le réservoir de carburant vers 17h30. L'incendie se propage aux autres voitures. Les pompiers transportent à l'hôpital l'exploitant brûlé aux bras et au dos. Ils protègent un stock de pneumatiques, refroidissent une bouteille de GPL et éteignent l'incendie vers 19h15. Plusieurs dizaines de véhicules ont brûlé. La gendarmerie effectue une enquête.

**N°43773 - 05/05/2013 - FRANCE - 92 - GENNEVILLIERS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un établissement de tri et recyclage de déchets, le gardien découvre un départ de feu à 23h20 au niveau d'un hangar de stockage de 1 200 m<sup>2</sup> de déchets d'encombrants à trier alors que sa ronde précédente 2 h plus tôt n'avait rien révélé d'anormal. Il alerte les secours et le responsable d'exploitation qui arrivent sur place respectivement en 10 et 25 min. La tentative d'extinction du feu par le gardien avec le réseau incendie armé aérien (RIA) du site échoue car celui-ci éclate sous l'effet thermique dégagé par le foyer (RIA insuffisamment protégé par conception ?). Le site se trouvant à proximité d'établissements Seveso, les pompiers déploient un important dispositif d'intervention composé de 146 hommes, 41 engins et 11 lances. Les dépôts d'hydrocarbures voisins activent des couronnes d'arrosage pour se prémunir d'effets dominos. Les services du gaz et de l'électricité se rendent sur les lieux. Malgré des difficultés pour atteindre le foyer de l'incendie, le feu est circonscrit à 0h30 et déclaré éteint à 6h45. Un dispositif de surveillance est mis en place jusqu'au lendemain et le site est déblayé. En l'absence d'électricité sur le site, le ballon d'obturation (gonflé à l'aide d'un compresseur électrique) servant à contenir les eaux d'extinction en secours de la vanne guillotine défaillante n'est pas opérationnel dès le début de l'incendie. Des irisations seront constatées au matin dans une darse de la SEINE. Les 120 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction récupérés seront traités dans une filière adaptée, de même que les 800 m<sup>3</sup> de déchets solides. L'exploitant effectue des analyses pour caractériser l'éventuelle pollution (diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre). Les dommages matériels et pertes d'exploitations sont estimés respectivement à 230 et 50 k€, le feu ayant gagné la trémie d'alimentation de la chaîne de tri et le convoyeur. Le site avait reçu 8 à 10 chargements (soit près de 31 t de déchets) dans la matinée et une quantité importante restait en attente après la fermeture du site à 12 h. L'exploitant suspecte un acte de malveillance mais l'étude des enregistrements vidéos ne permet pas de conclure quant à l'origine du feu. L'exploitant révisé son étude de dangers (étude des flux thermiques), ré-évalue ses systèmes de protection incendie et réduit les stocks de déchets en attente. Il augmente la fréquence des rondes (toutes les ½ h) et met en place un système pour assurer le confinement des eaux d'extinction même en l'absence d'électricité sur le site (camionnette avec ballon obturateur + compresseur avec groupe électrogène). Un incendie mobilisant d'importants moyens avait eu lieu 9 mois plus tôt (ARIA 42492).

**N°43767 - 04/05/2013 - FRANCE - 76 - SOTTEVILLE-LES-ROUEN****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une odeur de soufre est repérée vers 17h45 en provenance d'une entreprise de traitement de déchets liquides dangereux fermée pour le week-end. Les secours détectent des émanations d'acide chlorhydrique (HCl) et de sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S) en provenance du bâtiment de traitement des eaux usées. Les nuisances olfactives sont limitées au proche voisinage du site. Des pompiers spécialisés en risque chimique inspectent le local et découvrent qu'une cuve de traitement avec système de filtrage est à l'origine de l'émission. L'intervention s'achève à 21 h. L'inspection des installations classées s'est rendue sur place, la préfecture et la municipalité ont été informées. Le rejet serait dû soit à un défaut dans le process conduisant à une décomposition, soit à un apport excessif de produit soufré depuis les futs en amont.



**N°43666 - 10/04/2013 - FRANCE - 59 - WAMBRECHIES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 9h20 sur le convoyeur d'une presse à papier et carton dans un centre de traitement de déchets. Les pompiers éteignent le feu avec 1 RIA et 1 lance à eau. Le personnel de la société déballe ensuite les déchets. L'activité de l'entreprise n'est pas perturbée.

**N°43651 - 07/04/2013 - FRANCE - 55 - PAGNY-SUR-MEUSE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 10h30 dans un tas de résidus de caoutchouc et de pneumatiques de 25 m³ sur une dalle en béton en extérieur dans une société de récupération de déchets triés. Les pompiers éteignent le feu avec plusieurs lances à eau vers 11 h. Les eaux d'extinction sont récupérées dans un bassin. La gendarmerie et le maire se sont rendus sur place, l'inspection des installations classées a été informée.

**N°43737 - 25/03/2013 - FRANCE - 36 - CHATEAUROUX***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 16h30 lors de la découpe au chalumeau d'un camion dans une société de démantèlement de véhicules (VHU) et de recyclage des métaux. Les flammes se propagent à un second véhicule à dépolluer. La combustion des huiles, hydrocarbures et pneumatiques émet une importante fumée noire. Le personnel met les bouteilles d'oxygène en sécurité puis évacue. Le responsable du site appelle les secours et obture les réseaux. La vingtaine de pompiers mobilisée éteint le sinistre en moins d'une heure. L'inspection des installations classées se rend sur place. Une société spécialisée pompe les eaux d'extinction le lendemain. Le non-respect des procédures de dépollution des camions a entraîné une flaque d'hydrocarbures au sol qui se sont enflammés sur le point chaud apporté par le chalumeau. L'exploitant réalisera sur la base de cet événement un rappel des bonnes pratiques de dépollution auprès des opérateurs.

**N°43475 - 22/02/2013 - FRANCE - 47 - BOE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un responsable d'une société de récupération de métaux signale à 6h30 un départ de feu sur un tas de 300 m³ de déchets métalliques et de carcasses de véhicules (VHU) dans un casier de 5 000 m³. Le sinistre émet une importante fumée visible à plusieurs kilomètres ; des analyses (CO, HCL et HCN) ne montrent toutefois pas de risque. Les pompiers interviennent avec 4 lances à eau et en utilisant la grue du site pour déblayer progressivement la zone et limiter la propagation de l'incendie ; celui-ci est éteint à 9h15. Les eaux d'extinctions sont retenues dans un bassin du site. Des reconnaissances écartent toute pollution du MONDOT et la station d'épuration aval est informée. Les secours quittent le site à 14h30. Un point chaud, découvert lors d'une ronde à 22h30, est éteint à 2h30.

**N°43471 - 18/02/2013 - FRANCE - 85 - CHASNAIS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare dans l'après-midi sur un stock de véhicules hors d'usage (VHU) dans un centre de déchets. La toiture du centre est endommagée ainsi que la dalle béton où se situaient les VHU, dont l'étanchéité devra être vérifiée. L'incendie est d'origine criminelle, à l'identique d'un précédent sinistre le 02/02/13 (ARIA 43466). L'exploitant prévoit de remplacer le grillage autour du site par un mur en béton avec fils barbelés pour éviter les intrusions.

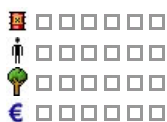
**N°43438 - 17/02/2013 - FRANCE - 77 - VILLEPARISIS***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Vers 8h30, le gardien d'un centre d'enfouissement de déchets dangereux classé Seveso est alerté par une société voisine d'un dégagement de fumée dans un casier extérieur de déchets. Il répercute l'alerte vers l'opérateur d'astreinte. Le casier de 2 500 m², partiellement recouvert, contient 200 t de déchets dont de l'amiante et 44 fûts de 200 l (60 t) de poussières avec de l'arsenic (As) déposés 3 jours plus tôt. L'astreinte, qui arrive sur site à 8h45, constate des flammes de 3 à 4 m de haut et décide de contacter le cadre d'astreinte puis les pompiers, le sinistre n'étant pas maîtrisable en interne. Les secours interviennent avec 56 hommes et plusieurs engins sur un foyer de 500 m². Le brasier est attaqué avec de la mousse puis progressivement recouvert par de la terre au moyen d'engins de chantier (plus efficace dans le temps que la mousse). Une épaisse fumée grise et malodorante se dégage au voisinage, mais les mesures de toxicité en As se révèlent négatives car les fûts n'ont pas été significativement touchés (du benzène et du toluène sont détectés dans le panache de fumées à l'intérieur du site). Les mesures de polluants dans les eaux de surface autour du site ne montrent pas de risque de pollution. Le feu est éteint à 16h30 et les pompiers quittent le site. Des enquêtes judiciaires et administratives sont effectuées pour identifier les circonstances et les causes du sinistre. L'exploitant mettra en place le coffrage de l'alvéole accidentée sans toucher à la couche de terre et lancera un programme de prélèvements et d'analyses pour étudier l'impact potentiel du sinistre sur le milieu.

**N°43466 - 02/02/2013 - FRANCE - 85 - CHASNAIS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 22h25 sur un stock de véhicules hors d'usage (VHU) en attente de dépollution sous un hangar. L'incendie se propage rapidement à l'ensemble des VHU ; la société de surveillance du site donne l'alerte. Les pompiers éteignent l'incendie avec de la mousse et le responsable de l'exploitation ferme la vanne de confinement à 23 h. Le sinistre est d'origine criminelle : la vidéo de surveillance montre un individu s'enfuir du site juste après le départ de feu. Le hangar est endommagé (béton, charpente, bardage...) et une vingtaine de VHU (aspergés de fioul...) est brûlée ; le portail a été détérioré pour laisser passer les secours et la clôture est endommagée à l'endroit de l'intrusion. Un autre incendie d'origine criminelle se produit sur le site le 18/02/13 (ARIA 42471).



**N°43300 - 19/01/2013 - FRANCE - 69 - FEYZIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 21 h dans le stockage à l'air libre contenant 250 t de carcasses de petits appareils électro-ménagers dans un centre de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les services de secours, intervenant avec 53 hommes et 5 engins, éteignent le sinistre vers 4 h au moyen de 5 lances à eau. Le feu ne s'est pas propagé aux autres îlots du site : bâtiment abritant les machines de tri, zone de stockage après tri etc. Les eaux d'extinction sont collectées dans le bassin de rétention du site, puis analysées. L'exploitant fait appel à 4 tracto-pelles pour déblayer les déchets brûlés dans les 5 alvéoles de 200 m<sup>2</sup> incendiées. L'intervention s'achève vers 17h30. L'outil de travail est intact, l'activité n'est pas perturbée. L'inspection des installations classées est informée.

**N°43308 - 19/01/2013 - FRANCE - 974 - LE PORT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 23h20 dans la cour d'une déchetterie sur un tas de 1 000 m<sup>3</sup> de déchets composés de cartons, papiers, plastiques et métaux, dans la cour d'une déchetterie. Les services de secours, intervenant avec 2 engins et 12 hommes, étalent le tas avec 2 tractopelles et éteignent l'incendie vers 6h30 avec 3 lances à eau. Une épaisse fumée noire s'est dégagée, le rond point proche du site est fermé à la circulation pendant l'intervention.

**N°43287 - 17/01/2013 - FRANCE - 21 - LONGVIC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

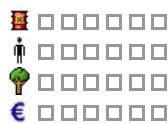
Dans un site de collecte et de valorisation de déchets dangereux, un feu se déclare dans un bâtiment de 300 m<sup>2</sup> vers 9h30 au niveau d'un broyeur traitant des bombes aérosols. Les flammes menacent une réserve d'aérosols et un stockage de 2 m<sup>3</sup> de diluant. Une vingtaine de personnes est mise à l'abri. Les pompiers, intervenant avec 4 engins, éteignent le feu avec 2 lances à mousse, puis ventilent le bâtiment. Les eaux d'extinction sont contenues dans la rétention du bâtiment. L'intervention s'achève à 10h30. L'inspection des installations classées est informée. L'exploitant avance l'hypothèse d'une erreur lors du tri des aérosols, entraînant la présence d'une petite bonbonne de gaz inflammable (butane) dans l'équipement. De plus, le broyeur est équipé d'un système d'extinction déclenché par un bouton poussoir ; ce dispositif n'a pas fonctionné à la suite de la défaillance d'un fusible. L'exploitant modifie le broyeur pour que ce dernier ne fonctionne que si le système d'extinction automatique est opérationnel ; le système d'extinction est modifié pour se déclencher en cas de détection de flamme.

**N°43267 - 28/12/2012 - FRANCE - 16 - MORNAC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 3h30 sur un tas de 500 m<sup>3</sup> de déchets de bois (auto échauffement ?) dans un centre de tri et de transit de déchets industriels banals (DIB). Les flammes se propagent rapidement aux autres tas de 10 m de haut composés de 6 000 m<sup>3</sup> de déchets plastiques broyés. D'importantes fumées perturbent la visibilité autour du site. Les services de secours, intervenant avec 4 engins et une centaine d'hommes, arrosent les tas avec 5 lances à eau après leur dégagement par l'exploitant au moyen de 2 tractopelles et contrôle par caméras thermiques. Le volume de déchets impliqués étant très important, ces opérations sont prévues sur 8 à 10 j et des moyens de dégagement supplémentaires sont acheminés par l'exploitant (1 engin de TP grande hauteur pour atteindre le haut des tas et 1 engin avec large godet). L'incendie est maîtrisé au bout de 72 h mais les dégagements de fumées persistent. La préfecture décide de mettre en place un réseau de mesures atmosphériques à l'aide d'une CMIC et un arrêté limite la vitesse sur les routes voisines pendant 10 jours avec une signalisation indiquant le risque lié aux fumées. Aux alentours du site, les travailleurs de la zone d'activité se plaignent d'odeurs nauséabondes ; les mesures de toxicité se révèlent négatives, mais la préfecture publie un communiqué de presse pour demander aux personnes sensibles de réduire leurs activités physiques. Le 02/01, le brouillard, sans doute aggravé par les fumées de l'incendie, provoque un carambolage impliquant 24 voitures et 4 poids lourds sur la RN située à 1 500 m au nord-ouest du site. Le plan NOVI (NOmbreuses VIctimes) est déclenché, les secours évacuent 3 blessés légers vers l'hôpital et 41 personnes vers un gymnase, et la circulation reste coupée pendant plus de 6 h. Le 03/01, les pompiers mettent en place un tapis de mousse sur les déchets pour atténuer les fumées et poursuivent les opérations d'extinction. Le vent change de sens les jours suivants, nécessitant le balisage d'une ligne 20 000 V par les services de l'électricité. Le tas de déchets en feu se réduit à 1 200 m<sup>3</sup> puis est déclaré éteint 11 jours après. Le site n'était que partiellement sur rétention : les eaux d'extinction collectées débordent du bassin (elles seront pompées et traitées dans une filière dédiée) et celles non collectées menacent la nappe phréatique : un suivi post-accidentel est imposé le 07/01 avec analyses dans le sol, les eaux souterraines et superficielles, les végétaux et les fumées. L'ARS demande au gestionnaire d'un captage AEP proche de rajouter des paramètres à analyser dans sa surveillance : CN, HCT, dérivés chlorés, indice phénol... L'exploitant évalue ses pertes entre 250 et 300 K euros. En raison des fortes pluies dans la période précédant l'accident, la presse évoque l'hypothèse d'une origine criminelle ; l'exploitant porte plainte et la gendarmerie effectue une enquête. Respectivement 48 et 24 h avant l'accident, des fumerolles avaient été détectées sur des stocks de DIB de bois, cartons et plastiques ; la mobilisation des moyens de l'exploitant a permis d'enrayer les départs de feu et la surveillance de nuit avait été renforcée. Le site a subi un incendie similaire 1 an plus tôt ; l'inspection des IC avait alors constaté le dépassement de 6 fois la quantité maximale de déchets stockés autorisée, ainsi que l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie. L'inspection constate à nouveau un volume de DIB stocké 4 fois supérieur à celui autorisé (2 800 m<sup>3</sup> au lieu de 700), l'absence d'îlots et de distance d'isolement entre les tas de déchets, un débit des poteaux incendie inférieur à celui demandé par l'administration, la présence de déchets non autorisés (pneus, fûts, DEEE, déchets verts) et l'absence de murs coupe-feu et de RIA dans le bâtiment d'exploitation. L'administration suspend l'activité du site dont la reprise sera subordonnée au dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. L'analyse de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre a démontré l'absence d'impact sur l'environnement. L'exploitant prévoit de renforcer la surveillance du site (fréquence des rondes, système de télésurveillance), améliorer les moyens de lutte contre l'incendie et revoir l'organisation des stockages (séparation des déchets par catégorie).

**N°43169 - 17/12/2012 - FRANCE - 13 - ARLES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 23h30 dans un entrepôt de 10 000 m<sup>2</sup> d'une société de recyclage stockant 20 000 m<sup>3</sup> de tourbe (terre d'épandage) et de compost. Les flammes se propagent à un transporteur à bande aérien. Les pompiers interviennent avec 40 hommes et 10 engins pour établir 7 lances à eau et 1 lance canon. Le feu est éteint vers 2 h, les opérations de noyage se poursuivent jusqu'à 17h30.

**N°43177 - 17/12/2012 - FRANCE - 13 - PEYROLLES-EN-PROVENCE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Le portail de détection de radioactivité d'une déchetterie se déclenche vers 15h30 lors du passage d'un camion transportant de la ferraille. Les secours vident la benne et isolent la source ; ils mesurent une radioactivité de 5 microsievert. Une société spécialisée évacue la source.

**N°43157 - 12/12/2012 - FRANCE - 43 - YSSINGEAUX***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 22 h sur une extrudeuse dans une usine de recyclage des matières plastiques. Les flammes se propagent aux gaines de ventilations et d'aspiration reliées à la machine pour gagner les gaines métalliques. Celles-ci rougissent sur une quinzaine de mètres, une forte odeur de brûlé se répand dans la ville située à 1 km. Les pompiers éteignent le feu et refroidissent les gaines. L'intervention s'achève à 23h30. Un élu s'est rendu sur place. La gendarmerie effectue une enquête. Un échauffement mécanique accidentel de l'extrudeuse pourrait être la cause du sinistre.

**N°43074 - 23/11/2012 - FRANCE - 21 - SAINT-APOLLINAIRE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un incendie se déclare vers 20h15 dans un tas de 50 m<sup>3</sup> de déchets métalliques dans une casse automobile. Les pompiers éteignent le feu à 21h15 avec 1 lance à eau et 1 à mousse. Le maire et la gendarmerie se sont rendus sur place. Il s'agit du 3ème sinistre de l'année dans l'établissement (ARIA 42081 et 42221).

**N°42965 - 25/10/2012 - FRANCE - 59 - BOIS-GRENIER***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 9h50 sur une machine compacteuse / broyeuse de 2,5 t/h dans un centre de valorisation de déchets non dangereux d'entreprises (carton, papier et plastique). Les services de secours, intervenant avec 3 engins et 20 hommes, évacuent les 12 employés, éteignent l'incendie avec 1 lance à eau, puis vident la machine de son contenu. Les 3 employés de la zone de broyage sont en chômage technique pour la journée.

**N°42825 - 03/10/2012 - FRANCE - 08 - GIVET***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu d'origine inconnue (déchets incompatibles ?) se déclare vers 0h45 dans un tas de 2 000 t de déchets ferreux dit de "platinage" (agglomérat de ferrailles légères et d'impuretés), mais comportant également des DEEE et des VHU dans une société de recyclage de déchets métalliques. Le sinistre émet une importante fumée noire, en grande partie abattue par la pluie. L'incendie, qui connaît de nombreuses reprises ainsi que de petites explosions (bouteilles de gaz, extincteurs...), est éteint vers 16 h. Les eaux d'extinction, pompées dans la MEUSE proche, sont recueillies dans le bassin des eaux pluviales, "traitées" via un débouleur /déshuileur suivi d'un filtre à sable puis rejetées dans le fossé artificiel du port sans analyse préalable. La police et le maire se sont rendus sur place. L'inspection des installations classées, sur site le lendemain, constate dans les déchets stockés la présence non autorisée de VHU ainsi que celle de nombreuses bouteilles de gaz et de matières combustibles. L'exploitant doit en urgence trier les déchets présents sur site en séparant notamment les contenants dangereux et les matières combustibles et améliorer les conditions de stockage (réduction de la taille des lots, tri des déchets, gardiennage du site la nuit...). Des prélèvements sont effectués dans l'environnement (sols, eaux superficielles) pour analyses (métaux, HAP, PCB, benzène...) et évaluation du risque de pollution. Le réseau pluvial est contrôlé et nettoyé.

**N°42804 - 25/09/2012 - FRANCE - 86 - BONNEUIL-MATOURS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 3h30 sur un tas de 20 t de copeaux de magnésium et d'aluminium sur une parcelle contiguë à une entreprise de recyclage de métaux. Un bâtiment de 500 m<sup>2</sup> abritant divers matériaux (bois, plastique, métaux) est menacé. Un périmètre de sécurité de 150 m est établi. Les services de secours, intervenant avec 31 hommes et 5 engins, tentent de maîtriser le foyer avec de la poudre puis avec de la mousse à partir de 2 réserves d'émulseurs. La pluie qui réagit avec les copeaux de magnésium (crépitements exothermiques) complique l'intervention. Pendant que 3 lances à eau empêchent la propagation du sinistre au bâtiment, un engin de chantier est utilisé pour recouvrir les déchets d'une épaisse couche de terre végétale pour étouffer la combustion des matériaux en fusion. Un véhicule de risque technologique effectue des relevés d'explosimétrie et de toxicité dans l'air aux alentours du site qui se révèlent négatifs. L'incendie est maîtrisé vers 15h30, mais de petites explosions (poches résiduelles de gaz) sont entendues. Le site est surveillé pendant plusieurs jours avec contrôle de la température du tas de copeaux au moyen d'une caméra thermique. Le maire, la gendarmerie, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et l'inspection des installations classées se sont rendus sur place. L'inspection constate un abandon de déchets avec la présence d'un second entreposage de déchets métalliques de type déchets d'aluminium et de fonderie d'aluminium posés à même le sol et à proximité immédiate de nombreuses matières combustibles, hors de toute règle de l'art pour ce type de stockage. Le maire dans le cadre de sa police met en demeure l'exploitant d'évacuer les déchets et de remettre les lieux en état.

**N°42784 - 18/09/2012 - FRANCE - 54 - CUSTINES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

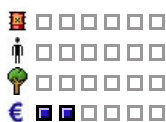
Un feu se déclare vers 12 h dans un entrepôt de papiers et cartons de 1 600 m<sup>2</sup> d'une entreprise de collecte et traitement de déchets ménagers (papiers, cartons) et industriels (graisses et boues d'épuration, mâchefers d'incinération). Une épaisse fumée noire est visible à plusieurs dizaines de kilomètres. Une bouteille de GPL équipant un chariot élévateur explose avant l'arrivée des services de secours et un silo de stockage s'effondre dans le bâtiment sinistré. Un bâtiment de stockage adjacent est menacé. Les services de secours interviennent avec 55 hommes et plusieurs engins et établissent 6 lances à eau alimentées par le réseau incendie et par une motopompe puisant dans un canal de dérivation de la MOSELLE. Les pompiers interviennent sous ARI mais ne peuvent entrer dans le bâtiment métallique qui menace de s'effondrer. Des ouvertures sont pratiquées avec des disques dans la paroi métallique du bâtiment pour faciliter l'arrosage des balles de carton compressé, qui sont ensuite évacuées à l'aide de tractopelles. Le sinistre est maîtrisé vers 15 h et déclaré éteint vers 10h30 le lendemain. Une CMIC intervient pour effectuer des mesures de toxicité dans l'air (HAP, aldéhydes, composés organiques halogénés, dioxines-furanes, métaux...) qui ne révèlent pas d'impact. Des analyses sont menées sur les mêmes paramètres dans les eaux souterraines et les sols à cause de l'infiltration des eaux d'extinction dont une partie a rejoint la MOSELLE, sans toutefois provoquer de mortalité aquatique. Les dommages sont évalués à 1,6 millions d'euros, 3 des 12 employés sont en chômage technique. La gendarmerie effectue une enquête, aucune hypothèse n'est privilégiée : malveillance, mélange de déchets incompatibles, court-circuit électrique. Les bandes de vidéosurveillance sont analysées.

**N°42767 - 15/09/2012 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 8h20 sur un broyeur dans une société de transit et de valorisation récupération de déchets ménagers et industriels non dangereux (papier, plastique, bois, verre, métaux, pneus). Les déchets en feu propagent l'incendie jusqu'au stock de déchets broyés via la bande transporteuse. Les pompiers, intervenant avec plusieurs engins, éteignent le sinistre avec 2 lances à eau puis déblaient le lieux d'intervention. Ils quittent le site à 11 h. Le SAMU s'est rendu sur place.

**N°42764 - 14/09/2012 - FRANCE - 62 - BILLY-BERCLAU***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 14h15 dans un conteneur de bidons en matières plastiques vides, stocké à l'extérieur d'un centre de recyclage d'emballages industriels. Les flammes se propagent au bâtiment et une importante colonne de fumée noire se dégage. Les pompiers, intervenant avec 55 hommes et plusieurs engins, évacuent les 32 employés et éteignent l'incendie vers 20h30 avec 7 lances. Une société spécialisée traite une fuite au goutte à goutte se déversant vers le milieu naturel, au niveau du bassin de rétention. Le bilan fait état de 2 500 m<sup>2</sup> de bâtiments endommagés et de 5 semi-remorques ainsi que de 1 000 conteneurs d'1 m<sup>3</sup> vides détruits. Aucune mesure de chômage technique n'est prévue.

**N°42741 - 11/09/2012 - FRANCE - 67 - BISCHOFFSHEIM***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Une patrouille de gendarmerie détecte à 4h38 un incendie sur un site de transit, tri et valorisation de déchets non dangereux, alors qu'un camion a quitté le site à 4h25 sans avoir rien remarqué. Le bâtiment de tri de 225 m<sup>3</sup> contenant 42,5 t de cartons, plastiques, bois, gravats, emballage de chantiers et papiers est en feu. Le directeur du site et le maire se rendent sur place. Les pompiers arrosent le bâtiment avec 4 lances pour protéger le local atelier attenant contenant le parc à huile et à graisse, ainsi que les stocks extérieurs. Les déchets sont sortis du bâtiment puis arrosés sur le revêtement extérieur en enrobé. L'incendie est maîtrisé vers 6 h et des journalistes se présentent sur site dès 7 h. L'intervention se termine à 15 h mais un nouveau départ de feu dans les déchets stockés à l'extérieur les oblige à intervenir à nouveau jusqu'à 19 h. Les 450 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction contenant des résidus de brûlage sont récupérés dans le collecteur d'eau pluviale du site, traités par un déboureur-déshuileur avant rejet dans le réseau communal. Les analyses faites avant rejet dans ce réseau montrent la présence de traces de métaux lourds (Zn, Cr, Cu, Pb), des teneurs notables en HAP/BTEX et en phénols, mais les analyses des piézomètres du site ne montrent pas d'impact sur la nappe et l'exploitant de la station d'épuration communale n'a pas noté de perturbation de ses procédés biologiques. Les déchets sont sortis du bâtiment puis arrosés sur le revêtement extérieur en enrobé. La chaîne de tri est complètement détruite : bâtiment, presse à balles, engins de type pelle et télescopique, poids lourd. Les déchets brûlés sont évacués vers une filière agréée. L'origine du sinistre serait une auto-inflammation des déchets à la suite de températures élevées de la veille de l'accident, ou la présence de produits incompatibles dans les déchets en attente de tri. L'incendie a été aggravé par l'absence de système de détection incendie pendant la nuit.

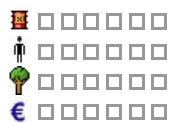


**N°42745 - 09/09/2012 - FRANCE - 55 - DOMMARY-BARONCOURT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Les alarmes incendies se déclenchent, vers 3h30 un week-end, dans un centre de transformation de déchets industriels dangereux en combustible pour cimenterie. Le personnel en poste déclenche le POI et alerte les services de secours. L'incendie touche 13 des 25 cellules de 400 m³ dans la zone de stockage intermédiaire (emballages souillés pré-broyés avant mélange) d'un bâtiment métallique de 8 000 m² et se propage, menaçant une forêt proche. Les pompiers interviennent avec 60 hommes, 5 engins et 1 échelle pour établir un dispositif de 7 lances à eau alimentées par le bassin incendie de 2 500 m³ du site. L'intervention est compliquée par le risque d'effondrement du bâtiment métallique et par l'épaisse fumée émise. Les pompiers interviennent sous ARI et 3 hommes intoxiqués doivent être évacués. L'incendie est sous contrôle à 10h30 mais l'extinction est de longue durée. A 11 h, Les autorités décident de confiner 80 enfants d'une école voisine (2,5 km) dans l'attente des mesures de toxicité réalisées par une CMIC dans les communes voisines : le confinement est levé à 16 h devant les résultats négatifs. En raison de l'odeur de plastique dégagée par les fumées, des riverains téléphonent aux mairies pour s'informer. Pour faciliter le désenfumage, un ventilateur est acheminée dans la soirée et un engin élévateur est utilisé pour percer la toiture à la tronçonneuse le lendemain. Au cours des jours suivants, les salariés de l'entreprise dégagent les déchets en feu dans les cellules après arrosage par de bulldozers. Une fois arrosés, les déchets sont évacués par les camions semi-remorques de l'exploitant vers un centre agréé. Un pompage supplémentaire est mis en place dans un étang voisin et des camions-citernes doivent être réquisitionnés pour réalimenter régulièrement la réserve incendie du site. Une partie des eaux d'extinction reste confinée dans le bassin de rétention du site avant d'être pompée, une autre partie s'échappe du bassin et pollue sur 2 km un ruisseau proche sur lequel un barrage en terre est installé. Le pompage de l'étang doit être interrompu 2 jours après pour préserver la faune et la flore. Les analyses des prélèvements effectués dans les sols, l'air et l'eau dans un rayon de 2 km se révèlent inférieurs aux seuils de toxicité (polluants recherchés HCl, HCN, COV, HAP, aldéhydes, métaux, phtalates, dioxines-furanes...). Le sinistre est maîtrisé 12 jours après. La moitié du bâtiment est détruite et 3 000 t de déchets ont brûlé. L'exploitant rédige un communiqué de presse dès le premier jour. Les départs de feu dans ce type d'activité sont fréquents. Le même site avait subi un incendie moins grave un peu plus de 2 ans avant (ARIA 38192).

**N°42680 - 31/08/2012 - FRANCE - 44 - SAINT-HERBLAIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 15h30 dans le stock extérieur de 450 t de balles de papiers et cartons à recycler d'une société de récupération de déchets papiers et cartons. La fumée entraîne l'interruption du trafic ferroviaire autour de Nantes dans les 2 sens pendant 4 h. Les pompiers éteignent le sinistre avec 4 lances à eau, des engins de la société sont utilisés pour étaler les papiers et cartons avant leur arrosage. Les secours quittent le site à minuit. L'activité reprend normalement le lendemain.

**N°42682 - 30/08/2012 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 23h40 dans un stock extérieur d'une centaine de tonnes de déchets d'électroménagers (fraction plastique) sur 300 m² ; le gardien du site ainsi qu'un automobiliste donnent l'alerte. Le gardien tente d'éteindre l'incendie avec un RIA en attendant le renfort des pompiers. A leur arrivée sur site vers 0h20, un important panache de fumée se dégage. Les pompiers arrosent le tas de déchets avec 2 lances dont 1 sur échelle. Deux grutiers arrivent sur site vers 3h30, permettant d'utiliser les engins du site pour débayer les déchets et les éteindre au fur et à mesure. A 4 h, le bac de rétention du site déborde et une légère irisation est visible dans le port. Les secours installent un barrage et éteignent l'incendie vers 6h30. Les autorités allemandes sont informées du risque de pollution. Un captage d'eau potable (AEP) se trouvant à proximité, l'exploitant réalise sous quelques jours une campagne de recherches de substances dangereuses issues des eaux d'extinction incendie dans les piézomètres installés sur le site et à proximité pour évaluer le risque de pollution et le cas échéant déterminer des mesures de protection à mettre en oeuvre. Les 750 m³ d'eaux d'extinction sont pompées sur 12 jours et éliminées par une entreprise spécialisée. Les déchets incriminés consistent en des résidus de concassage et de dépollution manuelle de petits appareils d'électroménager en mélange. Un court-circuit ou d'un échauffement serait à l'origine du départ de feu (pile/condensateur/fils électriques oubliés lors du tri...). L'exploitant décide de ne plus accepter ce type de déchet sur site. Il réalise une inspection par caméra de ses réseaux enterrés pour vérifier leur étanchéité.

**N°42672 - 29/08/2012 - FRANCE - 34 - FRONTIGNAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 15h50 dans un bassin couvert de tri au sein d'une usine spécialisée dans le conditionnement des déchets industriels dangereux devant être incinérés en cimenterie. Les pompiers, dont une CMIC, éteignent le feu à 16h30. L'usine a connu un incendie d'équipement moins d'un an avant (ARIA 41159).

**N°42669 - 28/08/2012 - FRANCE - 78 - LIMAY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 22h20 dans un tas de 300 m³ de "platinage" (agglomérat de ferrailles légères et d'impuretés) dans une société de recyclage de métaux. Le gardien est peu au fait des installations et l'exploitant, difficilement joignable, arrive plus d'une heure après les pompiers. Le sinistre émet une importante fumée, mais ne se propage pas aux autres tas grâce au bon fractionnement du stockage. Les pompiers éteignent les flammes avec 3 lances à eau et étalent le tas. Les eaux d'extinction sont contenues dans la rétention. Le sinistre est circonscrit à 0h26 et éteint à 3h13 ; les secours quittent les lieux à 9h30.

**N°42646 - 24/08/2012 - FRANCE - 37 - DESCARTES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de traitement et d'élimination de déchets industriels et VHU, un feu se déclare vers 8h20 dans une case isolée contenant 50 m³ de déchets plastiques ; les flammes se propagent à des tas de bois, de ferrailles et de pneus. Les pompiers, intervenant avec 3 engins et 20 hommes, éteignent l'incendie vers 10h30 avec 3 lances puis déblaient les lieux avec les engins de l'exploitant. Ils installent des bottes de paille pour boucher le rejet des eaux pluviales du site par où s'écoulaient les eaux d'extinction dans la rivière voisine (la CREUSE). Un représentant du maire se rend sur place. Aucun impact environnemental significatif n'est remarqué. Un incendie de VHU s'était déjà produit sur le centre 5 ans avant (ARIA 33671).

**N°42640 - 23/08/2012 - FRANCE - 86 - INGRANDES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare en pleine nuit sur des balles de cartons et plastiques stockées sur 200 m² et 5 m de hauteur, à l'extérieur d'un centre de valorisation de déchets (papiers, plastiques, métaux). Les employés de l'hôpital voisin donnent l'alerte à 1h30. Les flammes se propagent à un poids lourd et au bâtiment de 700 m². Plusieurs bouteilles d'oxygène explosent avant l'arrivée des secours, dont une qui percute les parois du hangar. Les pompiers, intervenant avec 50 hommes et 5 engins, protègent le bâtiment principal, le bâtiment administratif et un tas de 300 t de matières plastiques. Ils arrosent les balles avec 6 lances et les brassent avec une grue jusqu'à 11 h, le feu étant maîtrisé dès 5h. Les eaux d'extinction sont filtrées par un débourbeur-déshuileur et collectées par la station d'épuration. Le bâtiment de 700 m² ainsi que 32 t de cartons et 30 t de balles plastiques sont détruits et un poids lourd est endommagé ; les dégâts sont estimés à 25 000 euros. La malveillance est suspectée car l'alarme intrusion du site a réveillé le propriétaire du centre à son domicile à 1 h ; la gendarmerie effectue une enquête.

**N°43223 - 23/08/2012 - FRANCE - 76 - SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Le chauffeur d'un camion de diphényles polychlorés remarque un départ de feu avec une importante fumée au niveau d'un essieu vers 16 h. Il s'arrête et utilise un extincteur. Un automobiliste s'arrête et emploie également son extincteur. Le feu est maîtrisé. Sous l'effet de la chaleur, un pneu éclate et blesse l'automobiliste.

**N°42599 - 17/08/2012 - FRANCE - 95 - BRUYERES-SUR-OISE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 17 h en période estivale, un feu se déclare, pour une raison inconnue, sur un tas de 100 t de caoutchouc broyé dans une société de récupération et de recyclage de déchets métalliques non ferreux (gros appareils électroménagers froid, VHU). La fumée noire est visible à 30 km et l'incendie menace 2 autres tas de déchets plastiques et métalliques broyés. Les pompiers, intervenant avec 46 hommes et 5 engins dont un bateau pompe, déploient 3 lances à eau alimentées sur 1 poteau incendie et dans l'OISE pour lutter contre les flammes pendant que des engins de l'entreprise font la part du feu. L'incendie est éteint à 20h30, les débris sont ensuite déblayés jusqu'à 21h30. Les eaux d'extinction sont recueillies dans la zone de rétention du site. Les secours quittent le site à 21h30. Le lendemain, une société proche transformant des déchets de bois en combustible industriel est également victime d'un incendie (ARIA 42604). La préfecture demande aux 2 sociétés de réaliser dans le cadre du suivi post-accidentel des analyses environnementales (réalisation de prélèvements, détermination des zones max d'impact, inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre). Des analyses (Dioxines, furanes, HAP, métaux) dans les végétaux ainsi que dans les eaux souterraines (piézomètres du site) ne mettent pas d'impact en évidence.

**N°42595 - 16/08/2012 - FRANCE - 27 - AUBEVOYE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

En période estivale, des policiers municipaux en patrouille constatent vers 14 h un départ de feu sur un stockage dans une société de transit et de valorisation de déchets plastiques : PE, PVC, PP, PS, ABS... Les policiers alertent les services de secours et l'exploitant. Des employés essaient en vain d'éteindre le foyer avec quelques extincteurs. Un important panache de fumée noire de 30 m de haut est visible à plusieurs kilomètres à la ronde, le vent de secteur sud souffle à 15 km/h. Les pompiers qui mobilisent 65 hommes et 8 engins, interviennent avec 6 lances à eau (500 l/min) et 2 lances canon. Un périmètre de sécurité est défini, la circulation routière est interrompue sur la route départementale proche et 4 riverains sont évacués. Le trafic ferroviaire est ralenti ; des particules de suie retombent sur les communes environnantes. L'intervention des secours est entravée par un accès difficile au site, des difficultés d'alimentation en eau et le fort pouvoir calorifique des matières impliquées dans le sinistre. Le feu est circonscrit à 17 h et éteint à 18 h. Le dispositif est levé à 20h30, une équipe de pompiers reste en surveillance pour la nuit. L'établissement se trouvant dans le périmètre de protection éloigné d'un captage d'eau potable (AEP), l'Agence Régionale de Santé (ARS) est informée et la surveillance de la qualité de l'eau est renforcée, même si les eaux d'extinction ont été contenues dans les rétentions du site. La cause du sinistre est inconnue. Au cours de l'intervention, 1 pompier s'est légèrement blessé à la main. Les 9 000 m² de stockage sur les 18 000 du site ont brûlé, mais les stocks de produits finis (balles de déchets plastiques broyés) ont été épargnés ; les 7 employés reprennent le travail 2 jours après. La sous-préfète et l'inspection des installations classées se sont rendues sur place. La mise en place des murs coupe-feu 2 h entre les cellules de stockage, demandée par l'administration 4 ans plus tôt, n'avait pas été réalisée pour des raisons économiques. De plus, la superficie de stockage dépassait de 10 fois celle autorisée (850 m²) et les conditions de stockage en cellules de 50 m² maximum n'étaient pas respectées. Enfin, le nombre d'extincteurs n'était pas suffisant et le site ne disposait d'aucun RIA. Des prélèvements sont réalisés 40 jours après le sinistre dans les sols, les eaux d'extinction incendie et des végétaux sur site et dans 1 rayon de 6 km. Les analyses menées (pH, chlorures, cyanure, méthylmercaptop, HAP, phtalates, acide sulfurique, sulfate d'ammonium, dioxines, furanes, PCB, COV, aldéhydes, métaux) montrent des anomalies sur certains paramètres dont l'interprétation est en cours.

**N°42576 - 09/08/2012 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15h30 dans une benne contenant 20 m<sup>3</sup> de titane, dans un centre de récupération de déchets métalliques. Les secours établissent un périmètre de sécurité et isolent la capacité à l'extérieur. L'exploitant recherche du sable sec dans les entreprises voisines afin d'éteindre les flammes. Alors que la combustion des copeaux de métal se termine, une croûte de 10 cm se forme au fond de la benne, avec une température de 150 °C. L'inspection des installations classées se rend sur place. Un agent de sécurité effectue une ronde de surveillance vers 22 h.

**N°42644 - 01/08/2012 - FRANCE - 83 - CARNOULES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre d'équarrissage, des employés chargés de la maintenance interviennent vers 13h30 sur un cuiseur à l'arrêt à la suite d'une surcharge. Après avoir vérifié les paramètres de pression et mis à l'air le récipient, un employé commande l'ouverture de la porte de déchargement pour vidanger l'appareil de la graisse qu'il contient. Une fois le débit souhaité atteint, il commande l'arrêt de l'ouverture de la porte guillotine. Celle-ci ne s'arrête pas, causant l'épandage au sol de graisse liquide à 100 °C. Les projections brûlent 2 employés dont 1 gravement. Les secours les prennent en charge, l'électricité est coupée dans l'atelier. La graisse est absorbée avec du sable puis envoyée dans un autre site du groupe pour être traitée. L'inspection des installations classées se rend sur place le lendemain. La surcharge de l'appareil a été provoquée par une mauvaise transmission des consignes la veille lors du changement d'équipe. Un délai de 7 h est nécessaire pour refroidir le cuiseur avant sa vidange et vérifier la baisse de pression; l'appareil avait été consigné dès 6 h en vue de la maintenance. Le dysfonctionnement de la porte est dû à une défaillance de l'armoire de commande du cuiseur. L'exploitant met en place une fiche de passage de consignes et un livret de poste. Le cuiseur est modifié (trémie en 3 temps) pour sécuriser la vidange des matières.

**N°42475 - 24/07/2012 - FRANCE - 42 - LA TALAUDIERE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 11 h dans un conteneur des déchets de solvants organiques stocké dans un centre de transit et de prétraitement de déchets industriels dangereux. Les flammes sont éteintes avec le système d'extinction automatique du bâtiment et 1 lance à mousse des pompiers ; 10 m<sup>3</sup> de solvants ont brûlé. La police, un élu et un représentant de la préfecture se sont rendus sur place.

**N°42492 - 24/07/2012 - FRANCE - 92 - GENNEVILLIERS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Lors d'une période de forte chaleur (28-30 °C), un feu se déclare vers 15h15 sur une benne extérieure stockant des balles de plastiques et des matelas usagés dans une entreprise de valorisation de déchets non dangereux (DIB) issus d'encombrants ménagers. Le feu se propage à un stockage de pneus usagés en vrac à proximité. Après une tentative d'extinction, le personnel alerte les secours vers 15h20 et l'exploitant déclenche son POI ; 2 entreprises voisines sont évacuées. L'incendie dégage une épaisse fumée noire et menace un bâtiment de 4 500 m<sup>2</sup>. En raison de la proximité des bacs de stockage d'un dépôt pétrolier adjacent, les pompiers interviennent à 15h25 avec 166 hommes et 50 engins et maîtrisent le sinistre au bout de 1 h à l'aide de 7 lances dont 1 de grande puissance et 1 à mousse. La police établit un périmètre de sécurité, bloque les voies d'accès à la zone industrielle et évacue 150 salariés des entreprises riveraines. La sortie de l'autoroute voisine est fermée jusqu'à 17 h, ce qui perturbe fortement le trafic de cette voie urbaine. Le POI de l'entrepôt pétrolier, classé Seveso seuil haut, est déclenché. Les couronnes d'arrosage automatiques des bacs les plus proches du sinistre sont activées pour les protéger des flux thermiques; alors que les camions citernes sont évacués hors de l'enceinte du dépôt. Le tas de déchets est ensuite déblayé au moyen des engins de chantier de l'établissement puis arrosé pour parfaire l'extinction avant d'être mélangé aux sables présents sur le site. Les secours lèvent leur dispositif vers 17 h, ne laissant que quelques hommes en surveillance. Aucun dommage matériel n'est signalé mais 50 m<sup>3</sup> de plastiques, 50 m<sup>3</sup> de cartons, 10 m<sup>3</sup> de pneus et une dizaine de matelas ont brûlé. Les 50 m<sup>3</sup> d'eau d'extinction sont récupérés et stockés dans les cuves à lixiviats avant d'être pompés puis éliminés. L'origine de l'incendie est inconnue, mais l'exploitant pense que la période de forte chaleur en cours depuis plusieurs jours a provoqué un départ de feu dans le tas de matelas stocké dans la benne. Les mesures correctives suivantes sont mises en place : éloignement des stocks de déchets extérieurs entre eux — stockage spécifique pour les matelas usagés (alvéole de méga blocs) — stockage des pneumatiques usagés dans des bennes et non en vrac. L'exploitant revoit son dispositif de surveillance du site, ré-évalue ses moyens de lutte contre l'incendie et forme son personnel à leur utilisation.

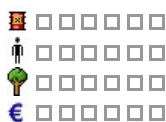
**N°42643 - 01/07/2012 - FRANCE - 68 - RIBEAUVILLE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Le miel de ruchers à proximité d'une unité de méthanisation de déchets agroalimentaires est rendu impropre à la consommation par des sucres colorés en juillet et août. Une inspection sur le site permet d'en déterminer la cause : des déchets de confiserie en GRV et cubitainers sont entreposés à l'air libre dans l'attente de leur nettoyage. L'exploitant décide de modifier ses procédures d'exploitation : après vidange, les contenants seront immédiatement nettoyés puis stockés propres à l'extérieur.

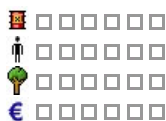
**N°42339 - 24/06/2012 - FRANCE - 62 - HARNES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Effectuant une ronde dans une zone industrielle, des policiers repèrent vers 5h50 des fumées au-dessus d'un bâtiment de stockage utilisé par un centre de tri de déchets industriels banals (DIB) de 5 000 m<sup>2</sup> contenant 3 000 t de déchets plastiques et résidus de recyclage. Les secours interviennent avec 36 hommes et 4 engins ; 5 lances à eau dont 1 sur échelle sont déployées. L'incendie est circonscrit à 8h10. Les eaux d'extinction sont recueillies dans une rétention, les engins de chantier du centre sont utilisés pour le déblaiement des lieux. L'intervention des secours s'achève à 22h10. Aucune mesure de chômage partiel n'est envisagée.



**N°42330 - 22/06/2012 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un engin de manutention (chargeur) initie vers 18h30 un départ de feu sur un stock de balles de papier en attente de tri hors des bâtiments d'un centre de collecte et de recyclage de papiers et de cartons. Le conducteur de l'engin donne l'alerte. Les employés alors en pause interviennent avec 7 extincteurs et étalent le tas de déchets en feu pour essayer de maîtriser les flammes. L'étalement du tas favorise la propagation du feu à un stock voisin de déchets plastique (polyéthylène téréphtalate, PET), puis à un tas de 50 t de papier stocké sur 1 000 m<sup>2</sup> sous un hangar. L'abondante fumée émise provoque de nombreux appels des riverains aux services de secours. Les employés parviennent à empêcher la propagation du sinistre hors de l'établissement en utilisant les moyens d'extinction fixes disponibles : lances et poteaux incendie. Une cinquantaine de pompiers intervient avec des équipes sous ARI ; les balles très compactes sont éclatées et arrosées une par une pour atteindre le cœur du foyer. Les secours qui rencontrent des difficultés pour alimenter les 6 lances déployées, ferment les vannes du réseau pluvial du site pour éviter toute pollution extérieure ; les eaux d'extinction sont ainsi retenues dans les capacités de rétention de l'établissement. L'inspection des installations classées est également sur les lieux. Le feu est éteint à minuit, puis une ronde de surveillance est mise en place à 4 h. Les dommages sont limités et aucune mesure de chômage technique n'est envisagée. Une société spécialisée pompe le lendemain les 160 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction générés. La police effectue une enquête pour déterminer la cause exacte du sinistre ; l'hypothèse du "point chaud" (moteur thermique de l'engin de manutention) est privilégiée. Il s'agit du 6ème accident de ce type dans cet établissement depuis 2000 : ARIA 16010, 17898, 21280, 33496 et 35695. L'installation d'un poteau incendie supplémentaire est envisagée.

**N°42297 - 18/06/2012 - FRANCE - 01 - SAINT-VULBAS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un conteneur maritime transportant 36 fûts métalliques contenant des déchets liquides à base de mercaptans (dérivés du thiol utilisé pour odoriser le gaz de ville, seuil olfactif très bas de 0,1 ppb) est en cours de déchargement vers un local de reconditionnement sur un site d'élimination de déchets dangereux quand le sur-fût conditionnant 1 des fûts est endommagé par le chariot à fourche rétractable et libère vers 10h30 quelques litres de produit sur le plancher du conteneur et sur la voirie goudronnée. Le vent NO porte l'odeur de type "gaz de ville" en dehors du site vers des entreprises voisines qui, malgré une information préalable de l'exploitant sur les risques d'apparition de ces odeurs quelques jours avant, alertent les secours en pensant à une fuite de gaz. Les pompiers et le gestionnaire du réseau gaz recherchent la fuite présumée de gaz dans 3 communes voisines du site avant que l'exploitant les prévienne vers 11h30. Plus de 20 pompiers et 4 engins se rendent sur le site et font évacuer 120 employés des entreprises voisines car le produit est irritant. L'exploitant le recueille avec des absorbants puis l'élimine, nettoie la voirie et met le sur-fût fuyard sur rétention. Il finit de vider le conteneur à 17 h en déchargeant des big-bags entiers et non fût par fût dans le local de reconditionnement confiné. Après enquête, les fûts, en provenance d'Afrique via le port de Marseille, sont en très mauvais état et le sur-fût sert en fait de contenant car beaucoup de fûts sont fuyards. L'opérateur du chariot à fourche rétractable avait déchargé les 2/3 du conteneur depuis 3 jours quand l'accident est arrivé. Le mode de préhension des sur-fûts n'était pas adapté, car la commande électrique du chariot est peu sensible et risquait d'écraser l'enveloppe du sur-fût, ce qui est arrivé sur le sur-fût accidenté. L'exploitant modifie la procédure de déchargement de ce type de déchets et renvoie la procédure d'alerte des secours en dehors de situation POI.

**N°42292 - 15/06/2012 - FRANCE - 57 - AMNEVILLE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une société de récupération de déchets livre vers 9h30 une palette de plusieurs cartons DTQD (Déchets Dangereux en Quantité Dispersée), provenant du laboratoire d'un collège, dans un centre d'élimination. Le fond d'un carton de la palette est mouillé et lors de sa manipulation par un agent, il s'ouvre, laissant tomber au sol des flacons en verre. Une fiole de 0,5 l de nitrobenzène et 1 fiole de 0,5 l de tétrachlorure de carbone se brisent ; l'agent est aspergé et une forte odeur d'amande se dégage. L'agent est immédiatement transporté, déshabillé et douché. Le responsable de l'exploitation arrivant sur place est pris d'un malaise. Le laboratoire d'analyse du site alerte les secours après que ses premiers examens laissent suspecter la présence de cyanure. Les secours, intervenant avec une cellule chimique (CMIC), établissent un périmètre de sécurité de 100 m autour du lieu de l'accident, installent des rideaux d'eau et procèdent à des mesures de toxicité dans l'air. Le médecin des pompiers examine tous les employés du site et oriente 11 intoxiqués vers 2 hôpitaux proches ; 1 employé refuse son transport. Les déchets sont traités sur place. L'inspection des installations classées, avertie par l'exploitant vers 12h30, constate plusieurs irrégularités dans le conditionnement des déchets : - le contenu des fioles n'est pas clairement indiqué ; - une liste des produits se trouve dans le carton mais pas sur les emballages ; - les fioles sont conditionnées sans aucune protection et dans du carton ; - la fiole contenant du nitrobenzène n'est pas fermée par un bouchon ; - le bordereau de suivi de déchet porte la mention "liquide inflammable" alors que ce sont des produits toxiques ; - la description est générique puisqu'il est seulement indiqué "produit de laboratoire".

**N°42221 - 31/05/2012 - FRANCE - 21 - SAINT-APOLLINAIRE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 0h15 au niveau du broyeur d'une casse automobile puis se propage à un bâtiment de 400 m<sup>2</sup>. Les pompiers éteignent l'incendie à 1 h avec 2 lances à eau puis débalaient le site. L'intervention s'achève à 2h20. Sept employés sont en chômage technique. Un violent incendie s'était déclaré au niveau des stocks en attente de broyage 1,5 mois plus tôt (ARIA 42081).

**N°42141 - 03/05/2012 - FRANCE - 56 - KERVIGNAG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une casse automobile, le déplacement d'une épave par une grue vers 17 h génère des étincelles qui provoquent l'incendie d'un stock de 300 t de ferrailles ; des explosions de bouteilles de gaz sont entendues. Un important panache de fumée visible à plusieurs kilomètres à la ronde provoque des ralentissements sur la voie express proche. Les secours protègent la ligne ferroviaire voisine et maîtrisent l'incendie vers 19h20 avec 3 lances. Ils déblaient les carcasses et arrosent les derniers foyers jusqu'à 22h50. Un élu se rend sur place et l'inspection des installations classées est informée. L'activité du site, employant 11 personnes, reprend le lendemain.

**N°42617 - 24/04/2012 - FRANCE - 40 - DAX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 14 h, une pollution aux hydrocarbures est découverte au niveau de deux bassins de rétention d'eau alimentés par un cours d'eau portant également des traces d'irisations. La pollution est localisée au niveau d'un tuyau d'évacuation d'une entreprise de recyclage et de valorisation de métaux et véhicules hors d'usage (VHU). Après de fortes pluies, deux cuves enterrées servant à la récupération de fluides divers ont débordé dans le fossé à cause d'un flotteur défectueux. L'exploitant fait pomper les hydrocarbures des cuves par une entreprise spécialisée et s'engage à nettoyer les dommages.

**N°42071 - 20/04/2012 - FRANCE - 13 - ARLES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 15h30 dans une casse automobile lors du traitement d'une carcasse de véhicule. Les flammes se propagent à un stock de 150 m³ d'huile usagée, des engins de manutention et à un bâtiment de 400 m² ; des bouteilles de GPL sont menacées. Une épaisse fumée noire est visible à 2 km. Les pompiers déploient 4 lances à eau et 3 à mousse pour lutter contre le sinistre. Maîtrisé vers 17 h, le feu fait l'objet d'une surveillance jusqu'en début de soirée. Le maire, le sous-préfet et la police se sont rendus sur place. La police effectue une enquête pour déterminer les causes de l'incendie.

**N°42065 - 19/04/2012 - FRANCE - 93 - LA COURNEUVE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15h30 dans 2 bennes contenant 80 m³ de tournures de titane sur le site d'une usine de recyclage de déchets métalliques. Un employé utilise 2 extincteurs à poudre mais ne parvenant pas à maîtriser le sinistre donne l'alerte. Les pompiers, sur place en quelques minutes, déploient 2 lances à eau pour refroidir les bennes et 2 lances à mousse. L'eau sur le métal en feu pouvant générer des explosions d'hydrogène, et l'utilisation de mousse étant inefficace, la préfecture réquisitionne une société privée pour livrer du sable ; 250 t seront nécessaires pour éteindre le foyer principal. Un dispositif de surveillance est mis en place pendant la nuit ; l'opération s'achève le lendemain vers 12 h. Durant l'intervention, 1 pompier se légèrement blesse. L'inspection des installations classées, un adjoint au maire, les services techniques municipaux ainsi que les services du gaz et de l'électricité se sont rendus sur place. Le service des égouts est également prévenu, les eaux d'extinction n'étant pas collectées. Aucun risque n'est relevé pour les riverains. Une rétention spécifique en béton était en cours de réalisation dans la zone de stockage des tournures et celles-ci avaient été stockées provisoirement dans des bennes métalliques en bordure de propriété. Un sous-traitant, muni d'un permis de feu, effectuait des travaux de soudure à proximité ; des étincelles ont mis le feu à des tournures imprégnées d'huile de coupe. Le risque dû à la présence des tournures métalliques n'avait pas été identifié dans le permis de feu ; l'exploitant interdira dans son plan de prévention tout travail par point chaud à proximité de tournures métalliques et formera son personnel sur ce risque.

**N°42081 - 19/04/2012 - FRANCE - 21 - SAINT-APOLLINAIRE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de démantèlement de véhicules (VHU), un feu se déclare vers 21 h sur un stock de 5 000 t de ferrailles en attente de broyage contenant des résidus d'huile, de PVC et d'aluminium. Un employé, encore présent, donne l'alerte. Les flammes atteignent jusqu'à 10 m et une importante fumée est visible à plusieurs kilomètres à la ronde. Les secours arrosent le stock avec 8 lances dont 1 sur échelle et les employés du site déblaient les tas de déchets pour faciliter l'intervention. Le site ne disposant pas d'une rétention suffisante, les eaux d'extinction, récupérées dans la lagune de la zone industrielle, seront analysées puis traitées. Le réseau de surveillance de la qualité de l'air effectue une série d'analyses sur les oxydes d'azote et de soufre, les composants organiques et les particules pour s'assurer de l'absence de danger. Les pompiers éteignent l'incendie le 21/04 vers 15 h puis surveillent les lieux jusqu'au lendemain. Des résidus de broyages de diamètre supérieurs à 100 mm, échauffés lors du broyage, auraient été replacés encore chauds sur le tas en attente de broyage, causant le départ d'incendie. Les 17 employés ne sont pas mis en chômage technique ; la dépollution et le démantèlement de véhicules reprennent le lundi 23/04 et le broyage quelques jours plus tard. Le site avait déjà été victime d'un incendie le 26/01/2011 (ARIA 39662). L'exploitant reverra l'organisation de son dépôt pour limiter les stocks de ferraille et faciliter l'accès des secours, il augmentera la capacité de rétention du site et passera une convention avec l'exploitant de la lagune industrielle pour permettre une intervention rapide en cas de sinistre.

**N°42021 - 11/04/2012 - FRANCE - 76 - ROUEN***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans une société traitant des déchets dangereux, des employés inhalent des vapeurs d'acroléine lors du transvasement du contenu de 2 fûts de 200 l de cet aldéhyde dans une cuve de 1 000 l en polyéthylène. L'acroléine et le plastique étant chimiquement incompatibles, une réaction exothermique dans la cuve entraîne l'émission de vapeurs. La température dans les fûts est de 12 °C et de plus de 50 °C dans la cuve pour un point d'ébullition de l'acroléine de 53 °C. Les 15 employés du site et ceux de l'entreprise voisine sont évacués. Appuyés par une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC), les pompiers prennent en charge 4 employés incommodés. L'aide d'un réseau professionnel d'expertise (TRANSAID) est sollicitée pour conditionner et éliminer le produit. Les fûts sont placés sous hotte aspirante avant transvasement de leur contenu, 2 h plus tard, dans des fûts compatibles de 100 l avant évacuation vers un site spécialisé dans l'incinération des déchets dangereux. La municipalité, l'inspection des installations classées et la police sont informées de l'accident.

**N°42012 - 07/04/2012 - FRANCE - 67 - WINTZENBACH***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare en fin de matinée sur un tas instable de déchets de 200 000 m³ (40 m de haut) dans une déchetterie. L'incendie menace de se propager à des bâches plastiques. Les pompiers arrosent les 2 foyers avec 2 lances alimentées par les poteaux incendie du site pour rabattre les fumées, puis l'exploitant recouvre les déchets de terre avec des engins de chantier pour étouffer les foyers. Le sinistre est éteint vers 18 h et l'exploitant surveille les lieux durant le week-end.

**N°41985 - 05/04/2012 - FRANCE - 13 - MARSEILLE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Une source de radioactivité est détectée vers 11h20 dans une benne d'une déchetterie. Les services de secours déchargent la benne et isolent la source (matériel médical de stérilisation par rayonnement) qui est ensuite évacuée par une société spécialisée.

**N°42003 - 05/04/2012 - FRANCE - 13 - MARIGNANE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 16 h dans une casse automobile de 1 ha. Les flammes concernent 1 200 m² de carcasses de véhicules (VHU) empilées sur 10 m de haut ; l'incendie violent produit un important panache de fumées. Les pompiers déploient 7 lances à eau dont 3 sur échelles ainsi que des lances à mousse. L'incendie est éteint le lendemain vers 7 h. Le trafic aérien de l'aéroport de Marignane n'a pas été perturbé. Deux autres incendies importants se sont produits sur le site en 2007 et 2008 (ARIA 34048 et 34296).

**N°41958 - 02/04/2012 - FRANCE - 08 - BARBY***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Des riverains signalent à 18h30 un incendie dans le bâtiment de stockage métallique de 1 500 m² abritant 30 t de balles de papiers et cartons compactés d'une société de recyclage. Les animaux et 45 t de fourrages d'une exploitation agricole voisine sont évacués et protégés par les services de secours. Les pompiers, qui mobilisent 22 hommes et 4 engins, éteignent le feu avec 5 lances à eau alimentées par le réseau public, puis déblaient les balles durant la nuit au moyen de camions et de 2 engins élévateurs. L'intervention s'achève à 6h30. Les 3 employés sont en chômage technique. La presse hydraulique et un chariot élévateur sont détruits. Un feu couvant dans le papier initié par la projection d'étincelles lors de travaux de découpe serait à l'origine du sinistre. Le maire, la gendarmerie, le sous-préfet ainsi que les services du gaz et de l'électricité se sont rendus sur les lieux.

**N°41932 - 27/03/2012 - FRANCE - 80 - DOMPIERRE-BECQUINCOURT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare à 21 h sur un broyeur de pneumatiques dans une société de récupération de déchets. La fumée émise incommoder 4 employés qui sont pris en charge par le SAMU. Les pompiers, malgré des difficultés d'alimentation en eau, éteignent le feu avec 3 lances puis ventilent le bâtiment.

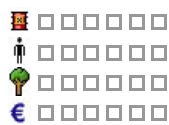
**N°41913 - 22/03/2012 - FRANCE - 68 - ROSENAU***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un camion-benne en provenance d'une déchetterie communale déclenche le portique de radioactivité d'une société de valorisation de déchets métalliques. Les pompiers découvrent que 2 pièces en métal sont la source du rayonnement. Ils mesurent un débit de dose de 10 µSv/h au contact (soit le triple du bruit de fond), la spectrométrie indique que l'élément radioactif en cause serait le radium 226. Aucune contamination n'est relevée. Les 2 pièces sont isolées sur le site avant d'être prises en charge par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

**N°42143 - 22/03/2012 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une société récupérant des métaux, une étincelle générée par le choc d'un grappin contre de la ferraille initie un départ de feu à 9h40 sur une vingtaine de carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) non dépollués. Les employés de l'établissement ferment la vanne d'isolement du réseau des eaux pluviales et utilisent des extincteurs en attendant les secours extérieurs ; l'incendie est éteint à 11 h avec 2 lances à eau. Une société spécialisée pompe et élimine les eaux d'extinction. Des prélèvements et analyses via les piézomètres implantés sur le site permettent d'évaluer la qualité des eaux souterraines. L'inspection des installations classées relève dans l'après-midi plusieurs écarts par rapport aux prescriptions : site non habilité à traiter des VHU, exploitant ne connaissant pas la quantité de déchets présents, stock de pneus usés non autorisé, accès encombrés par endroits.



**N°41911 - 18/03/2012 - FRANCE - 63 - RIOM***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu de palettes se déclare, vers 1h25, au milieu de 5 000 m<sup>3</sup> de bois stockés dans l'enceinte d'une entreprise de revalorisation. Les pompiers maîtrisent l'incendie de 1 000 m<sup>3</sup> de déchets de palettes à l'aide de 4 lances, puis déblaient les lieux.

**N°41794 - 19/02/2012 - FRANCE - 53 - GREZ-EN-BOUERE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu se déclare, vers 20h20, dans l'huile d'un compresseur d'air sur un site spécialisé dans le traitement des déchets contaminés aux PCB. Les pompiers, intervenant avec 45 hommes et 2 fourgons, éteignent l'incendie vers 21 h avec des extincteurs et de la mousse. Aucun chômage technique n'est prévu. Un incendie de dépoussiéreur s'est produit moins d'un mois avant (ARIA 41617). Le site fonctionne à 50 % de sa capacité depuis plusieurs mois en raison de suspicions de pollution chronique des environs par les PCB.

**N°41777 - 15/02/2012 - FRANCE - 14 - ROCQUANCOURT***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Vers 12 h, un camion, transportant un conteneur de 7,8 t d'enveloppes de batteries électriques usagées, déclenche à plusieurs reprises le portique de radiodétection d'une société de recyclage et de traitement de déchets dangereux. Le chauffeur n'est pas contaminé. Débarqué dans le port du havre, le conteneur vient d'Israël et aurait pu séjourner au Japon. Les pompiers interviennent avec 2 engins et une équipe spécialisée (CMIR). Le poids-lourd est isolé à 150 m de l'entrée par un périmètre de sécurité de 100 m. La circulation de la route nationale voisine est coupée pendant 30 minutes. Au contact, la dose émise est de 0,5 µSv ; à 1 m elle est de 0,14 µSv. Le bruit de fond pour cette mesure est de 0,15 µSv (inférieure à la limite réglementaire). L'activité mesurée est de 20 689 Bq pour un bruit de fond de 10 500 Bq. Devant l'absence de danger, les pompiers quittent les lieux à 13h50.

**N°41754 - 10/02/2012 - FRANCE - 94 - VILLENEUVE-LE-ROI***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 9 h dans un bâtiment de stockage de balles de papiers et de cartons de 2 000 m<sup>2</sup> appartenant à une entreprise de recyclage. Le site est implanté dans une zone sensible, proximité : d'une voie ferrée, d'une darse reliée à la SEINE et d'un dépôt pétrolier de 55 000 m<sup>3</sup>. Elle se trouve également à 2 km des pistes de l'aéroport d'Orly. En raison des risques de propagation, l'intervention des secours publics mobilise des moyens importants : 176 pompiers venus de 13 casernes avec 56 engins. Les 70 employés du site sont évacués et un dispositif hydraulique conséquent est mis en place (11 lances dont 1 sur échelle). La police, le maire, le préfet ainsi que les services du gaz et de l'électricité se rendent sur place. La fumée de l'incendie ne perturbe ni la navigation aérienne ni le trafic ferroviaire. Un barrage flottant est installé dans la darse pour prévenir tout rejet d'eau d'extinction dans le fleuve. Une usine de traitement de l'eau potable en aval du site est informée de l'accident, mais son activité n'est pas touchée. Le feu est maîtrisé à la mi-journée mais la lutte continue jusqu'au lendemain 3 h. La préfecture réquisitionne une grue à pince (pelleteuse à chenilles avec une griffe hydraulique) dans un département voisin, pour permettre le déblaiement des balles de papier inaccessibles autrement, et parfaire l'extinction des 1 000 m<sup>2</sup> qui ont brûlé au côté des autres engins lourds de l'exploitant. Aucune mesure de chômage technique n'est envisagée pour les 70 employés qui seront reclassés dans un des deux autres sites régionaux du groupe. D'après la police, le feu serait d'origine accidentelle. Une décharge d'électricité statique se serait produite lorsque le bras métallique d'un engin de chantier serait entré en contact avec le papier, phénomène amplifié par le froid sec et intense le matin de l'accident (t° ambiante de - 5 °C).

**N°43115 - 06/02/2012 - FRANCE - 59 - SAINT-REMY-DU-NORD***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu se produit vers 8 h sur une cisailleuse rotative lors du broyage de pots de peintures dans une société de traitement de déchets industriels banal (DIB). Les pompiers éteignent l'incendie, l'intervention s'achève à 9h30. Les dégâts sur le système électrique de l'appareil n'impactent pas l'activité. Le système d'extinction automatique du site n'a pas fonctionné à cause du gel.

**N°41723 - 05/02/2012 - FRANCE - 49 - LA POMMERAYE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

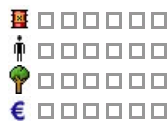
Un feu se déclare vers 20h15 dans un centre de transit et de tri de cartons et de plastiques usagés. Le bâtiment, 2 chariots élévateurs et un véhicule sont en feu. Les pompiers éteignent le sinistre avec 3 lances à eau vers 21h40 puis déblaient les gravats. L'intervention s'achève à 0h20. La destruction de 400 des 1 200 m<sup>2</sup> du bâtiment entraîne la mise en chômage technique de 6 des 30 employés. Le maire et la gendarmerie se sont rendus sur place. Selon l'exploitant, le feu serait dû à un court-circuit lié aux intempéries.

**N°41617 - 27/01/2012 - FRANCE - 53 - GREZ-EN-BOUERE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans une société traitant des déchets contaminés aux PCB, un feu se déclare vers 12 h dans le hall de broyage des bobines de cuivre décontaminées, au niveau d'un dépoussiéreur contenant des particules de papier polluées par ce type de produit. La fumée reste dans le bâtiment concerné, mais le site est arrêté par précaution. Les pompiers interviennent avec une soixantaine d'hommes, 2 engins et une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC). Malgré l'arrosage de l'appareil, le feu reprend et les pompiers doivent démonter un à un les 24 filtres du dépoussiéreur. L'incendie est maîtrisé vers 16 h ; 5 employés et 2 pompiers, exposés aux fumées, sont décontaminés avec les moyens de rinçage de la CMIC. Le maire et le procureur de la République se sont rendus sur les lieux, la préfecture et l'inspection des installations classées sont informées. L'exploitant diffuse un communiqué de presse ; selon lui, le feu se serait initié lors de travaux réalisés dans le hall de broyage.

**N°41607 - 23/01/2012 - FRANCE - 22 - SAINT-GUEN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Des employés d'une entreprise de recyclage de pneus signalent un feu dans une alvéole de stockage à l'air libre de 150 m<sup>3</sup> en prenant leur poste à 5 h. L'alvéole concernée accueille des déchets de toile et de fer provenant du déchiquetage des pneus. Ces déchets se seraient auto-enflammés. Les pompiers, intervenant avec 30 hommes, attaquent le sinistre à la mousse avant d'étaler les matières fumantes avec un engin de chantier pour les refroidir avec une lance. L'intervention s'achève vers 12h45 sans dommage sur le bâtiment principal et sans mesure de chômage technique. Les pompiers effectuent une ronde de surveillance avec une caméra thermique dans l'après-midi. Le maire, le service de l'électricité et la gendarmerie se sont rendus sur les lieux.

**N°41589 - 06/01/2012 - FRANCE - 40 - ROQUEFORT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Le portique de radiodétection d'un ferrailleux se déclenche à 10h15 lors du passage d'un camion-benne de déchets ferreux. Une équipe spécialisée des pompiers se rend sur place. L'activité du chargement est mesurée 2 fois : 13 320 coups/s (bruit de fond : 2 500 coups/s) et 18 866 coups/s (bruit de fond : 2 575 coups/s). La gendarmerie établit un périmètre de sécurité autour du véhicule, la préfecture et les collectivités locales sont informées de l'événement. Le 09/01, suite à un accord entre l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), la préfecture et les collectivités locales, de nouvelles mesures sont effectuées. Elles sont supérieures aux premières. En revanche, aucune trace de radiation n'est relevée dans le hangar où la benne a été mise à l'abri. Le 13/01, 2 paratonnerres au radium sont découverts pendant le tri des déchets par du personnel spécialisé de l'IRSN. Ils sont conditionnés dans un sac plastique puis dans une poubelle autour de laquelle un périmètre de sécurité est dressé. L'IRSN conditionne les jours suivants les paratonnerres dans un fût spécialisé qui est pris en charge par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

**N°43206 - 29/10/2011 - FRANCE - 28 - LUIGNY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un automobiliste signale vers 13h45 un dégagement de fumée dans une société de collecte de solvants usagés classée Seveso et fermée pour le week-end. Le feu touche une benne extérieure de 30 m<sup>3</sup> à moitié pleine contenant des chiffons humides contenant des particules métalliques de fraisage et d'autres avec de la graisse. Les pompiers noient la benne à la mousse, puis la déplace avec un chariot élévateur pour éviter les risques de propagation au bâtiment voisin. Ils étalent ensuite son contenu avec une petite pelleuse avant de l'arroser. L'intervention s'achève à 18 h. Les déchets solides sont envoyés en filière spécialisée, les eaux d'extinction sont traitées sur le site. L'inspection des installations classées et la municipalité ont été informées.

Le dégagement de fumée s'est produit plus de 24 h après la fermeture de la benne. L'embrasement a eu lieu à l'ouverture de la benne par les pompiers lors du noyage. L'auto-échauffement des déchets pourrait être la cause du sinistre. L'exploitant modifie ses règles d'exploitation : les bennes de matériaux souillés seront dorénavant vidées avant toute période de fermeture. Les moyens disponibles pour déplacer les bennes sont recensés et un renforcement du système de surveillance est à l'étude.

**N°41159 - 26/10/2011 - FRANCE - 34 - FRONTIGNAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu à 16 h en sortie d'un broyeur de matières plastiques dans un centre de conditionnement de déchets industriels pour valorisation en cimenterie se propage à un stockage de 1 000 m<sup>3</sup> de déchets plastiques. Le système fixe d'extinction à mousse n'est pas suffisant et une épaisse fumée se dégage, l'exploitant alerte les services de secours. Plus de 50 pompiers interviennent, appuyés par engins et une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC). Ils déploient 2 lances à eau et maîtrisent le sinistre en 1h. Un engin de déblaiement est utilisé pour faciliter l'intervention.

**N°41162 - 25/10/2011 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

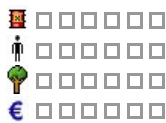
Un portique de détection de radioactivité se déclenche vers 14h50 dans un centre de traitement des déchets lors du passage d'un camion transportant des boues de forage d'extraction de pétrole. Les services de secours, appuyés par un véhicule d'intervention radiologique, établissent une zone de sécurité de 2 m autour du camion et mesurent une radioactivité au RADIUM 22 de 1 microsievert à 1 m du chargement et de 3,3 microsievert au fond de la cuve ; les mesures effectuées sur le chauffeur et dans la cabine sont nulles. Les services de sûreté nucléaire et l'inspection des IC sont informés. Les boues contaminées proviennent d'eaux de forage qui sont stockées dans 5 cuves de 50 m<sup>3</sup> pour décantation, puis les boues de fond de cuve sont évacuées tous les 3 ans par une société spécialisée vers le centre de traitement. Il s'agit donc d'une radioactivité naturelle.

**N°41121 - 17/10/2011 - FRANCE - 84 - VEDENE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

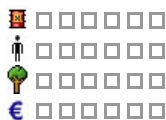
Un feu se déclare à 18 h dans une société de récupération et de tri. Les flammes brûlent 100 m<sup>3</sup> de ballots de papier et détruisent 3 chariots élévateurs et 1 tractopelle. Les pompiers, intervenant avec 3 engins et 16 hommes, préservent le bâtiment. Le déblaiement est réalisé avec les moyens du site. Au cours de l'intervention, 1 pompier a été victime d'un malaise, il n'est pas transporté à l'hôpital. Le site avait connu un incendie semblable 10 mois avant (ARIA 39709).

**N°41083 - 10/10/2011 - FRANCE - 29 - BRIEC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 15h45 sur 90 m<sup>3</sup> de déchets métalliques et de solvants en extérieur dans un centre de transit de déchets. L'abondante fumée noire émise est visible à 15 km mais le vent favorise sa dispersion, éloignant le panache de la RN 165. Les mesures atmosphériques ne relèvent aucun danger. Les pompiers déploient 2 lances à eau et 2 lances à mousse pour lutter contre les flammes. Le feu est éteint à 18h45. Les eaux d'extinction (50 000 l d'eau, 400 l d'émulseur et 50 l de produit mouillant) sont collectées dans le bassin de rétention de 600 m<sup>3</sup> de l'entreprise et seront traitées après avis de l'inspection des installations classées. L'exploitant effectue une ronde de surveillance vers minuit. D'après la presse, le feu couvait depuis le matin ; l'origine précise reste toutefois inconnue.

**N°41052 - 04/10/2011 - FRANCE - 40 - DAX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu est signalé à 21h30 sur un tas de ferraille s'étendant sur 100 m<sup>2</sup> dans une entreprise de récupération de métaux. Les pompiers déploient 6 lances à eau et évitent la propagation à un bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup> à usage d'atelier. Une fois le feu circonscrit, 3 lances à mousse entrent en action pour terminer l'extinction. L'exploitant déblaie les débris avec 1 engin de levage. Le service de l'électricité s'est rendu sur place. L'enquête de police conclut à une origine accidentelle.

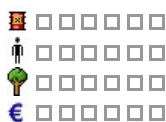
**N°41464 - 02/10/2011 - FRANCE - 974 - LE PORT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare vers 12h30 dans un centre de traitement de pneumatiques usagés en zone industrielle. Alertés par l'alarme incendie, le vigile de la société voisine puis la société de gardiennage du site appellent les pompiers et l'exploitant. La fumée qui sort du bâtiment provient de la benne à avance automatique dans laquelle une dizaine de kg d'un mélange de ferrailles, caoutchouc et résidus de textiles se consomme. Les secours arrivent sur le site vers 12h50, arrosent la benne et maîtrisent l'incendie vers 13h30. Ils quittent les lieux vers 14h30 après le déploiement de 2 ou 3 camions et de plus d'une vingtaine de pompiers. Par sécurité, un vigile de la société de gardiennage reste sur place jusqu'au lendemain matin. Aucune victime n'est à déplorer, cependant les machines de la zone impactée située en fin de pré-broyage sont détruites (broyeur, séparateur magnétique, tapis convoyeur et benne). L'accident est dû à un échauffement de matière dans la trémie d'avance automatique. L'incendie qui suit se propage via les conduites d'aspiration du textile jusqu'à la benne. Cet événement constitue la suite de 2 incidents qui ont eu lieu le 29 et 30/09 : une montée en température du broyeur-granulateur a lieu à 2 reprises le 29/09 provoquant à chaque fois le déclenchement de l'alarme « température broyeur élevée ». Un dégagement de chaleur important se produit au niveau du coude extérieur du circuit de ventilation puis à l'intérieur de la benne textile, les résidus présents dans celle-ci s'étant enflammés. Le broyeur-granulateur, la gaine de ventilation (intérieur/extérieur) ainsi que la benne textile sont refroidis à l'eau grâce au RIA. Malgré cela, le gardien du site voyant de la fumée sortir de la benne vers 0h40, appelle les pompiers qui arrosent l'intérieur de la benne et arrêtent ainsi la combustion. A la suite de ces 2 incidents, les équipes du site démontent et nettoient les gaines de ventilation. Par mesure de sécurité, ils refroidissent les machines susceptibles de couvrir des points chauds et un contrôle au thermomètre infrarouge est effectué. Malgré les arrosages successifs et les contrôles réalisés, le produit continue de se consumer pour s'enflammer de nouveau le dimanche 2/10, jour de fermeture. A la suite de cet incendie, un arrêté de mesures d'urgences pour mise en sécurité du site et investigation de l'exploitant est proposé le 4/10 au Préfet et signé le 6/10. L'exploitant doit maintenir l'installation sinistrée en sécurité permanente, l'ensemble de l'établissement doit être fermé et, dans l'attente de la mise en place d'un gardiennage permanent, la réception, le stockage et le traitement des déchets sont suspendus au niveau de la zone sinistrée et à proximité immédiate. Les mesures de gardiennage, surveillance des stockages et détection et moyens de protection des risques doivent être renforcées pour garantir une intervention rapide en cas de sinistre. La reprise de la réception des déchets est subordonnée au dépôt d'un dossier justifiant le nettoyage complet de la zone impactée et à l'accord du Préfet, ainsi qu'à l'établissement des mesures à mettre en œuvre pour éviter le renouvellement d'un tel sinistre, à la remise en état des équipements concernés et à un contrôle électrique par un organisme certifié. Par ailleurs, une coupure de courant ayant eu lieu vers 20 h le 29/09, empêchant la détection par surveillance caméra de l'incident du 30/09, un groupe électrogène sera installé. L'exploitant doit également faire évacuer les déchets brûlés et justifier du traitement prévu ainsi que celui concernant les eaux d'incendie, fournir le plan d'implantation des détecteurs incendies et le rapport de contrôle électrique 2010 des installations. Il doit aussi fournir un schéma de tous les réseaux indiquant notamment les sens d'écoulement des eaux d'incendie vers l'extérieur de l'établissement ainsi que le ou les points de rejet. L'inspection des installations classées constatant qu'une des bornes incendie est détériorée demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justificatifs du bon dimensionnement de ses moyens incendie et de réaliser les aménagements nécessaires. Par ailleurs, elle constate que la clôture du site, détériorée, est cassée sur 3 m. L'exploitant doit aussi dégager les 2 sorties de secours du bâtiment principal obstruées par des produits et limiter le stockage des pneumatiques usagés qui atteint 5 m de haut au lieu des 3 m maximum. La mise en place de trappes de visite sur les gaines de ventilation est également prévue.

**N°41031 - 01/10/2011 - FRANCE - 52 - SAINT-DIZIER****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15 h sur 400 m<sup>3</sup> de carcasses de véhicules chez un ferrailleur, une importante fumée noire est émise, visible à près de 20 km à la ronde, mais ne menace pas les riverains. Les 26 pompiers mobilisés déploient 3 lances à mousse et utilisent 2 m<sup>3</sup> d'émulseurs pour éteindre les flammes après plusieurs heures. Entre 150 et 200 carcasses ont brûlé. Le sous-préfet, un élu, la police et les services du gaz et de l'électricité se rendent sur place. L'inspection des installations classées est informée. Le site avait déjà subi un incendie similaire en 2008 (ARIA 35303), d'origine criminelle. Selon la presse, cet incendie serait également dû à un acte de malveillance ; 2 mineurs de 10 et 11 ans auraient vandalisé des véhicules de l'entreprise et mis le feu dans une voiture. Ils seront convoqués le 7 décembre devant le juge des enfants.



**N°41023 - 28/09/2011 - FRANCE - 31 - PORTET-SUR-GARONNE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 13 h dans le bâtiment de stockage de bois broyé (copeaux) de 3 000 m<sup>2</sup> d'une société de valorisation de déchets verts. L'entreprise est proche d'une société de gaz industriels. Les 2 employés présents évacuent le site, le panache de fumée est visible à plusieurs kilomètres. Près de 70 pompiers attaquent les flammes qui couvrent 80 % de l'édifice pour éviter la propagation aux entreprises mitoyennes. Le toit du bâtiment métallique s'effondre. Les pompiers maîtrisent le sinistre vers 18 h, plusieurs dizaines de m<sup>3</sup> ont brûlés. La gendarmerie se rend sur place.

**N°40936 - 12/09/2011 - FRANCE - 30 - GODOLET****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une explosion suivie d'un feu se produit vers 12 h dans un four à induction d'un centre de traitement de déchets faiblement ou très faiblement radioactifs. Un salarié est tué et 4 autres sont blessés dont un gravement brûlé ; aucun d'eux n'est contaminé. L'installation, classée INB et autorisée par décret en 1996, a été mise en service en 1999 et comporte 2 unités indépendantes, l'une de fusion pour les déchets métalliques (vannes, pompes, tuyaux, outils...), l'autre d'incinération pour les déchets combustibles. Le plan d'urgence interne de l'établissement est déclenché. L'autorité de sûreté nucléaire (ASN) active son centre d'urgence à Paris. Les pompiers éteignent l'incendie à 12h55. La sirène d'alerte du site ayant été entendue par la population, les services préfectoraux sont fortement sollicités ; le maire d'une commune voisine confinera des élèves durant une quinzaine de minutes. Les mesures de la radioactivité dans l'environnement effectuées par l'exploitant, les personnels spécialisés des pompiers et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (l'IRSN, appui technique de l'ASN) confirment l'absence de conséquences radiologiques pour la population et l'environnement ; aucune action de protection n'est nécessaire. La Criirad (commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) indique sur son site internet qu'aucune contamination n'a été détectée par leurs 6 balises dans la vallée du Rhône. La préfecture et l'ASN diffusent plusieurs communiqués de presse pour cet événement fortement médiatisé. La mission des secours publics s'achève en début de soirée. Le local abritant le four est endommagé mais le bâtiment de l'unité de fusion à l'intérieur duquel se trouve ce local n'est pas affecté. L'ASN classe l'accident au niveau 1 de l'échelle INES (échelle internationale des événements graduée de 0 à 7 par ordre croissant de gravité). L'ASN soumet également à autorisation préalable le redémarrage des fours de fusion et d'incinération, qui avaient été arrêtés après l'accident. Le four de fusion contenait au moment de l'accident une charge de 4 t de métal pour une activité de l'ordre de 30 MBq et non de 63 kBq comme indiqué initialement par l'exploitant à la suite, selon ce dernier, d'un calcul erroné fait dans l'urgence au moment de l'accident et non vérifié avant sa diffusion. Une enquête judiciaire ainsi que des enquêtes de l'ASN et de l'inspection du travail sont effectuées pour déterminer les causes et circonstances de l'accident. Selon certains journaux, le four de fusion avait connu des pannes diverses la semaine précédant l'accident et avait été remis en marche le matin même avec ses 4 t de métal partiellement fondues ; l'explosion serait survenue alors qu'un fondeur qui avait fait "une entrée casemate" brisait la croûte en surface du bain en fusion. Un hebdomadaire évoque également un rallumage du four dans des conditions inhabituelles et l'absence de personnel d'encadrement lors de l'intervention du salarié.

**N°40899 - 07/09/2011 - FRANCE - 13 - VITROLLES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 21 h dans un tas de déchets ferreux et de carcasses de véhicules (VHU) de 60 m<sup>3</sup> dans une société de récupération de déchets triés. La zone sinistrée est difficile d'accès et à proximité de 3 cuves de fioul et d'un bâtiment stockant des bouteilles d'acétylène et d'oxygène. D'importants moyens matériels sont mobilisés, dont une grue de l'entreprise, ce qui permet aux 35 pompiers d'éteindre les flammes en 2 h. Le site est surveillé jusqu'au lendemain matin. L'activité de l'entreprise, qui emploie 13 personnes, n'est pas impactée.

**N°40883 - 01/09/2011 - FRANCE - 62 - MAZINGARBE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 14 h dans la zone de stockage de carcasses (VHU) et de ferraille (cuivre, câbles électriques et batteries usagées) d'une casse automobile. Une importante fumée noire est émise. Près de 40 pompiers de 6 casernes déploient 6 lances à eau pour attaquer les flammes et protéger un bâtiment. Le manque d'eau (première borne incendie située à 200 m du site) complique les opérations d'extinction. La circulation sur la RD 43 est coupée quelques heures. Une explosion survenue lors de la manipulation d'une carcasse de voiture serait à l'origine de l'incendie sur la zone. Un incendie s'était déclaré en 2008 dans cette société (ARIA 35640).

**N°40765 - 27/08/2011 - FRANCE - 57 - MORSBACH****E38.32 - Récupération de déchets triés**

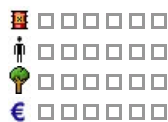
Une carcasse de voiture explose vers 10h45 alors qu'un grutier la saisit avec un grappin dans un centre de recyclage de métaux et carcasses de voitures (VHU). Une griffe du grappin est pulvérisée, les flammes se propagent au stock de 150 véhicules sur 200 m<sup>2</sup> et un important panache de fumée se dégage. Les secours transportent à l'hôpital le grutier blessé à l'épaule. Un employé sous ARI déplace les carcasses une à une pour faciliter l'extinction. Les pompiers protègent les autres tas de ferrailles ; ils utilisent une lance à mousse au sol en protection en raison des résidus d'hydrocarbure et d'huile présents. L'incendie est éteint vers 16 h avec 5 lances dont 2 sur échelle.

**N°40720 - 14/08/2011 - FRANCE - 49 - SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 8h30 sur un tapis roulant de tri dans un centre de recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) de 5 000 m<sup>2</sup> abritant notamment une citerne d'azote, de la mousse polyuréthane et des produits chimiques. Les secours coupent les arrivées de gaz et de produits chimiques, protègent en priorité la cuve d'azote et maîtrisent l'incendie vers 9h40 avec 2 lances. L'installation est arrêtée et une trentaine d'employés est placée en chômage technique. Un incendie avait touché la zone de stockage des frigos usagés du site 2 ans auparavant (ARIA 36503).

**N°40704 - 07/08/2011 - FRANCE - 64 - ORTHEZ***E38.32 - Récupération de déchets triés*

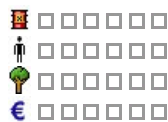
Un feu se déclare sur un stockage extérieur de palettes et se propage à 2 bâtiments de 500 et 1 000 m<sup>2</sup> d'une entreprise de récupération et de fabrication de palettes et de cageots dans la nuit de samedi à dimanche ; des voisins donnent l'alerte vers 0h35. Les secours protègent un 3ème bâtiment de 1 000 m<sup>2</sup> et éteignent l'incendie vers 3h45 avec 5 lances dont 1 sur échelle ; 2 pompiers brûlés sont transportés à l'hôpital et un 3ème blessé est soigné sur place. Le maire se rend sur place à 2 h. Les pompiers, aidés du personnel communal, déblaient les lieux durant la matinée avec des tractopelles de la commune et découvrent le corps calciné du chien de garde. Les 2 bâtiments et 2 chariots élévateurs sont détruits, 2 camions sont endommagés et un stockage de 400 m<sup>2</sup> de palettes est brûlé. Les dommages se montent à plusieurs centaines de milliers d'euros. Les 3 employés sont mis en chômage technique pendant 20 jours. Deux jours avant le sinistre, l'exploitant avait porté plainte pour dégradation d'une remorque : la bâche avait été ouverte à coup de cutter et les feux cassés. Plusieurs vols de ferrailles et de palettes se sont produits les mois précédents le sinistre. L'origine criminelle étant privilégiée, la gendarmerie ouvre une enquête judiciaire et procède à des analyses pour voir si l'incendie a été accéléré par l'usage de carburant.

**N°40690 - 04/08/2011 - FRANCE - 59 - LOURCHES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 18h45 sur une compacteuse de bouteilles plastiques dans un centre de valorisation de déchets non dangereux. L'exploitant alerte les pompiers qui interviennent avec 23 hommes, 2 fourgons et 1 échelle. Ils éteignent l'incendie avec 1 lance et les opérateurs de l'atelier évacuent les déchets restants dans la machine. Un fourgon reste en surveillance jusqu'à 22h40. Le redémarrage de la machine sera de longue durée.

**N°40807 - 04/08/2011 - FRANCE - 52 - CHARMES-LA-GRANDE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

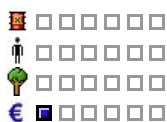
A la suite du déversement par un ferrailleur de l'acide d'une batterie dans un réseau d'eau pluviale se jetant dans le BLAISERON, de nombreux poissons meurent sur 800 m. Les pompiers installent un barrage au niveau de la buse se déversant dans le cours d'eau. L'ONEMA effectue des prélèvements, un élu et la gendarmerie se rendent sur place. Une société privée pompe le produit au niveau du barrage et nettoie la buse dans l'après-midi. Les autorités demandent aux agriculteurs de ne pas abreuver leurs bêtes avec l'eau du BLAISERON.

**N°40678 - 02/08/2011 - FRANCE - 48 - MENDE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 2 h dans une alvéole de stockage d'encombrants ménagers de 50 m de long et 7 à 8 m de haut (3 600 m<sup>3</sup>) sur une plate-forme de collecte et regroupement de déchets non dangereux. En raison d'un vent violent, le feu menace de se propager aux broussailles environnantes. Le gérant de la société, habitant sur le site, alerte les pompiers ainsi que quelques membres du personnel pour intervenir en appui. Les services de secours, au moyen de 35 hommes, 3 fourgons et 4 camions-citernes, maîtrisent les deux foyers principaux à 7 h à l'aide de 5 lances et empêchent la propagation des flammes vers les broussailles et d'autres bennes de stockage. Pendant plus de 4h, les engins chargeurs de l'entreprise déblayent les déchets en feu qui sont ensuite arrosés. Les pompiers restent sur site toute la matinée pour prévenir une éventuelle reprise. Une cellule de dépollution est engagée jusqu'à tard dans l'après-midi pour surveiller le bassin de rétention des eaux pluviales ayant récupéré les eaux d'extinction. Aucune pollution n'est constatée, il n'y a pas de victimes et les installations du site sont intactes. Les gendarmes effectuent une enquête pour déterminer l'origine du sinistre. Toutes les pistes sont envisagées, dont celle d'un acte de malveillance.

**N°40673 - 31/07/2011 - FRANCE - 33 - SAINT-JEAN-D'ILLAC***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 22h20 dans une cellule de 600 m<sup>2</sup> contenant des déchets industriels dangereux composés de 20 t de pâtes chlorés, 6 t de produits chimiques, 1 t d'eau souillée, 18 palettes de produits chimiques d'un laboratoire, 3 t de révélateur, des piles, des batteries et du matériel pollué, dans un centre de valorisation de 1 800 m<sup>2</sup>. Vu le caractère inflammable des déchets, les pompiers mobilisent 45 hommes, 4 fourgons et un véhicule de détection des risques chimiques pendant que la gendarmerie interdit les accès au site. Les pompiers protègent 2 autres cellules du bâtiment et éteignent l'incendie vers 1 h avec 5 lances dont 2 sur échelle ; ils surveillent les lieux jusqu'au soir. Les réseaux d'eaux du site sont isolés afin de récupérer les eaux d'extinction polluées. La cellule de 600 m<sup>2</sup> est détruite, ainsi que le poids-lourd et le chariot élévateur qu'elle abritait. Il n'y a pas de mesure de chômage technique. Un élu s'est rendu sur place. La gendarmerie privilégie l'hypothèse accidentelle. Deux bâtiments abritant la zone de transit des déchets dangereux (filtres à huiles, huiles usagés) ainsi que 3 camions avaient déjà été détruits par un incendie en mai 2010 sans que la gendarmerie n'en détermine la cause (ARIA 38143).

**N°41201 - 29/07/2011 - FRANCE - 24 - BOULAZAC***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare dans la zone de broyage des ferrailles dans un centre de récupération des déchets ; les flammes se propagent aux résidus de broyage automobile (RBA) et à la ligne de tri. La société de surveillance de la zone industrielle donne l'alerte vers 0h30. Les services de l'électricité coupent l'alimentation des différentes armoires du broyeur et de sa cellule vers 1 h et l'exploitant étale le stock de RBA avec un engin du site. Les pompiers, sur place à 0h40, éteignent l'incendie avec 4 lances dont 1 sur échelle après 4h30 d'intervention et quittent les lieux vers 6 h. Les eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin incendie puis rejetées dans le milieu naturel après traitement par un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant informe l'inspection des IC par mail le 01/08 à 10h20. Le broyeur sera arrêté 6 semaines et les réparations sont estimées à 200 000 euros ; 3 convoyeurs, des tapis, des over-bands (aimants) et des circuits électriques de l'unité de broyage sont endommagés. Les procédures de sécurité du site étaient à jour et fonctionnelles. Le feu aurait pris dans le stock temporaire de RBA en sortie du broyeur ; plusieurs hypothèses sont envisagées : un morceau de mousse incandescent, la forte chaleur estivale, un échauffement ponctuel ou un acte de malveillance. L'exploitant prévoit de ne plus stocker de RBA sur la zone de stockage temporaire en sortie du broyeur et sur site en dehors des horaires de fonctionnement et d'installer un sprinkler sur la case des RBA.

**N°40652 - 20/07/2011 - FRANCE - 13 - ROQUEFORT-LA-BEDOULE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare, vers 9h30, dans un entrepôt de 1 800 m² dans une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication d'isolants pour les maisons individuelles à partir de coton recyclé. L'incendie se propage aux 2 t de balles de coton non traité, stockées dans l'entrepôt. L'exploitant met en sécurité le personnel et tente en vain d'éteindre le sinistre avec un extincteur mais le feu est trop violent. Sur place vers 10 h avec 3 fourgons et 1 échelle, les pompiers protègent en priorité avec une lance la citerne de gaz de 5 000 l et l'entrepôt de stockage de cartons de l'entreprise voisine qui jouxtent le bâtiment sinistré. Le foyer est ensuite attaqué directement par 2 lances et 2 autres arrosent depuis l'extérieur. L'incendie est maîtrisé en 45 min et le feu est éteint après 3 h d'intervention. A partir de 13h30, les pompiers procèdent au confinement des eaux d'extinction et au déblaiement du site. Les ¾ du bâtiment sont détruits, ainsi que 7 machines coûtant plus de 50 keuros ; 8 personnes sont en chômage technique. Un employé, incommodé par les fumées, est évacué vers le centre hospitalier le plus proche. Les pertes matérielles sont lourdes car l'entrepôt abritait 2 t de coton non traité et plus de 40 t traitées (2,50 Euros / kg). Selon l'exploitant, le feu serait parti d'une armoire électrique lors du branchement d'un poste à souder.

**N°40632 - 09/07/2011 - FRANCE - 14 - ROCQUANCOURT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Une batterie prend feu vers 10 h, dans un transformateur alimentant une entreprise de récupération de déchets triés. Les secours éteignent l'incendie à l'aide d'un extincteur. La coupure d'énergie dans le secteur du sinistre entraîne du chômage technique pour 40 employés sur 180 pendant 2,5 jours.

**N°40611 - 05/07/2011 - FRANCE - 82 - MONTAUBAN***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Vers 12 h, un feu se déclare sur la cheminée d'extraction du processus de broyage d'une ligne de recyclage de pneumatiques dans une entreprise de récupération de déchets triés. Le POI est déclenché. Le personnel de l'établissement est évacué et l'ensemble des fluides de l'établissement est coupé. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 3 lances. Aucune victime n'est à déplorer. Les locaux sont ventilés par ventilation naturelle et ouverture des ouvrants. Les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin de rétention. Un contrôle par caméra thermique vers 13h20 indique qu'aucun point chaud supérieur à 45 °C ne subsiste. A 14 h, le feu est considéré éteint, une ronde est prévue 3 h plus tard. Seule la cheminée de toiture de l'usine est endommagée sur 10 m². Une expertise technique est effectuée avant le redémarrage de la ligne. L'inspection des installations classées est informée ; une enquête est réalisée pour déterminer l'origine de l'incident.

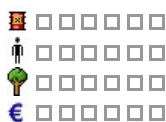
**N°40617 - 05/07/2011 - FRANCE - 55 - RUMONT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu de pneumatiques se déclare vers 16h20 dans une décharge sauvage. L'incendie se propage aux 2 champs de céréales sur pied voisins d'une superficie totale de 1 ha. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 3 lances.

**N°40472 - 16/06/2011 - FRANCE - 86 - BONNEUIL-MATOURS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 14h30 dans un centre de recyclage des métaux sur un tas de 3 t de copeaux d'inox et de titane mélangés avec de l'huile de coupe. L'exploitant alerte les services de secours et isole les copeaux qui ne sont pas en feu avec un tracto-pelle. A l'arrivée des 42 pompiers et de plusieurs engins (3 fourgons pompe, 1 camion-citerne et 1 véhicule risque toxicologique), le tas de copeaux est en fusion mais l'exploitant réussit à le recouvrir de terre végétale. L'incendie se propage à un 2ème tas de 3 t de ferrailles diverses que les pompiers arrosent avec une lance à mousse pendant que l'exploitant dégage au tracto-pelle les matériaux intacts dans un rayon de 10 m. Le tas est ensuite recouvert de terre végétale. Les pompiers surveillent l'évolution de la température du tas de titane qui présente encore des points chauds à plus de 270 °C vers 17 h, des mesures de toxicité dans l'air (NH3, Cl2 et HCl) sont réalisées mais se révèlent négatives. Vers 18 h, l'exploitant réalise un abri autour des tas sinistrés à l'aide de tôles intactes récupérées dans le tas de titane pour réduire les risques de reprise du feu. Les deux tas restent sous surveillance pendant 48 h avant d'être enlevés et retraités. Six employés, légèrement intoxiqués par les fumées, sont examinés sur place par le médecin des services de secours car ils refusent d'être transportés à l'hôpital. Un représentant de la mairie, ainsi que la gendarmerie, se sont rendus sur place.

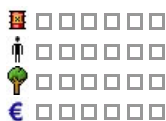




**N°40338 - 25/05/2011 - FRANCE - 30 - CODOLET**

**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Le dysfonctionnement des détecteurs incendie de l'unité d'incinération d'une usine d'incinération et de fusion de déchets radioactifs est constaté lors d'un essai périodique. Les employés tentent en vain de réinitialiser le système de détection incendie. L'exploitant interdit les travaux par "point chaud" dans l'unité et met en place des rondes de surveillance toutes les heures. Le système est réparé 3 jours après suite au remplacement de l'unité centrale dont la carte présentait 8 voies défectueuses.



**N°40329 - 23/05/2011 - FRANCE - 59 - LA BASSEE**

**E38.32 - Récupération de déchets triés**

En fin de matinée, un technicien d'un site de stockage de déchets triés observe une fumée suspecte s'échappant d'un stock de 850 t de copeaux d'aluminium ferreux provenant de l'industrie automobile. Une combustion spontanée s'est déclarée au sein du stock entreposé à l'extérieur et au soleil, avec de nombreux points chauds de plusieurs centaines de degrés à l'intérieur. L'absence de bâtiment à proximité limite les risques et facilite l'intervention des services de secours qui traitent ce "feu de métaux" kilo par kilo à l'aide d'une caméra thermique pour repérer les points chauds. Une lance à poudre est mise en place en protection, ainsi que 3 extincteurs à poudre de l'entreprise. Une pelleuse prélève des petites quantités sur le tas de copeaux, chaque godet étant refroidi progressivement par arrosage au moyen d'une lance alimentée tour à tour par 2 fourgons. Ce procédé permet d'éviter une réaction violente eau-aluminium. L'entreprise refuse que les pompiers utilisent du sable qui rendrait les copeaux inutilisables. Malgré cette intervention, la température du stock de copeaux reste très élevée et le risque de reprise de feu est très important. Les pompiers quittent les lieux en fin de journée, mais le site reste sous surveillance et plusieurs rondes sont effectuées pendant la nuit.



**N°40309 - 20/05/2011 - FRANCE - 64 - ABIDOS**

**E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 12h15 dans les combles, non utilisés, au-dessus des bureaux du 1er étage d'une entreprise qui recycle les déchets plastiques en billes de plastique pour fabriquer du film ou des poches alimentaires. Le personnel, voyant de la fumée s'échapper, se munit d'extincteurs pour combattre l'incendie qui couve en attendant l'arrivée des services de secours. 4 employés incommodés par la fumée sont examinés sur place avant de regagner leurs domiciles. Une vingtaine de pompiers éteint l'incendie à l'aide de 2 lances et engagent d'importants moyens (2 fourgons, 1 échelle, 1 camion-citerne, 1 compresseur) pour dégager le mobilier des bureaux en service ainsi que l'informatique afin de préserver l'outil de travail. Les 30 employés restent en chômage technique pendant 2 jours, le temps de vérifier les circuits électriques. La commune héberge le personnel administratif. Selon l'exploitant, un court-circuit serait à l'origine du sinistre.



**N°40306 - 18/05/2011 - FRANCE - 01 - SAINT-VULBAS**

**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

A 15h40, un opérateur charge des seaux contenant des batteries au lithium usagées dans le monte-charge d'un four rotatif d'une usine d'incinération de déchets dangereux quand un des seaux dégage une forte fumée puis s'enflamme. Il saisit un extincteur à poudre pour arroser le seau mais n'arrive pas à l'éteindre. Il alerte sa hiérarchie qui déclenche le POI à 15h50. L'équipe de secours interne intervient à 15h55 et les services de secours, alertés à 16h, arrivent sur site à 16h30 avec 20 pompiers, 2 fourgons grande puissance et 1 cellule mobile d'intervention chimique (CMIC). Le feu est maîtrisé à 16h55. Un stock de poudre d'extinction spécifique pour le lithium, envoyé depuis Lyon, est répandu sur la zone sinistrée à 18 h. Les pompiers quittent les lieux à 19h30 après nettoyage de la zone et levée du POI. L'exploitant informe l'inspection des installations classées et les riverains vers 16h45. Le four n'étant pas endommagé, l'exploitant envisage d'y éliminer le reste du stock des batteries au lithium, à un faible débit et sous protection préventive de poudre. D'après l'inspection des installations classées, une réaction entre les piles au lithium et d'autres déchets serait à l'origine de l'incendie. Le chargement de 1,820 t de batteries usagées est arrivé sur le site le matin à 8h20. L'incinération devait avoir lieu à 8h45 mais, le four étant indisponible, le traitement a été reporté à la prise de poste de l'après-midi.



**N°40279 - 05/05/2011 - FRANCE - 47 - BIAS**

**E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une casse automobile, un feu vers 9 h sur un tas de 6 000 m<sup>3</sup> de carcasses métalliques se propage à un second de 60 000 m<sup>3</sup> ; des flammes de 20 m de haut et un important panache de fumées noires sont visibles. Les pompiers interrompent la circulation à l'aide des forces de l'ordre, évacuent le site et demandent à 10 employés d'une usine voisine de travailler sur la zone de leur établissement non exposée aux fumées. Ils rencontrent des difficultés d'approvisionnement en eau qui les obligent à dérouler plusieurs centaines de mètres de tuyau pour relier un point d'eau, ainsi qu'à utiliser des camions citernes. Les eaux d'extinction s'écoulent dans un fossé sur 200 m. Les secours installent un barrage et créent un circuit fermé d'alimentation en pompant ces eaux d'extinction permettant ainsi d'éviter une pollution du LOT et la saturation de la station d'épuration en aval. Des mesures atmosphériques réalisées sous le vent sur des rayons de 5 et 10 km ne révèlent pas de risque sanitaire et environnemental. Par précaution toutefois, les secours recommandent d'effectuer sous quelques jours des prélèvements de contrôle dans les puits des jardins des riverains. Les pompiers éteignent l'incendie vers 22 h avec 5 lances dont 1 sur échelle, puis surveillent les lieux durant la nuit. Le lendemain matin, aucun point chaud ne subsiste et l'exploitant évacue les tas de carcasses brûlées. Un élu et le sous-préfet se sont rendus sur place, l'inspection des installations classées est informée. D'après la presse, le feu se serait déclaré près de la presse transformant les carcasses automobiles en cubes d'acier ; des étincelles, produites lors de la manipulation d'un engin auraient provoqué le départ d'incendie. Les riverains se plaignent d'incendies à répétition sur ce site.

**N°40278 - 04/05/2011 - FRANCE - 43 - POLIGNAC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 23h45, une patrouille de gendarmerie repère un départ de feu dans un centre de valorisation de déchets banals triés en zone industrielle et alerte les services de secours. Un violent incendie se développe dans un bâtiment de 2 000 m<sup>2</sup> abritant plusieurs centaines de tonnes de balles textiles et polyéthylène et se propage aux balles de papiers/cartons/plastiques stockées en façade du bâtiment. Plus de 140 pompiers et une trentaine d'engins (dont 3 fourgons pompes, 7 camions citernes, 2 motopompes) luttent à l'aide de 9 lances, dont une lance canon contre des flammes de plusieurs mètres. Le feu s'est propagé à 1 hangar de 1 700 m<sup>2</sup> et à 2 aires de stockage extérieures contenant 3 000 m<sup>3</sup> de déchets banals de type polyuréthane, papier/cartons, métaux et refus de tri. Les pompiers protègent en priorité un bâtiment de 360 m<sup>2</sup> stockant des produits dangereux (solvants usagés) et la presse à métal (essentiel à l'activité) sur les zones de stockage de ferrailles et de véhicules hors d'usage. Le feu menace une forêt voisine et un refuge de la SPA qui est évacué à 2 h. Des salariés, rappelés dans la nuit, prêtent main forte aux secours pour aider au déblaiement des stocks de déchets. Le débit du réseau incendie du site se révélant insuffisant, de l'eau doit être pompée dans la réserve incendie de la zone industrielle, d'une capacité de 800 m<sup>3</sup> et implantée à 400 m du site. Les foyers sont alors attaqués avec de la mousse et la réserve de la Z.I doit être réapprovisionnée par des camions citernes. Les pompiers maîtrisent le sinistre à 6 h le lendemain et quittent les lieux vers 12h30. L'exploitant nettoie le site et arrose les déchets brûlés pour les refroidir les 2 jours suivants. Le bâtiment de tri mécanisé de 2 000 m<sup>2</sup>, le poste de distribution de carburants et 3 engins de manutention sont détruits, le hangar de 1 700 m<sup>2</sup> est fortement endommagé et d'importantes pertes de production sont enregistrées : 300 t de déchets ont brûlé et 1 200 t de déchets invendables doivent être enfouis. Les dommages et frais de nettoyage sont évalués à plus de 4 millions d'euros. Les 2 500 m<sup>3</sup> d'eau d'extinction n'ont pas pu être retenus sur le site mais des contrôles de pH et de paramètres organiques dans l'eau et les sédiments ne montrent pas d'impact sur les 2 ruisseaux proches du site ; aucune mortalité piscicole n'est constatée. Les capteurs de qualité de l'air les plus proches ne relèvent pas d'anomalies. La gestion des déchets liée à la collecte des déchetteries périphériques constitue un problème en raison de l'indisponibilité provisoire du site. L'origine du feu est inconnue, le dernier employé avait quitté le site à 21 h. Le site avait déjà été victime en 2004 d'un incendie d'origine malveillante. L'exploitant met en place un gardiennage du site, sépare les stockages de déchets plastiques des autres et améliore les moyens passifs de lutte incendie ; en particulier les moyens de détection incendie jusqu'alors inexistant.

**N°40193 - 25/04/2011 - FRANCE - 47 - BOE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 11h30 sur un tas de 2 000 m<sup>3</sup> de carcasses de véhicules dépollués et se propage à un autre tas de 1 000 m<sup>3</sup> dans une casse automobile ; le gardien donne l'alerte. Les secours confinent des habitations sous le vent en raison de l'importante fumée noire dégagée. Plus de 70 pompiers arrosent les tas à l'aide de 8 lances avec de l'eau et de la mousse et éloignent d'autres tas de véhicules avec des engins de chantier. Ils installent un barrage flottant sur un fossé afin de contenir les eaux d'extinction et une société spécialisée pompe 8 m<sup>3</sup> de ces effluents. Un élu et un représentant de la préfecture se rendent sur place. Les pompiers maîtrisent le risque de propagation vers 18h40 et éteignent l'incendie vers 0h20. Ils surveillent ensuite les lieux jusqu'au lendemain après midi. L'origine du feu reste inconnue mais un acte de malveillance est suspecté. La casse était fermée depuis le samedi 23 avril (week-end de Pâques) et le gardien n'avait rien remarqué d'anormal lors de sa tournée de 11 h. L'activité du site n'est pas impactée puisque les machines ont été épargnées. Le site ne disposait par ailleurs d'aucune consigne de gestion des risques de pollution et d'incendie. L'exploitant devra revoir son dispositif de prévention et de lutte contre l'incendie ainsi que l'aménagement des stocks pour limiter les risques de propagation rapide d'un incendie. Il installera un système permettant de confiner les eaux d'extinction sur le site (vanne de régulation ou de coupure ou bassin de rétention) et construira un mur anti-intrusion dans la partie du site où le sinistre a débuté.

**N°40182 - 22/04/2011 - FRANCE - 37 - LA RICHE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Durant la pause déjeuner dans un établissement de collecte et de tri de déchets, un feu se déclare vers 13h35 dans un local de recyclage de papiers de 3 000 m<sup>2</sup> ; des voisins donnent l'alerte. Le feu s'est initié sur un tas de 45 m<sup>3</sup> dans le bâtiment et s'est propagé à 3 autres tas extérieurs de 75 m<sup>3</sup>. Des employés étalent les stocks de papiers en flamme avec des engins jusqu'à l'arrivée des pompiers qui mobilisent 26 hommes, 2 fourgons et 1 camion échelle. Ceux-ci maîtrisent l'incendie vers 16h30 avec 3 lances et de la mousse. Un broyeur et presse-papier sont endommagés ; les 20 employés ne devraient pas être en chômage technique.

**N°40487 - 05/04/2011 - FRANCE - 40 - TARNOS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans le broyeur à papier sur un site de valorisation de vieux papiers et cartons. Conformément à la procédure incendie, les opérateurs présents arrosent le foyer avec les RIA en laissant tourner la presse pour tenter d'éteindre le feu. Les autres employés sont évacués. A l'arrivée des pompiers, le feu est presque maîtrisé et ils mettent en place une lance alimentée par un fourgon pompe pour terminer l'extinction. La gendarmerie se rend sur place.

**N°40021 - 21/03/2011 - FRANCE - 91 - GUILLERVAL****E38.32 - Récupération de déchets triés**

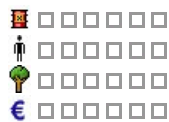
Un feu se déclare en soirée dans le bâtiment de 200 m<sup>2</sup> d'une entreprise recyclant de l'huile domestique ; 10 000 l d'huile sont conditionnés en fûts métalliques et plastiques de 200 et 150 l. Les pompiers éteignent les flammes avec 2 lances à mousse et 2 lances à eau dont 1 sur échelle, 2 bouteilles d'argon sont trouvées sur le site et la seule bouteille pleine est immergée dans une cuve pour la refroidir. Durant l'intervention, 2 pompiers sont légèrement blessés. La mise en place d'un barrage de protection sur la MARDELLE est envisagée car les eaux d'extinction sont chargées en hydrocarbures et ont pollué le réseau d'eau pluviale, mais une reconnaissance visuelle du ruisseau montre que ce n'est pas nécessaire. Il n'y a pas de chômage technique, les employés étant dirigés vers un autre site de la société.

**N°39713 - 01/02/2011 - FRANCE - 57 - CHEMINOT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 18 h sur un tas de 500 t de copeaux d'acier et d'aluminium stocké à l'extérieur d'une entreprise de récupération de métaux. Les pompiers arrosent et fragmentent le tas afin de l'éteindre avec 2 lances ; les opérations durent jusqu'au lendemain après-midi.

**N°39662 - 26/01/2011 - FRANCE - 21 - SAINT-APOLLINAIRE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 20h30 dans une entreprise de démantèlement d'épaves automobiles (VHU). Les pompiers déploient 4 lances à eau, dont 1 transformée par la suite en lance à mousse ; les employés manoeuvrent 2 robinets d'incendie armés (RIA). Le sinistre est éteint à 22h30, 22 véhicules sont détruits. L'exploitant réalise des rondes durant la nuit. La police effectue une enquête sur l'origine de l'incendie.

**N°39627 - 18/01/2011 - FRANCE - 38 - REVENTIN-VAUGRIS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une entreprise de récupération de déchets métalliques, des employés découpent au chalumeau une cuve de 2 000 l provenant d'une raffinerie vers 9h30 quand celle-ci s'enflamme en forme de torche en partie basse. Les services de secours, arrivés sur les lieux avec 4 fourgons dont 1 mousse et 1 émulseur, établissent un périmètre de sécurité de 50 m pendant que la gendarmerie coupe la route départementale voisine car 8 bouteilles d'oxygène et 1 d'acétylène se trouvent à proximité de la cuve en feu. L'incendie est maîtrisé à 10 h au moyen d'une lance à eau. Une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC) venue en renfort effectue des mesures d'explosimétrie qui ne montrent aucun risque. Le responsable d'intervention des secours entre en contact téléphonique avec un cadre de la raffinerie à 10h45 et apprend que la cuve contenait des résidus du solvant utilisé pour nettoyer la cuve avant envoi pour recyclage. Les gendarmes prélèvent un échantillon du produit et les pompiers inertent la cuve avec de la mousse. L'intervention s'achève vers 11h15, la route départementale est réouverte. Le responsable sécurité du site arrive sur les lieux à ce moment là.

**N°39709 - 16/01/2011 - FRANCE - 84 - VEDENE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Le gérant d'une entreprise de tri et de compactage de déchets d'emballage triés reçoit un dimanche vers 8h30 à son domicile un signal envoyé par l'alarme incendie du site. Il se rend sur place et constate que la toiture du hangar principal, qui abrite sur 500 m², 120 m³ de ballots de carton et 60 m³ de ballots de plastique compactés, est percée et laisse s'échapper un grand panache de fumée noire. Les services de secours arrivent sur place à 8h45 avec 23 hommes et 2 fourgons pompe, une échelle, un fourgon mousse et un camion citerne. L'incendie s'est propagé à la moitié du hangar, les pompiers attaquent massivement le foyer avec 4 lances à eau, un additif mousseux pénétrant plus profondément au coeur des ballots est utilisé (eau dopée au mouillant). L'incendie est maîtrisé au bout de 45 mn, les pompiers commencent alors les opérations de déblaiement des ballots hors du hangar avec un chariot élévateur de l'entreprise jusqu'à 12h30, fin de leur intervention. Une ronde de surveillance est programmée l'après midi avec un fourgon. L'incendie s'est déclaré à l'avant du hangar et à détruit une pelle mécanique et un camion-benne du site, mais l'attaque du foyer par l'arrière du hangar a permis de sauvegarder la presse à déchets, évitant le chômage technique aux 7 employés du site. La gendarmerie effectue une enquête, même si la thèse d'un feu accidentel est privilégiée.

**N°39602 - 13/01/2011 - FRANCE - 38 - IZEAUX***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 23 h dans le stockage de balles de plastique d'une entreprise de récupération et de recyclage de déchets ménagers et industriels triés. La moitié des 3 000 m² du bâtiment de stockage est en feu. Une trentaine de pompiers circonscrivent l'incendie à 23h40 avec 3 lances à eau et mènent des reconnaissances au niveau de la toiture à l'aide d'une échelle : 3 fourgons, un camion échelle, une motopompe sont mobilisés. Un véhicule spécialisé et un officier risque chimique sont appelés en renfort vers 0h20 quand les secours découvrent que le stock en feu est composé de plastique et non de papier. Le service de l'électricité met le bâtiment hors tension vers 23h40, la gendarmerie et un élu de la commune se rendent également sur place. Les eaux d'extinction sont orientées dans un puits perdu par l'intermédiaire d'un décanteur. Le personnel et les secours déblaient les lieux, des foyers résiduels sont éteints à 8 h. Il n'y a pas de chômage technique.



**N°39570 - 04/01/2011 - FRANCE - 56 - LORIENT****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un navire vraquier accosté à Lorient doit décharger 300 000 t de maïs dans la matinée, après avoir évacué 140 kg de phosphore d'aluminium (AIP) disséminé dans la soute pour tuer les rongeurs. Sur le quai, le produit s'enflamme, vraisemblablement exposé à de l'humidité, et présente un risque de dégagement de phosphine (PH<sub>3</sub>, ou hydrogène phosphoré), un gaz incolore très toxique et inflammable au contact de l'air. Les pompiers interviennent et l'armateur fait appel à une société locale d'élimination de déchets dangereux qui conditionne le produit dans 2 bacs plastiques. La société entrepose ces bacs dans un local couvert, mais vers 17 h les couvercles sont éjectés et la combustion reprend. Une épaisse fumée blanche se répand sur le site et dans la rue adjacente. Après avoir fait évacuer une dizaine d'employés et barré la rue, les pompiers établissent un périmètre de sécurité de 150 m. Le nuage toxique, plus lourd que l'air, retombe au sol en l'absence de vent, ne faisant pas de victimes. Les pompiers tentent en vain d'éteindre les bacs avec de la poudre et mettent en place des mesures de température et de toxicité autour des bacs. A 18h30, les caisses sont recouvertes de 4 m<sup>3</sup> de sable sec récupéré dans une fonderie pour étouffer la combustion, qui est alors ralentie mais non éteinte. Vers 22 h, des véhicules et moyens de mesures spécialisés dans l'intervention chimique arrivent sur place, ainsi que le conseiller technique zonale. La situation étant sous contrôle vers minuit, les autorités (mairie, sous préfet), les secours et l'exploitant décident de maintenir le périmètre de sécurité et de surveiller les bacs avec caméras thermiques et sondes de températures pendant la nuit. Une nouvelle réunion est prévue à 8h30 pour fixer une stratégie d'élimination : — Destruction sur place par voie humide (hydrolyse : un peu de produit est jeté dans un fût remplis d'eau, avec contrôle sous scaphandre du pH, de la température et des émissions de PH<sub>3</sub>) — Évacuation du produit vers un centre de destruction spécialisé en région parisienne appartenant au même groupe industriel (incinération à 1 200 °C) La réaction étant restée stable pendant la nuit (stabilisation de la température autour de 65 °C, absence de fumées, et de détection de PH<sub>3</sub> au delà de 20 cm), le périmètre de sécurité est réduit et la solution d'évacuation est retenue. L'exploitant demande au Ministère une dérogation à la réglementation de transport de matière dangereuse car les contenants (caisse palette en plastique de 550 l) ne sont pas conforme. Un nouveau sac contenant 1,5 kg de produit est découvert à bord du navire et amené vers 11 h chez l'exploitant. Un arrêté dérogatoire est reçu vers 18 h, le camion se met aussitôt en route, escorté par 1 véhicule risque technologique, 2 VL de gendarmerie et 1 des secours. Le produit est incinéré à 3 h le lendemain dans les Yvelines en présence d'une unité risque chimique des secours, sa température ayant baissé pendant le trajet.

**N°39502 - 25/12/2010 - FRANCE - 974 - LE PORT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 13 h sur un tas de compost de déchets vert de 100 m<sup>3</sup> dans une déchetterie. Un vent fort souffle et une importante fumée se dégage. Une quinzaine de pompiers protège les 300 m<sup>3</sup> de déchets proches avec 2 lances et maîtrise l'incendie avec 4 lances supplémentaires ; ils montent sur des buttes de compost de 4 à 5 m de hauteur. Un élu se rend sur place. Les secours utilisent 2 tractopelles pour étaler et séparer les tas de déchets ; ils éteignent l'incendie vers 19h30 et l'exploitant surveille les lieux durant la nuit. Un adjoint au maire se rend sur les lieux.

**N°39430 - 13/12/2010 - FRANCE - 83 - VIDAUBAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu couvant se déclare vers 14h sur un stock de 180 m<sup>3</sup> de pneus usagés dans un centre de récupération de pneumatiques. En raison de la proximité du site avec une voie SNCF et une route nationale à forte circulation, les pompiers reçoivent le renfort d'un bulldozer et d'une pelleteuse de la sécurité civile pour étaler le tas de pneus en feu sur une hauteur de 20 cm, ce qui facilite l'extinction avec une lance à eau à fort débit (DMR 500). La police de l'eau s'assure que les eaux d'extinction ne menacent pas l'AILLE. Le feu est considéré comme éteint à 19h30. Le site a déjà été l'objet de plusieurs incendies de pneumatiques, dont un a provoqué sa fermeture administrative provisoire en 2005 (ARIA 30827) et un autre sa destruction totale en 2008 (ARIA 34346).

**N°39793 - 01/12/2010 - FRANCE - 76 - ROGERVILLE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Début décembre, 4 000 t de résidus de traitement thermique entrent en auto-combustion dans une entreprise de traitement de déchets dangereux (piles, accumulateurs, métaux lourds). Un organisme expert conseille à l'inspection des installations classées de faire éteindre le feu couvant pour limiter son impact environnemental et de surveiller les rejets dans l'air et dans l'eau. Trois mois après, le feu continue, car les services administratifs n'ont pu d'identifier les propriétaires des déchets et réunir 3 millions d'euros de financement public pour faire évacuer les déchets vers des centres agréés. L'entreprise, en liquidation judiciaire, avait vu ses activités suspendues à la suite d'un incendie (ARIA 39143). Il resterait 240 000 t de déchets en silo ou à ciel ouvert sur place.

**N°39343 - 23/11/2010 - FRANCE - 13 - ROGNAC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine de traitement et d'incinération de déchets industriels spéciaux (traitement physico-chimique et incinération), une réaction incontrôlée lors de la vidange d'une tuyauterie dans une capacité provoque une émission de vapeur qui brûle gravement 2 employés et en blesse légèrement un autre à 15h40. Le dispositif d'évacuation des blessés comprend 3 ambulances et 2 hélicoptères de la sécurité civile.

**N°39768 - 22/11/2010 - FRANCE - 02 - BEAUTOR****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Vers 16 h, un camion-citerne effectue une livraison d'éthanol usagé sur un site de régénération de solvants classé Seveso quand la vanne d'isolement de la tuyauterie de transfert se rompt avec une violente détonation et fracture la jambe d'un employé. Le POI est déclenché, l'employé blessé reçoit les premiers soins par le service de santé du site, puis est évacué par les pompiers vers l'hôpital le plus proche où il sera opéré le lendemain. Plusieurs employés sont choqués par le bruit de l'explosion. L'exploitant arrête les installations et sécurise la zone de l'accident. Le POI est levé à 17h et l'activité reprend. Les dégâts matériels se limitent à la vanne et à sa manchette de raccordement à la tuyauterie. L'exploitant diffuse un communiqué de presse le lendemain. L'enquête menée par l'exploitant montre qu'une réaction chimique dans la tuyauterie de déchargement a provoqué une montée en pression rapide et une rupture au niveau de la vanne de fermeture manuelle. Cette réaction est due à la présence d'acide nitrique concentré dans la tuyauterie qui a réagi violemment avec l'éthanol usagé en cours de transfert vers les cuves de stockages en vrac. Cet acide provenait d'un test industriel de neutralisation des odeurs d'éthanol effectué peu de temps avant l'accident dans la tuyauterie accidentée alors qu'aucun protocole de mise en oeuvre du test n'avait été formalisé après des essais concluants en laboratoire.

**N°39287 - 17/11/2010 - FRANCE - 38 - LA TRONCHE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Vers 7h30 du matin, un camion de 15 t décharge une benne de 10 t de feuilles mortes quand il est entraîné par le poids de la benne et se retrouve sur le toit dans la fosse à déchets d'une usine d'incinération. Le conducteur reste coincé 40 min dans sa cabine avant que les pompiers ne le dégagent. Sous le choc et légèrement blessé, il est conduit à l'hôpital par les secours. Le camion est sorti de la fosse dans la journée.

**N°39392 - 20/10/2010 - FRANCE - 51 - SUIPPES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare vers 12h50 dans un centre de récupération de déchets triés (métaux et papiers). Lors de travaux par découpe au chalumeau, des flammèches atteignent l'enveloppe isolante d'un tas de tuyaux métalliques qui prend feu. Les pompiers sont alertés pendant que les employés du site essaient d'éteindre le foyer à l'aide d'extincteurs. Une fois sur place, les pompiers maîtrisent le sinistre en 30 mn au moyen de 37 m³ d'eau exclusivement. L'inspection des IC demande à l'exploitant de mettre en place une procédure pour les opérations de découpe au chalumeau et de renforcer les contrôles après chaque opération de découpe sur le site.

**N°39143 - 17/10/2010 - FRANCE - 76 - ROGERVILLE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare à 2h20 dans un bâtiment appartenant à un site de traitement et d'élimination de déchets ménagers et de déchets industriels dangereux. Pour une raison inconnue, le feu s'est déclaré dans une cellule stockant 300 m² de cartons et de plastiques usagés et se propage à l'extérieur du bâtiment vers un stockage de bouteilles de gaz. Les pompiers sont alertés et engagent progressivement de gros moyen : 150 hommes dont une cellule risque technologique, 7 camions dévidoir, 6 fourgons pompes et 1 mousse, 2 camions échelles et 2 motopompes. Vers 4 h, le feu touche un stock d'emballages plastiques et de cartons souillés par des matières dangereuses, soit 2400 t de matières en feu sur 600 m² dans un bâtiment de 7000 m². A 4h45, 4 cellules de stockage du bâtiment sont totalement en feu et 2 le sont partiellement, avec un risque de propagation à la partie supérieure via la structure de manutention. Vers 5h30, l'intensité du feu diminue mais celui-ci se propage à 3 cellules supplémentaires. Les mesures atmosphériques en gaz toxiques ne sont pas inquiétantes mais de fortes nuisances olfactives sont relevées. A 6h15, le feu est circonscrit mais les fumées sont visibles à plusieurs kilomètres. A 6h30, les eaux d'extinction commencent à être collectées dans les rétentions du site mais un risque de pollution du GRAND CANAL DU HAVRE est redouté en raison du fort débit d'extinction mis en oeuvre (jusqu'à 9500 l/mn), ce qui conduit les autorités portuaires et la gendarmerie à organiser des reconnaissances visuelles et à envisager des prélèvements. A partir de 9h30 et jusqu'au lendemain 15 h, les déchets sont extraits des alvéoles de stockage et épanchés pour faciliter l'extinction, ce qui n'empêchera pas une reprise du feu vite maîtrisée vers 13h30 dans une alvéole contenant des pots de peintures et de solvants vides. Des hydrocureuses d'une société privée pompent les eaux d'extinction des rétentions et du canal de rejet pour limiter les risques de pollution. Il n'y a pas de victime mais le bâtiment de stockage est fortement endommagé. Le chômage technique n'est pas envisagé à court terme, mais le site fait l'objet d'une suspension administrative de fonctionnement provisoire jusqu'à la remise en état des installations. Ce site est en prolongement d'activité suite à un redressement judiciaire prononcé 23 jours avant l'accident. Selon des sources syndicales, la direction aurait ignoré depuis plusieurs mois un certain nombre de dysfonctionnements relatifs à l'hygiène, la sécurité et la protection de l'environnement.

**N°39892 - 14/10/2010 - FRANCE - 44 - LA CHEVROLIERE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un promeneur détecte vers 16h30 une coloration anormalement blanchâtre dans un fossé relié au lac de GRANDLIEU (zone Natura 2000). Il alerte la commune qui prévient les services de secours. Ce fossé communal recueille les eaux pluviales de la zone industrielle voisine où est implanté un site spécialisé dans le lavage de grands emballages plastiques industriels. Le rejet blanchâtre provient du point de rejet des eaux pluviales du site et pollue le fossé sur 120 m. Les services de secours posent un barrage en aval pour limiter la pollution des eaux du lac. L'enquête menée par l'inspection des IC montre que le contenu d'une cuve a débordé sur une aire où ruisselle normalement des eaux pluviales. Ces eaux sont normalement traitées avant rejet, mais la pompe de relevage des eaux pluviales du site est en panne (défaillance électrique) et ne peut amener les effluents vers la zone de traitement par charbon actif. Les effluents rejetés n'ont donc subi qu'un simple dégrillage avant rejet gravitaire dans le milieu et l'exploitant n'a pas utilisé son dispositif d'obturation gonflable pour empêcher la pollution du milieu. L'administration demande à l'exploitant de pomper les eaux du fossé et de les éliminer dans un centre agréé.

**N°39078 - 07/10/2010 - FRANCE - 59 - SARS-ET-ROSIERES****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Vers 11h30, le chauffeur d'un poids-lourd transportant 23 000 l de solvant pour peinture destiné au recyclage (mélange xylène-isobutanol) immobilise son véhicule sur le bas côté de l'A23 au PK 23 à la suite de l'éclatement d'un pneu. Constatant un départ d'incendie sur l'essieu arrière, le conducteur tente de l'éteindre à l'aide des 2 extincteurs embarqués, sans succès, et alerte les secours. La gendarmerie et la police interrompent le trafic dans les 2 sens et établissent un périmètre de sécurité de 300 m. L'exploitant routier met en place des déviations. Redoutant un BLEVE à la suite d'une montée en pression du contenu chauffé à 70 °C de la citerne en feu ni calorifugée ni compartimentée, 37 pompiers éteignent les flammes à l'aide de 2 lances à mousse et refroidissent la citerne pendant 2 heures avec une lance à eau à débit variable, sous le contrôle d'une caméra thermique. Une cellule d'intervention chimique est également mobilisée. Le directeur de l'entreprise de transport se rend sur les lieux. Ramenée à température ambiante, la citerne est dépotée et le véhicule évacué. L'autoroute est réouverte dans un sens à 16 h puis l'autre à 17h20. Aucun rejet n'est à déplorer.

**N°38961 - 14/09/2010 - FRANCE - 58 - LA CHARITE-SUR-LOIRE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 13h50, 2 000 m³ de déchets verts prennent feu dans une déchèterie. Les pompiers déploient 4 lances à eau et 2 engins de la municipalité créent des brèches dans le dépôt de déchets pour éviter la propagation du sinistre. Une ligne haute tension de 2 000 V est coupée, entraînant des perturbations sur une partie du réseau de la ville. L'importante fumée noire qui se dégage entraîne l'interruption de la circulation sur l'A 77. Le dispositif est allégé vers 02 h. Deux pompiers sont légèrement intoxiqués et un conducteur d'engin est évacué vers l'hôpital de Nevers.

**N°39074 - 14/09/2010 - FRANCE - 78 - EPONE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Suite à une panne du camion de livraison, un bac contenant 1 t de tournures de titane est en transit prolongé depuis le matin sur un site de recyclage de métaux. Une procédure de permis de feu doit être appliquée en cas de travaux à proximité d'une zone inflammable. Ignorant cette procédure ainsi que les consignes orales, un employé découpe un morceau de ferraille à proximité du bac. Vers 13 h, une étincelle atteint le bac et enflamme immédiatement les tournures de titanes imprégnées de solvant. Les employés du site essaient en vain d'éteindre l'incendie au moyen d'extincteurs, puis réussissent à étouffer le feu avec du sable sec puisé dans la réserve. Les pompiers sont appelés par précaution car le site reçoit du public. Des consignes sont mises en place pour limiter le temps de transit des tournures de titane sur le site et pour limiter l'accès du public à une partie restreinte des installations.

**N°38941 - 11/09/2010 - FRANCE - 39 - BEAUFORT****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

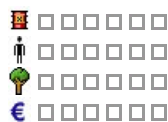
Un feu, d'origine suspecte, détruit un camion de 26 t vide dans l'enceinte d'une entreprise chargée de la collecte et du regroupement de déchets dangereux, une fumée noire se forme. Les pompiers éteignent l'incendie avec 1 lance à eau en 45 min et récupèrent les eaux d'extinctions. La gendarmerie et 2 élus se rendent sur place.

**N°38927 - 08/09/2010 - FRANCE - 974 - SAINT-ANDRE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 22 h dans un conteneur de palettes de produits phyto-sanitaires entreposé dans la cour d'un centre de transit de déchets dangereux. 22 pompiers et 5 camions interviennent pendant 4 h et déploient 1 lance à mousse et 1 lance à eau. La fumée étant réduite, les pompiers ouvrent le conteneur et font dégager les fûts par le personnel de l'entreprise. Une palette de bidons de 120 l de produits phytosanitaire en feu est éteinte avec un extincteur.

**N°38845 - 23/08/2010 - FRANCE - 79 - CERIZAY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare dans une entreprise de revalorisation de déchets métalliques. Le feu est éteint par les pompiers avec 1 lance à eau et 1 lance à mousse malgré des difficultés d'alimentation en eau. Une cellule mobile d'intervention chimique réalise des mesures atmosphériques sur les importantes fumées générées. Les secours déblaient les lieux et surveillent un foyer secondaire.

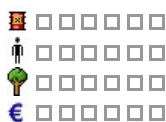
**N°38834 - 20/08/2010 - FRANCE - 18 - LA CHAPELLE-SAINT-URSIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un morceau de métal radioactif de 80 cm de long est détecté dans un centre de traitement de déchets. Les secours mesurent un débit de dose à 45 m de 114 nanosieverts/h et 60 chocs/s, à 30 m de 490 nanosieverts/h et 100 chocs/s, à 20 m de 1.13 microsieverts/h et 200 chocs/s et au contact de 632 microsieverts/h. La pièce métallique est isolée dans un endroit sécurisé à l'abri des personnels.

**N°38787 - 10/08/2010 - FRANCE - 59 - LOURCHES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de tri et de traitement de déchets, 2 000 m³ (soit 1 700 t) de déchets industriels banals (DIB) sont en feu vers 14h45. Le sinistre menace un bâtiment de tri. Les employés creusent une tranchée dans le stock de DIB avec des engins lourds pour éviter la propagation. Une fumée épaisse et âcre, visible à plusieurs km, recouvre les environs du site dont l'A21, dont la circulation n'est cependant pas perturbée. Les pompiers éteignent l'incendie à l'aide de 4 lances en puisant dans l'ESCAUT. Les secours restent sur place jusqu'en début de soirée pour refroidir les déchets incandescents. Les eaux d'extinction seront analysées avant leur envoi en centre de traitement. La police effectue une enquête. La cause de l'incendie est inconnue mais la piste criminelle est écartée. Il est possible que des matériaux non désirés comme des ampoules électriques, des résidus de barbecue ou des bonbonnes de gaz se soient retrouvés dans le stock.



**N°38765 - 07/08/2010 - FRANCE - 81 - SAINT-JUERY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 16 h, un feu se déclare dans une décharge sur 20 m<sup>3</sup> de détritus et provoque une épaisse fumée. Une pelle mécanique est endommagée. Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 lances à eau. Une enquête est effectuée par la gendarmerie, le feu ayant pris en 3 endroits.

**N°41366 - 04/08/2010 - FRANCE - 13 - LANCON-PROVENCE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

L'échauffement, attisé par le vent violent en période estivale, d'un andain (tas longiligne) de compost dans la zone de maturation d'une plateforme de valorisation de déchets végétaux provoque un départ de feu vers 4 h. Les pompiers et le personnel d'astreinte déblait le tas de végétaux de l'andain et l'étaient en le mélangeant avec de la terre pour le stabiliser. Les zones adjacentes à l'andain sinistré sont également recouvertes de terre. L'exploitant met en place une ronde de surveillance 2 fois par jour afin de prévenir une possible reprise de feu au cœur de l'andain. Un incendie semblable s'était déclaré en juillet 2010 (ARIA 38896). A titre de retour d'expérience, l'exploitant multiplie les mesures de températures au cœur des andains par temps chaud et sec pour anticiper les auto-échauffements.

**N°38896 - 25/07/2010 - FRANCE - 13 - LANCON-PROVENCE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 17h30 sur un andain dans une entreprise de traitement et élimination des déchets dangereux. Les pompiers procèdent au noyade de l'andain qui est évacué par l'exploitant à l'aide d'un chargeur. Les zones incandescentes sont recouvertes de terre.

**N°38583 - 06/07/2010 - FRANCE - 10 - ARCIS-SUR-AUBE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une explosion suivie d'un incendie se produit vers 10h35 dans un centre spécialisé dans le nettoyage de citernes routières sur un camion-citerne en cours de lavage. Le véhicule est composé d'un tracteur attelé à une citerne de transport de matière dangereuse mono cuve de 32,5 m<sup>3</sup> ayant contenu de l'isopentane. Le véhicule arrivé sur site vers 10h25 est stationné derrière le bâtiment pour être « dégazé » (ouverture des dômes de la citerne en extérieur et attente de la dispersion des vapeurs). Le camion placé sur une piste de lavage, des robots de nettoyage sont introduits dans les dômes et arrosent les parois intérieures de la citerne, à un débit régulé de 1 000 l/h et par robot. 10 minutes après le début du lavage, les employés entendent un bruit sourd inhabituel. L'agent chargé du nettoyage va alors vérifier le local de pompage des robots, adjacent à la piste de lavage et séparé par une porte métallique coulissante. A l'ouverture de la porte, une explosion type « boule de feu » se produit, brûlant gravement l'employé sur 50 % du corps. Un autre employé, ayant eu le réflexe de se coucher, est brûlé à la tête et aux membres supérieurs. Le chauffeur du camion, ayant tenté en vain de dételier la citerne pour évacuer le tracteur routier, souffre de brûlures superficielles. Les premiers secours sont portés aux blessés avant l'arrivée des pompiers et un intervenant extérieur présent sur le site actionne un Robinet d'Incendie Armé (RIA) présent à proximité de la piste de lavage afin de contenir l'incendie. Les secours établissent un périmètre de sécurité et protègent avec 1 lance à eau 2 cuves proches contenant au total 11 000 l de fioul, ainsi qu'une voiture. Ils éteignent l'incendie vers 12h20 et recouvrent le tracteur de neige carbonique pour éviter une éventuelle reprise de flammes. Les eaux d'extinctions sont collectées dans le bac de rétention de la station de traitement des effluents aqueux du site en attente d'élimination vers un site extérieur. L'activité de lavage de citernes est suspendue jusqu'à remise par un tiers expert d'un rapport détaillé de l'accident, propositions d'actions correctives et remise en service de la station de traitement interne des effluents de lavage, rendue inopérante. De nombreuses anomalies ayant concouru à l'accident sont relevées : - absence de liste des produits interdits au lavage, - registre de lavage insuffisant, fiche de données de sécurité a priori non consultée et non disponible (elle aurait été dans la cabine du tracteur qui a brûlé), - absence de certificat de dégazage (le dégazage ne doit pas être effectué sur le site, un certificat de dégazage doit être demandé lors de l'admission des véhicules sur le site), - absence de procédure de lavage - matériel électrique inadapté aux atmosphères explosives, - citerne non mise à la terre, - absence d'introduction de vapeur lors de l'ouverture des dômes et avant ouverture des vannes de fond, - ventilation insuffisante des locaux, ne permettant pas d'éviter la formation d'atmosphère explosive, - formation du personnel insuffisante (méconnaissance des risques et dangers), - absence de matériels de protection adaptés aux risques à proximité des pistes de lavage, - consignes d'exploitation non définies.

**N°38577 - 06/07/2010 - FRANCE - 82 - MONTAUBAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un établissement spécialisé dans la récupération de ferrailles, un employé détecte un feu couvant alors qu'il enlève un tas de véhicules concassés (VHU) avec une grue à 17h45 ; alimenté par l'oxygène de l'air, le feu s'intensifie rapidement. Les employés alertent les pompiers et attaquent l'incendie avec des extincteurs à eau et à mousse. Malgré leur intervention, le feu se propage à un stock de 1 600 m<sup>3</sup> (soit 100 à 150 t) de VHU conditionnés en cubes prêts pour être expédiés vers un broyeur en Espagne. Le sinistre génère une abondante fumée noire visible à 30 km et qui est poussée par le vent vers des habitations et des vergers. Les pompiers déploient 6 lances. Les poteaux incendies à proximité du site ayant un débit trop faible, il est décidé de couper l'eau pour les riverains. La circulation routière est interrompue afin de faciliter le déroulement des lances. Lors de l'intervention, 1 pompier chute et se fracture le poignet ; il est évacué vers l'hôpital de Montauban. Le feu est éteint vers minuit, 400 m<sup>3</sup> d'eau ont été utilisés. Une partie des eaux d'extinction est récupérée dans les séparateurs d'hydrocarbures du site mais le reste s'est écoulé dans un fossé. En outre, quelques arbres ont brûlé en bordure du site. Les eaux polluées du fossé sont pompées et traitées par une entreprise spécialisée et les eaux d'extinction retenues par la fermeture manuelle des vannes des déboucheurs du site sont analysées. L'exploitant remettra en état le fossé (curage / nettoyage). L'inspection des IC se rend sur place le lendemain. Elle demande à l'exploitant de revoir ses capacités d'eau disponible en cas d'incendie (volume d'eau suffisant à prévoir sur le site en lien avec les services de secours), de laisser un espace entre les différents stockage et les limites de la propriété pour limiter les risques de propagation et faciliter l'intervention des pompiers et de respecter la hauteur maximale de stockage prévue dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant étudiera le dimensionnement d'une rétention des eaux d'extinction. L'origine du sinistre n'est pas identifiée. Il pourrait s'agir d'un échauffement de la matière stockée à cause de la chaleur ou d'un court circuit causé par une batterie restante.

**N°38582 - 06/07/2010 - FRANCE - 30 - LES ANGLÉS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 13h30, un tracker en mission de surveillance "feu de forêt" signale un départ de feu dans une déchetterie et largue un produit retardant. Un deuxième tracker et 4 canadiens sont mobilisés ainsi que des équipes au sol pour combattre l'incendie qui s'étend rapidement à cause d'un vent violent. L'incendie s'approche de la N 100 et menace la zone boisée de 1 000 ha des Issarts ; le panache de fumée est visible depuis Avignon. Le feu est circonscrit vers 15 h ; 4 à 5 ha de garrigue sont détruits. Une douzaine de pompiers reste en surveillance pendant la nuit. Un responsable de la déchetterie, un élu et l'ONF se rendent sur les lieux. Le feu s'est déclaré pour une raison inconnue à proximité de la benne pour déchets végétaux, alors que l'établissement était vide. La police effectue une enquête.

**N°38570 - 04/07/2010 - FRANCE - 10 - SAINT-THIBAUT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de déchets, un feu se déclare vers 18h50 dans une benne métallique contenant 20 m<sup>3</sup> de mousse isolante pour réfrigérateur (granulés de mousse Polyuréthane - PU) et située contre la façade du bâtiment. Le système de télésurveillance se déclenche à 18h52 et prévient les secours. Les pompiers interviennent à 19h09 ; ils noient la benne, étalent les déchets au sol et éteignent l'incendie avec 2 lances à eau et 1 lance à mousse puis ventilent les bâtiments adjacents. L'intervention rapide des pompiers a permis la circonscription de l'incendie et la limitation des conséquences (léger dommage matériel, perte du produit). L'activité reprend le lendemain matin. L'ensemble des résidus de l'incendie, en particulier les eaux d'extinction, ont été collectés dans un bassin de rétention. Plusieurs incidents similaires se sont produits dans l'été, par temps chaud. Le procédé produit des pellets de PU à des températures élevées. La température trop élevée des pellets ou une inflammation par une étincelle pourrait être à l'origine de l'incendie. L'exploitant installe un système de brumisation, éloigne la benne pellets du bâtiment et effectue une surveillance régulière.

**N°38520 - 29/06/2010 - FRANCE - 59 - SAINT-SAULVE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 13h19, lors de la pause déjeuner sur un site de récupération de déchets métalliques de particuliers, une gazinière entreposée sur un tas de ferraille prend feu. Les employés alertent les pompiers et commencent à intervenir sur le sinistre qui concerne au total 50 t de déchets pour un volume de 2 000 m<sup>3</sup>. Une épaisse fumée noire est visible à plusieurs kilomètres. Les pompiers éteignent l'incendie en 4 h à l'aide de 4 lances alimentées par l'eau du canal à proximité. Les déchets sont déblayés avec une pelleuse du site.

**N°38380 - 09/06/2010 - FRANCE - 47 - BOE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine de récupération de métaux, de l'huile de vidange et des hydrocarbures se déversent depuis un bac de décantation dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle, sur 1 km. Des barrages flottants et des boudins absorbant sont installés. Une société privée pompe et enlève les déchets récupérés. La police municipale se rend sur les lieux et l'inspection est informée.

**N°38556 - 24/05/2010 - FRANCE - 80 - EPPEVILLE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans la nuit, un incendie se déclare dans un tas de déchets verts broyés d'une entreprise de traitement de déchets. L'alerte est donnée vers 1h par un passant. D'importants moyens sont mis en oeuvre pour combattre le feu de 500 t de déchets verts. Les secours circonscrivent l'incendie et mettent en place des tranchées dans le massif de déchets pour éviter sa propagation. Le feu est maîtrisé vers 7 h et une surveillance est mise en place. Des feux couvant, limités par les tranchées, se prolongeront durant plusieurs jours. Aucun dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie n'est présent sur le site et les zones de stockage de déchets ne sont pas imperméabilisées ; les eaux d'extinction potentiellement souillées ne sont pas collectées et s'infiltrent au droit du tas de déchets. L'exploitant est mis en demeure de rédiger un rapport d'incident et de se mettre en conformité avec son arrêté préfectoral d'autorisation concernant les dispositifs de rétention des eaux incendie et les rejets dans le milieu naturel. Un acte de malveillance est suspecté, qui aurait pu être favorisé par des clôtures en mauvais état.

**N°38200 - 12/05/2010 - FRANCE - 57 - SARREBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 21h30 dans un dépôt de ferraille ; un important panache de fumée se forme et des explosions se font entendre. Les premiers pompiers sur place sont confrontés à des émanations toxiques et s'équipent d'appareils respiratoires individuels. 5 lances sont déployées et les équipes de secours évitent la propagation du sinistre vers un autre bâtiment industriel et vers une partie du site où sont entreposées des bouteilles de gaz. Des hydrocarbures sont également présents. Les réseaux d'évacuation d'eau sont protégés pour empêcher une pollution de la SARRE toute proche. Un périmètre de sécurité de 300 m est établi et la circulation ferroviaire est suspendue 2 h sur la ligne Paris-Strasbourg. Les dommages sont importants.

**N°38429 - 07/05/2010 - FRANCE - 59 - LOOS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Lors du concassage de déchets dans un centre de tri et de traitement de déchets, un paquet non identifié se déchire et laisse échapper une vapeur blanche irritante. Quatre employés sont évacués et l'activité du site est suspendue pendant 1 h. Après intervention des secours pour vérification, la poudre provient de l'explosion pendant concassage d'un extincteur déposé par un particulier dans les ordures ménagères.

**N°38192 - 06/05/2010 - FRANCE - 55 - DOMMARY-BARONCOURT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Lors de la manutention d'emballages souillés, un feu se déclare sur un site de transformation de déchets industriels dangereux en combustible pour cimenterie. Les flammes atteignent 8 m de hauteur. L'incendie est maîtrisé avec une lance. 5 employés sont intoxiqués et l'un d'entre eux est également brûlé ; tous sauf 1 sont transportés à l'hôpital.

**N°38143 - 02/05/2010 - FRANCE - 33 - SAINT-JEAN-D'ILLAC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 13h45, un incendie se déclare dans deux entrepôts de 500 m<sup>2</sup> chacun sur un site de transit de déchets dangereux. Les produits entreposés sur cette partie du site sont des filtres à huile, des huiles alimentaires, des eaux souillées par des hydrocarbures, des matériaux et des emballages, soit 100 t de produits. Une cinquantaine de pompiers arrive sur les lieux et déploie 11 lances, mais est gênée au début de leur intervention par des explosions d'origine inconnue. Un élu et la gendarmerie se rendent également sur place. Le dispositif mis en place permet de protéger la partie administrative du site et empêche l'extension du sinistre à la forêt voisine. Le feu est éteint après 4 h d'intervention, mais 5 lances sont encore utilisées pour refroidir les bâtiments. Les 2 entrepôts touchés, les produits qu'ils contiennent ainsi que 3 véhicules sont entièrement calcinés, mais aucune victime ni chômage technique n'est à déplorer. Le bassin de rétention des eaux d'extinction de 1 600 m<sup>3</sup> de l'entreprise a permis d'éviter toute pollution. Les causes du sinistre ne sont pas établies.

**N°38110 - 26/04/2010 - FRANCE - 34 - PUISSISSON****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 19 h dans une décharge sauvage de 100 m<sup>2</sup> composée de bois, de ferraille, de pneus usagés, de gravats ainsi que de bouteilles de gaz et de fûts de 200 l de produits chimiques contenant notamment du benzène. Sous l'effet de la chaleur, plusieurs bouteilles de gaz explosent et les fûts de produits chimiques fuient. Les secours établissent un périmètre de sécurité et éteignent l'incendie vers 22 h. 6 pompiers sont intoxiqués par les vapeurs de benzène, 2 d'entre eux sont hospitalisés et arrêtés jusqu'au 02/05. Le site est mis en sécurité et l'inspection des installations classées se rend sur place le lendemain.

**N°38087 - 12/04/2010 - FRANCE - 59 - SAINT-REMY-DU-NORD****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement de déchets, un fût de 200 l de résidus de solvants s'enflamme vers 12h15 dans l'atelier de broyage et compactage (broyage du fût en cours et inflammation de vapeur ?). Le feu se propage à une cuve de 80 m<sup>3</sup> de déchets de solvants, peintures et résines et menace le stockage de l'atelier mécanique ; un épais panache de fumée se dégage. Les secours évacuent 30 fûts de 200 l de solvants et éteignent l'incendie avec 4 lances à mousse et 1 lance à eau après 2h30 d'intervention. Ils ventilent et déblaient le bâtiment ; un pompier se blesse en déroulant des tuyaux. Les eaux d'extinction (PH 6) sont contenues dans un bassin de rétention. La préfecture est informée.

**N°38065 - 03/04/2010 - FRANCE - 59 - ESCAUDOEUVRES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 20h20 sur un stock de batteries en attente de recyclage dans un centre de tri de déchets. Les pompiers étalent le stock avec une pelleuse et éteignent l'incendie avec 2 lances. Ils quittent les lieux vers 23h40.



**N°38664 - 16/03/2010 - FRANCE - 69 - SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de récupération de métaux et de dépollution et de broyage de véhicules (VHU), un feu se déclare vers 15h30 sur un tas de 10 m³ de caoutchouc sous une bande de tri manuel, provoquant des fumées noires. Le personnel déclenche l'alarme incendie. L'équipe d'intervention du site utilise un chargeur pour dégager et étaler le stock de caoutchouc sur une dalle de béton libre et éteint l'incendie avec des lances. Les pompiers, sur place vers 15h50, n'ont pas à intervenir. Les eaux d'extinction auraient dû être retenues par la rétention du site, mais la vanne d'isolement du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées n'a pas été fermée lors de l'intervention : les eaux d'extinction ont été rejetées dans le bassin tampon des eaux pluviales de la zone industrielle. Ce bassin, suffisamment grand, a permis d'éviter que les eaux d'extinctions ne soient déversées dans le réseau collectif d'assainissement. Les résidus d'incendie sont évacués vers un site d'enfouissement. L'inspection des IC est sur les lieux à 18 h et demande la mise en place d'une procédure et de moyens techniques afin de garantir la rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre.

**N°39698 - 25/01/2010 - FRANCE - 68 - COLMAR****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 20h30, un départ de feu se produit sur une presse à balle de type KONTI 700 dans un centre de compactage de déchets papiers et plastiques triés (bouteilles, emballages etc.). Le personnel éteint le foyer avec un extincteur et une lance en 15 min, avant l'arrivée des services de secours prévenus par l'exploitant. Il n'y a pas de dégâts matériels, ni de dommage à l'environnement.

**N°37639 - 29/12/2009 - FRANCE - 87 - LIMOGES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 23 h dans la cour d'une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec plusieurs lances dont une lance canon et protègent des flammes des poids-lourds et un rack de bouteilles de gaz non identifiés. Un camion de 19 t chargé de ferrailles, 23 carcasses de voitures non-dépolluées et le tracteur d'un ensemble routier transportant un compacteur sont brûlés. L'intervention des secours s'achève à 2h30.

**N°37644 - 28/12/2009 - FRANCE - 05 - GAP****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une personne dépose dans une déchetterie une caisse contenant une cinquantaine de bâtons de dynamite et 400 détonateurs. La déchetterie est immédiatement fermée au public et surveillée. Les démineurs évacuent les explosifs le lendemain et les détruisent sur un site spécialisé. Les experts rappellent la dangerosité de la manipulation d'explosifs (transportés par le particulier) et préconisent d'appeler les forces de police lors de la découverte de tels produits.

**N°38409 - 24/12/2009 - FRANCE - 31 - MARTRES-TOLOSANE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare sur le site de 1 500 m² d'une association de réinsertion recyclant de l'électroménager. Le sinistre se propage au hangar qui tient lieu d'atelier ; la toiture du bâtiment s'effondre partiellement et le feu menace de s'étendre à des maisons mitoyennes. Les voisins préviennent les pompiers. La gendarmerie établit un périmètre de sécurité et 35 pompiers circonscrivent l'incendie vers 9h à l'aide de 5 lances. Un élu se rend sur les lieux.

**N°37684 - 09/12/2009 - FRANCE - 13 - MARTIGUES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un départ de feu dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables est constaté par la gardienne du site à 18h40 lors de la fermeture de l'établissement. Les pompiers maîtrisent le sinistre vers 1h30. Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site puis éliminées par une entreprise spécialisée.

**N°37683 - 25/11/2009 - FRANCE - 13 - ROGNAC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 13 h dans la fosse de broyats de déchets d'une entreprise de traitement des déchets, lors d'un transfert "habituel" à la pelle mécanique (opération réalisée plusieurs fois par jour). Les systèmes d'extinction automatique se déclenchent, mais l'exploitant déploie aussi les RIA et appelle les pompiers. L'incendie est éteint à 13h20. L'exploitant informe la mairie de Rognac.

**N°37479 - 13/11/2009 - FRANCE - 38 - LE PEAGE-DE-ROUSSILLON****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement des déchets, 2 lignes d'incinération se mettent simultanément en sécurité à 15 h, entraînant un rejet à l'atmosphère de méthylmercaptopan via une soupape. Cette substance, détectable à faible concentration, est utilisée dans l'odorification du gaz de ville ; de nombreux riverains des communes limitrophes se sont inquiétés d'une fuite de gaz. Le POI de la plate forme est déclenché, le personnel est confiné. L'absence de gaz naturel est vérifiée dans le cadre de la procédure d'alerte gaz et le POI est levé à 15h40. L'origine de l'arrêt simultané des lignes d'incinération est inconnue. Le méthylmercaptopan était contenu dans un déchet aqueux reçu sur le site en début d'après-midi. L'exploitant publie un communiqué de presse et informe la préfecture et l'inspection des installations classées.

**N°37263 - 27/10/2009 - FRANCE - 974 - SAINT-LOUIS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une déchetterie, un feu se déclare vers 4h30 dans une cellule de 8 000 m<sup>3</sup> stockant des pneus, de la ferraille et des appareils électroménagers ainsi que dans une cellule de 2 000 m<sup>3</sup> de végétaux ; le surveillant donne l'alerte. Un important panache de fumée se dirige vers le centre ville. Les secours évacuent 1 300 élèves de 4 écoles et d'un lycée et transportent à l'hôpital un enfant intoxiqué. Une ligne électrique de 15 000 V est coupée. Les pompiers rencontrent des difficultés pour l'alimentation en eau car le niveau est bas dans la rivière proche et que le tuyau d'alimentation relié aux unités de stockage d'eau est sectionné. Ils réalisent 2 pénétrantes avec 6 engins de chantier et maîtrisent l'incendie vers 7h45 le lendemain avec 4 lances à débit variable et 2 lances canon. A 18 h, le feu est éteint en surface et il n'y a plus de dégagement de fumée. 30 000 m<sup>3</sup> de déchets sont brûlés sur 4 000 m<sup>2</sup>.

**N°37685 - 24/10/2009 - FRANCE - 76 - BERVILLE-SUR-SEINE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare sur un tas de 10 t de résidus de broyage automobiles (RBA) épurés de métaux, dans un centre de traitement de déchets industriels. Ce tas est stocké en attente d'un second traitement destiné à enlever la partie "inox" avant évacuation en centre d'enfouissement technique de classe II. Le site ne disposant d'aucune surveillance ni gardiennage, un riverain alerte les secours à 14h30. Les pompiers étalent et arrosent les tas et éteignent l'incendie à 16h30. Les produits brûlés sont essentiellement des caoutchoucs et plastiques. A postériori, une vidéo de surveillance montre qu'une fumée blanche se libérait du tas à partir de 12 h, laissant place une heure plus tard à une fumée noire de plus en plus épaisse. D'après l'exploitant, l'incendie serait dû à un échauffement à l'intérieur du tas dû au tri préalable et à un reste d'hydrocarbure et d'huile. C'est le 4ème accident en 5 mois sur le site. Un procès verbal est pris pour absence de déclaration d'accident à l'inspection des installations classées, absence de gardiennage durant les heures de fermeture et absence de délimitation des aires de stockage. L'exploitant devra également mettre à jour son étude de dangers (EDD) pour intégrer les inflammations des tas de déchets, son EDD datant de 2004 ne prévoyant que les incendies d'origine criminels.

**N°37253 - 23/10/2009 - FRANCE - 13 - MARIGNANE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un ensemble routier transportant des métaux en vrac dont 3 carcasses de voiture déclenche, vers 13 h, l'alarme du portique de détection de radioactivité à l'entrée d'un site de recyclage de matières métalliques. Le véhicule est isolé et un périmètre de sécurité de 30 m est mis en place. Les pompiers d'une CMIR identifient les sources à l'origine du rayonnement : un élément de paratonnerre de 10 cm de long et 15 mm de diamètre contenant du radium 226 et un tube de métal de 25 cm de long et 25 mm de diamètre. Non-contaminant par contact (frottis effectués par les secours), les 2 morceaux métalliques sont stockés dans un château de plomb et entreposés dans un local isolé de l'entreprise, dans l'attente de leur évacuation dans un centre spécialisé. L'intervention des pompiers s'achève vers 16h30. Le chargement, qui provenait d'un autre site de la même société, avait déclenché l'alarme du détecteur de radioactivité lors de la sortie du véhicule, mais cette détection n'avait pas été confirmée lors du second passage de vérification.

**N°37218 - 19/10/2009 - FRANCE - 62 - SAINT-LAURENT-BLANGY***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 9h30 sur un stock de ferrailles de 25 000 m<sup>3</sup>, en limite de propriété d'une entreprise de récupération de métaux. L'incendie émet un important panache de fumées visible à plusieurs kilomètres à la ronde. Les habitants situés sous le vent sont invités à se confiner chez eux. Les secours effectuent des mesures de toxicité dans l'air qui se révèlent négatives. La quarantaine de pompiers mobilisés provenant de 5 casernes, maîtrise le sinistre avec 6 lances à débit variable dont 2 sur échelles, aidée par les employés du site qui déplacent les ferrailles avec 3 grues à grappins ; 20 employés d'une société voisine et 3 grutiers de l'entreprise incommodés par les fumées sont examinés par le service médical des secours, aucune hospitalisation n'est nécessaire. L'incendie est éteint vers 15 h puis les pompiers maintiennent en place une surveillance jusqu'à 22 h pour combattre les foyers résiduels ; le reste de la nuit cette surveillance est assurée par le personnel de l'établissement. Une partie des eaux d'extinction s'est écoulée à l'extérieur du site. Selon l'exploitant, qui a porté plainte au commissariat, un acte de malveillance est à l'origine de l'incendie, des traces de passage ayant été constatées à l'arrière du terrain de l'entreprise.

**N°37232 - 19/10/2009 - FRANCE - 46 - LAVAL-DE-CERE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 2 h dans un bâtiment de 2 500 m<sup>2</sup> abritant des sacs de charbon de bois. Une centaine de pompiers protège une usine de traitement de l'acier située à moins de 20 m et séparée par un mur coupe-feu, et maîtrise l'incendie vers 14 h avec 8 lances. Ils sécurisent l'alimentation électrique ainsi que des bacs d'acide. L'inspection des installations classées est informée, un élu et le sous-préfet se rendent sur place. Les secours procèdent à la part du feu avec des tractopelles et les opérations d'extinction se poursuivent jusqu'au 22/10. Aucun chômage technique n'est prévu pour les 30 employés, 6 000 m<sup>3</sup> de charbon sont détruits.

**N°37211 - 18/10/2009 - FRANCE - 07 - SERRIERES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

un feu se déclare vers 1h30 dans le stock de bois d'une usine de broyage de poutres de chemins de fer et de poteaux de télécommunication en bois. Les 700 t du stockage de bois traité soit par de la créosote, soit par des sels CCA sont en feu ; l'incendie risque d'atteindre une usine de fabrication de panneaux lumineux voisine (1 900 m² sur 2 bâtiments) et la route D86. Les secours utilisent 1 lance canon et 4 lances à débit variable pour protéger les bâtiments et éteindre ce violent incendie générant des flammes de 20 m de haut et un fort rayonnement. Les pompiers rencontrent des déficits en eau et sont soumis à un vent violent. L'incendie est maîtrisé dans la soirée et éteint le lendemain en soirée. La totalité du stock de bois est détruit ainsi que les machines. Des dégâts sont aussi constatés à l'extérieur du site : ligne téléphonique, éclairage public... Les eaux d'extinction incendie sont collectées dans un bassin provisoire. Compte tenu de la nature du bois, il est demandé à l'exploitant d'analyser puis de proposer une filière de traitement adéquate pour les cendres et les imbrulés de l'incendie et de réaliser des prélèvements de sols en plusieurs endroits. Une enquête est effectuée, un acte de malveillance est suspecté.

**N°37045 - 19/09/2009 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 8h30 sur un stock extérieur de 100 m² de mâchefers dans un centre de traitement de déchets. Le POI est déclenché et les secours éteignent l'incendie vers 10h40.

**N°36928 - 10/09/2009 - FRANCE - 55 - DOMMERY-BARONCOURT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans un centre de traitement de déchets, un feu se déclare vers 14 h dans 2 boîtes de 120 m² contenant des solvants et des produits chimiques. Les pompiers maîtrisent l'incendie avec 2 lances à eau et de la mousse. Ils effectuent des travaux de déblaiement et éteignent les foyers résiduels.

**N°36905 - 07/09/2009 - FRANCE - 51 - REIMS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 16h30 dans un centre de traitements de déchets électroniques (DEEE). L'incendie se propage rapidement au bâtiment de 5 500 m² qui accueille également 4 autres entreprises (1 grossiste en confiseries, 1 traiteur, 1 cabaret dansant et l'activité menuiserie d'une enseigne de bricolage), dont 3 sont des établissements recevant du public. Devant l'ampleur du sinistre, les entreprises les plus proches sont évacuées, un périmètre de sécurité de 100 m est mis en place. Un important panache de fumées noires est visible sur plusieurs kilomètres. D'importants moyens sont déployés par les secours ; 40 véhicules d'intervention et plus de 110 pompiers luttent contre les flammes. Les poteaux d'incendie situés à proximité du site sont utilisés pour l'alimentation en eau des moyens d'extinction, ainsi qu'une partie de la réserve incendie du groupement d'entreprises. Le feu est circonscrit vers 19h30 et maîtrisé 2 h plus tard. Les bâtiments sont détruits ; 2 blessés légers (un employé et un pompier) sont à déplorer. Les 5 entreprises doivent relocaliser leurs activités. L'incendie a pris naissance dans une ancienne chambre froide, dépourvue d'électricité, qui servait de stockage de DEEE (télévisions sur palettes). Il s'est rapidement propagé aux locaux contigus notamment à cause de l'absence de murs coupe-feu séparatifs. Une enquête judiciaire est en cours ; l'accident serait d'origine criminelle. Un suspect, employé de l'association de récupération des DEEE et en conflit avec sa direction, est appréhendé et mis en examen pour incendie volontaire. L'inspection des installations classées constate que la surface de stockage des DEEE dépassait les 1 800 m² autorisés ainsi que l'absence de système de rétention des eaux d'extinction. Un arrêté préfectoral du 17/09/2009 vise : - la mise en sécurité des installations (surveillance, interdiction d'accès...) - l'obturation des canalisations entre l'établissement et le réseau d'eaux usées de Reims Métropole, - la transmission d'un plan d'actions visant à éliminer les déchets présents sur le site, - la réalisation des mesures de pollution dans les sols des retombées des fumées pour les dioxines/furanes, voire la réalisation de prélèvements complémentaires, - l'évacuation et l'élimination des produits dangereux et les déchets présents sur le site, - la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines au droit du site, visant à déterminer les conséquences de l'incendie sur l'environnement.

**N°36766 - 01/09/2009 - FRANCE - 14 - FEUGUEROLLES-SUR-SEULLES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se propage vers 15 h à 2 000 t de pneus stockées sur 1 ha de terrain. Un vent violent attise les flammes et un panache de fumées noires est visible sur plusieurs kilomètres. Les secours établissent un périmètre de sécurité de 400 m, évacuent une cinquantaine de riverains et confinent 5 personnes dans une salle communale ; une personne de 96 ans sera hospitalisée par précaution. Un troupeau de moutons est également évacué d'un champs. Des habitations sont protégées à l'aide de rideaux d'eau établis avec 4 lances. Une lance à mousse est mise en place. Les pompiers qui rencontrent des difficultés d'alimentation en eau, utilisent une rivière située à 600 m comme ressource. Le feu est maîtrisé vers 19h30 avec 2 lances canons de 2 000 l et 5 lances à débit variable. Une CMIC effectue des analyses de chlore (Cl2) et d'ammoniac (NH3) dans l'air, ces tests se révéleront négatifs. Le préfet, un élu et l'inspection des IC se rendent sur place.

Le vent réactive les foyers durant la nuit. Plus de 80 pompiers se relaient jusqu'au 03/09 pour éteindre l'incendie. Les flammes sont étouffées avec de la terre, 2 bulldozers et une pelle chenille. Des bottes de paille sont installées sur les regards pour prévenir tout écoulement des eaux d'extinction ; les analyses effectuées sur celles-ci ne révèlent aucune pollution notable. Les riverains regagnent leur logement le 02/09 vers 9h30. Le feu est considéré éteint le 03/09 à 7h30 ; de la terre étant répandue sur la totalité du foyer, des fumerolles subsistent mais sans risque de reprise. Les secours quittent les lieux vers 11 h.

Le feu serait parti d'une haie en bordure de la route avant de se propager au stock de pneus.



-  **N°37787 - 24/08/2009 - FRANCE - 76 - BERVILLE-SUR-SEINE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Dans un centre tri, stockage et traitement de déchets industriels non dangereux, un employé de 37 ans décède vers 11 h, écrasé par un engin de manutention alors qu'il se rendait de l'atelier de maintenance vers le magasin. L'accident s'est produit au niveau d'un hangar, à proximité d'un tas de stockage de matériaux.
-  **N°36704 - 16/08/2009 - FRANCE - 95 - BRUYERES-SUR-OISE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare vers 22 h sur un stock extérieur de 100 m³ de métaux et de caoutchouc dans une entreprise de récupération de matières métalliques. Les pompiers maîtrisent le sinistre après étalement du tas avec une grue de l'établissement. Aucune pollution des eaux n'est signalée. L'intervention des secours s'achève vers minuit.
-  **N°37421 - 12/08/2009 - FRANCE - 80 - HORNOY-LE-BOURG**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare vers 15 h dans le casier d'un centre de stockage de déchets non dangereux. Les employés et les pompiers maîtrisent l'incendie au bout d'1 h. Les 2 flancs contigus du casier sont endommagés. L'origine de l'incendie n'a pu être déterminée. A la suite de cet accident, l'exploitant améliore le système de vidéosurveillance par l'installation d'une caméra 360° reliée à l'accueil et au poste de garde et renforce le contrôle d'accès.
-  **N°37784 - 08/08/2009 - FRANCE - 76 - BERVILLE-SUR-SEINE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Le gardien d'un centre de déchets constate vers 11h15 un dégagement de fumées ("feu dormant") sur un tas de résidus de broyage automobile de 100 t et alerte les secours. Les pompiers, sur place à 12h30, étalent et arrosent le tas de déchets jusqu'à 15 h. La quantité brûlée est faible (quelques dizaines de kilos) et aucun dommage n'est à déplorer. Selon l'exploitant, le départ de feu serait dû aux températures élevées de la semaine précédente. L'inspection des installations classées, informée par le compte-rendu des secours, se rend sur place le 12/08/09. En raison des congés du mois d'août, un seul employé est sur le site, qui met en place d'une nouvelle machine. L'inspection constate que les stocks sont élevés, le site étant uniquement ouvert pour la réception de marchandise. Un procès verbal de contravention est dressé à l'exploitant pour non déclaration de l'incident. Celui-ci prévoit la vérification de la température des tas stockés lors des rondes du gardien la nuit et le week-end avec une sonde thermique.
-  **N°36673 - 04/08/2009 - FRANCE - 41 - SAINT-OUEN**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare vers 14h15 sur un stock extérieur de 60 t de cartons dans un centre de tri de déchets (DIB). Les pompiers utilisent 4 lances à débit variable pour limiter le risque de propagation à un stockage d'hydrocarbures conditionnés en bidons ; l'incendie détruit 1/3 du stock et provoque une importante fumée blanche. Le feu est circonscrit vers 16 h et le déblayage s'effectue avec 2 grues grappins de l'entreprise sous la protection de 2 lances à débit variable. Une société privée pompe les eaux d'extinction. Les opérations se terminent à 18 h.
-  **N°36624 - 26/07/2009 - FRANCE - 86 - INGRANDES**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare vers 17h dans un centre de tri de déchets non dangereux dans un stock extérieur de déchets non triés (20 t de papiers, cartons, plastique, bois et gravats) alors que le site est fermé (dimanche). Les secours alertés vers 17h15 et sur place en 20 minutes, utilisent 4 lances à débit variable dont 1 sur échelle pour éteindre l'incendie et protéger un stock de batteries. Le feu est circonscrit et le déblayage débute vers 19h30 à l'aide d'engins de l'exploitant. Les eaux d'extinction n'étant pas contenues et se déversant dans la VIENNE par un ru, les secours demandent l'obturation du réseau pluvial du site et informent la station de captage d'eau potable. Le déblayage dure toute la nuit et l'extinction totale de l'incendie est prévue pour la journée du 27/07. Les déchets liquides et solides sont envoyés dans des installations de traitement. Un pompier est incommodé au cours des opérations. Les dommages matériels sont estimés à 30 keuros. La cause de l'incendie pourrait être une fermentation de déchets ou un effet loupe (verre).
-  **N°36614 - 25/07/2009 - FRANCE - 39 - BEAUFORT**  
*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*  
 Dans un site de tri de déchets industriels, un feu se déclare vers 17h25 dans un conteneur métallique de 15 m³ stockant des bidons d'acides, des produits phytosanitaires provenant de déchetteries et des produits conditionnés en seau en attente de départ vers une filière d'élimination. Celui-ci est équipé d'un bac de rétention et d'un système d'extinction automatique. Les pompiers maîtrisent l'incendie à 19 h avec une lance à mousse par. Les mesures d'acide et de chlore effectuées par la cellule chimique des pompiers n'indiquent aucun risque de pollution sur le site. Le personnel récupère sous ARI les bidons incendiés pour les déposer dans une cuve étanche. Les eaux d'incendie sont collectées dans un bassin. Un acte de malveillance est suspecté.
-  **N°36589 - 16/07/2009 - FRANCE - 38 - VOREPPE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un incendie se déclare vers 21h30 dans un centre de tri de déchets non dangereux (DIB). Des matelas usagés utilisés par les conducteurs d'engins pour nettoyer les sols en fin d'exploitation prennent feu au sein du bâtiment de tri de déchets banals. L'alerte est donnée par les détecteurs automatiques qui déclenchent l'intervention directe des pompiers. La zone de tri est vide de tout autre déchets et les pompiers éteignent le feu avec de l'eau en 2 h. Les eaux d'extinction de l'incendie sont éliminées avec les déchets (matelas consumés) en centre d'élimination des déchets non dangereux. Il n'y a aucune conséquence sur l'environnement. L'exploitant attribue ce départ de feu à la température extérieure (36° mesurée sur le site) combinée au frottement des matelas sur le sol.

**N°36488 - 15/07/2009 - FRANCE - 38 - SALAISE-SUR-SANNE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une réaction chimique se produit vers 5h45 sur un stockage extérieur de 36 t de pastilles de dichloroisocyanurate de sodium (DCCNa) dans un centre de traitement de déchets dangereux. Un important panache de fumées composé principalement de vapeur d'eau et d'éléments de décomposition se dégage, poussé par un vent de 20 km/h ; 4 personnes sont incommodées. Des employés donnent l'alerte et le POI est déclenché. Les gendarmes interrompent la circulation et le personnel de 9 usines voisines est confiné ou évacué selon le site. Les pompiers mettent en place 2 rideaux d'eau et éteignent l'incendie vers 12h40 avec 4 lances canon à 2 000 l/min. Les mesures atmosphériques de chlore, acide chlorhydrique, dioxyde de soufre, acide cyanhydrique et ammoniac sont nulles à l'extérieur du centre. Les eaux d'extinction récupérées sur le site sont traitées par l'exploitant dans ses installations. L'inspection des installations classées, informée à 7h45, et le sous-préfet se rendent sur place. Les pastilles de DCCNa provenaient d'une société ayant subi un incendie le 02/07 (ARIA 36439) ; elles étaient stockées dans un camion proche de l'incendie et avaient été endommagées par les eaux d'extinction. Acheminées le 03/07, elles devaient être traitées rapidement mais lors du 1er essai de traitement, une réaction inattendue s'est produite. L'exploitant devait alors reconditionner les pastilles par petit lot pour les traiter mais cette opération a tardé. Ces pastilles sont restées stockées à l'extérieur et la pluie a provoqué une réaction chimique puis des flammes et le panache de fumée.

**N°36770 - 15/07/2009 - FRANCE - 13 - FOS-SUR-MER****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une brusque coupure d'électricité lors d'un orage, provoque l'arrêt le ventilateur de la ligne d'incinération d'une usine de traitement des déchets dangereux. Les sécurités s'enclenchent automatiquement : arrêt de l'injection des déchets dans le four, ouverture du clapet de sécurité de la post combustion et arrêt complet de l'unité. Par contre l'onduleur permettant la commande du variateur du ventilateur de la ligne s'est mis en défaut, rendant le ventilateur hors service et provoquant un important panache de fumées lors de l'ouverture du clapet de sécurité post combustion.

**N°36613 - 13/07/2009 - FRANCE - 69 - DECINES-CHARPIEU****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare dans un stock de balles de papier vers 15h30 dans un centre de tri de déchets non dangereux (DIB). Le détecteur de fumée situé au dessus de l'alvéole de stockage alerte le personnel sur place qui avertit le responsable de site. Les employés utilisent 2 robinets d'incendie armés (RIA) et un extincteur à eau diffusée pour stopper le sinistre pendant que le responsable alerte les pompiers et fait évacuer les véhicules et le personnel de l'ensemble des locaux. Les secours arrivent à 15h40 et maîtrisent l'incendie avec de l'eau et de la mousse à 16h15. Les 40 balles de papier concernées (2 t) sont déplacées à l'extérieur à l'aide de 2 chariots élévateurs. Les eaux d'extinction sont confinées dans le bâtiment et pour partie absorbées par les balles de papier. L'ensemble des résidus est évacué en centre d'enfouissement. L'exploitant met en place une surveillance du site par une société privée du 13/07 à 18 h au 15/07 à 8 h.

**N°36548 - 12/07/2009 - FRANCE - 68 - FELDKIRCH****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 9h30 dans un bâtiment de 4 000 m<sup>2</sup> d'une usine de recyclage de pneus. Un important panache de fumée noire est visible à plusieurs kilomètres. Les gendarmes donnent l'alerte puis interrompent la circulation. Une centaine de pompiers empêche la propagation du feu aux entreprises voisines et éteint l'incendie avec 6 lances. Les eaux d'extinction sont collectées sauf celles qui ont ruisselé sur la toiture avant qu'elle ne s'écroule. Le bâtiment de transformation des pneumatiques en poudrette est détruit, ainsi qu'un local de chantier et un camion. Les zones de stockage et de préparation, ainsi que celles de stockage des produits finis sont épargnées. Comme d'habitude, les employés avaient vidé les machines en fin de production la veille au soir (samedi). La société installée depuis 1998 était en redressement judiciaire depuis le 19/05. L'entreprise de vidéo-surveillance a vu des flammes à côté d'un engin, au milieu d'un couloir mais selon l'inspection des IC, l'incendie ne se serait pas déclaré au niveau des machines qui étaient équipées de dispositifs anti-incendie. Une enquête est effectuée par la gendarmerie notamment à l'aide des vidéos enregistrées par les caméras de contrôle mises sous scellés. A la suite de la visite de l'inspection des IC, un arrêté de mesures d'urgence est pris le 15/07 portant sur l'évaluation des conséquences de l'incendie et plus particulièrement sur la recherche d'éléments polluants de retombées des fumées au sol, le contrôle de la qualité des eaux d'extinction confinées au droit du site et leur modalité d'élimination, le contrôle de la qualité des eaux rejetées et la modification de la fréquence de surveillance de la qualité des eaux souterraines (de semestrielle à mensuelle). L'exploitant s'est également vu rappelé par courrier préfectoral du 15/07 ses obligations concernant la mise en sécurité du site et la nécessité de maintenir la continuité des prescriptions imposées par arrêté préfectoral du 29/04/08 notamment l'arrosage des stockages, la surveillance du site. Une 2ème visite d'inspection le 24/07 permet notamment de constater qu'une équipe de surveillance est présente sur le site 24h/24 avec une ronde toutes les 30/45 min, un départ de feu résiduel étant possible (fumées le 20/07 ayant nécessité l'intervention des secours). Les stocks de matières finies (big bag) sont progressivement évacués, ceux de matières secondaires (fibre) sont éliminés en cimenterie. L'entreprise fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire en date du 4/08 avec cessation d'activité immédiate. Cependant, aucun mémoire de cessation d'activité ni les mesures de mises en sécurité du site n'ont été joints à la notification de cessation d'activité. Un projet d'arrêté de mise en demeure est donc rédigé et communiqué au mandataire judiciaire. Il s'agit de s'assurer que les mesures d'urgence seront suivies par le liquidateur judiciaire.

**N°36443 - 04/07/2009 - FRANCE - 76 - YVETOT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 23h45 dans un centre de tri de déchets de 25 000 m<sup>2</sup> stockant 325 t de cartons, 773 t de papiers, 95 t de plastiques, des DIB (déchets industriels banals) en bennes, des balles de lin et comprenant un hangar de 3 000 m<sup>2</sup> abritant les lignes de tri. L'incendie se propage à une habitation voisine. Les secours évacuent 30 personnes et interrompent la circulation. Ils rencontrent des difficultés pour l'alimentation en eau car le niveau est bas dans les 3 châteaux d'eau proches. Les secours arrosent le stock de déchets avec 12 lances à débit variable, 2 lances canon et 2 lances à mousse et déblaient les lieux jusqu'au 10/07 ; 1 pompier se tord la cheville et 3 employés sont intoxiqués. Les eaux d'extinction sont récupérées dans un bassin de rétention. Le hangar est détruit ainsi que les lignes de tri, presses à papier, chargeuses, tapis d'alimentation et stock de papier qu'il contenait ; des remorques, des balayeuses, une partie de la bêche du bassin de rétention des eaux et des déchets sont brûlés ; une maison est endommagée. L'activité du centre (tri, conditionnement et stockage) est détournée sur d'autres sites concurrents. L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral de mesure d'urgence prescrivant à l'exploitant de procéder à des prélèvements d'échantillons de sols et végétaux afin de déterminer d'éventuels impacts sanitaires. Une flammèche qui aurait embrasé un stockage de lin serait à l'origine de l'incendie.

**N°36382 - 29/06/2009 - FRANCE - 72 - LE MANS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

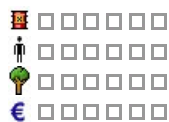
Un feu se déclare vers 16h30 sur un stock de 650 t de papiers et plastiques répartis sur 50 m de long et 4 m de haut, dans un centre de tri de déchets. La police dévie la circulation et le trafic ferroviaire est interrompu. Les secours éteignent l'incendie avec 4 lances à débit variable ; 1 pompier victime d'un coup de chaleur est transporté à l'hôpital.

**N°36255 - 07/06/2009 - FRANCE - 974 - LE PORT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 12h15 dans une centre de tri de déchets non dangereux. L'incendie se propage rapidement sous des vents défavorables. Les pompiers rencontrent des difficultés pour accéder aux points d'eau (éloignés du site) et au bâtiment (verrouillé, rayonnement important). Ils utilisent une tracto-pelle pour créer les ouvertures. Une importante fumée noire et des particules en suspension se propagent sur le quartier résidentiel voisin. Les bâtiments menacent de s'effondrer, deux foyers subsistent toute la journée sur 200 m<sup>2</sup> ; des rondes de nuit sont réalisées. Les pompiers refroidissent la zone et déclarent le feu éteint le surlendemain à 5 h, après quelques reprises de foyers localisés, rapidement déblayés. Les 5 000 m<sup>2</sup> du site sont entièrement détruits. Le montant du sinistre s'élève à 11 millions d'euros. Les employés ne sont pas en chômage technique. Les activités de collecte, tri et traitement sont délocalisées sur d'autres sites ou entreprises.

**N°37016 - 03/06/2009 - FRANCE - 76 - BERVILLE-SUR-SEINE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de tri de déchets industriels banals (DIB), un début d'incendie se déclare sur une machine de tri automatique. L'origine de cet incendie est un arc électrique au niveau du câble d'alimentation de la cabane de tri.

**N°36237 - 02/06/2009 - FRANCE - 67 - ERSTEIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans un tas de résidus de broyage de pneumatiques constitués à 97% de fils d'acier et 3% de gomme, situé dans l'enceinte d'une entreprise de récupération. Les secours sont alertés à 6 h par le personnel qui découvre l'incendie. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec d'importants moyens en eau. Cinq jours plus tard, une reprise de feu se produit qui ne peut être circonscrite par les pompiers ; l'incendie est finalement éteint le 10 juin vers 17 h par recouvrement du tas de résidus avec des matériaux terreux. Aucun blessé n'est à déplorer ; les dégâts matériels sont limités, seule la dalle de béton du stockage semble avoir été endommagée. L'origine de l'accident est inconnue ; l'hypothèse d'une incompatibilité entre résidus de fer et des résidus d'aluminium est évoquée. L'inspection des installations classées propose au préfet un arrêté de mise en demeure.

**N°37712 - 02/06/2009 - FRANCE - 37 - REIGNAC-SUR-INDRE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 20h10 sur un stockage de 1 000 m<sup>2</sup> de pneumatiques dans un centre de broyage, dégageant une épaisse fumée noire visible à plus de 30 km. Les pompiers, équipés d'ARI, protègent un bâtiment voisin situé à une quinzaine de mètres. Les résultats des prélèvements atmosphériques les conduiront à confiner une vingtaine de personnes à leur domicile. Les secours installent des boudins obturateurs autour du site pour éviter une pollution du réseau d'eau pluviale et éteignent l'incendie vers 1 h le lendemain avec 7 lances à eau dont l'une sur échelle et une lance à mousse. Ils noient puis déblaient les lieux avec des engins de travaux publics jusqu'à 3 h.

**N°36143 - 18/05/2009 - FRANCE - 30 - LEDENON****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 22 h sur un stock de 200 t de ferrailles à broyer (FAB) dans une entreprise de recyclage de matières métalliques ; les installations étaient à l'arrêt depuis 16h30. Les secours sont alertés par un témoin. Le trafic marchandises sur la voie ferrée qui longe le site est interrompu. La cinquantaine de pompiers mobilisés maîtrise le sinistre vers 3 h aidée par du personnel de l'entreprise qui déplace les ferrailles avec une grue et une chargeuse ; une surveillance est maintenue sur le site durant le reste de la nuit. Les eaux d'extinction se sont écoulées dans les fossés. L'intervention des secours s'achève vers 7 h. Pour prévenir toute reprise de feu, les ferrailles sont broyées le lendemain de l'incendie. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant un rapport d'accident et les mesures prises ou envisagées pour réduire la probabilité d'un tel événement et le cas échéant pour en limiter les effets.



**N°36116 - 24/04/2009 - FRANCE - 95 - BERNES-SUR-OISE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 13h30 sur un stock de 500 m³ de déchets métalliques et plastiques dans une entreprise de récupération de métaux en cours de régularisation administrative. L'incendie émet une importante fumée visible à plusieurs kilomètres. Le trafic sur la ligne ferroviaire voisine et son alimentation électrique sont interrompus et un service par cars est mis en place pour les usagers. L'accès à une entreprise de transports de voyageurs voisine du site est également interdit. La centaine de pompiers mobilisés met en oeuvre 5 grandes lances, un canon à mousse pour combattre l'incendie et utilise une grue de l'entreprise pour déplacer les ferrailles et atteindre les foyers ; le sinistre est maîtrisé vers 18 h. La circulation ferroviaire est rétablie à 19h32. Les eaux d'extinction se sont infiltrées dans le sol non-imperméabilisé ; aucun écoulement dans l'Oise n'a été signalé. L'enquête de l'inspection des installations classées révèle la présence sur le site de déchets d'équipements électriques et électroniques ainsi que de véhicules hors d'usage, déchets non-prévus dans le dossier de demande d'autorisation en cours ; l'inspection constate les faits. Par arrêté du 22 mai 2009, le préfet du Val d'Oise prescrit la suspension de l'activité de récupération de déchets de métaux jusqu'à la décision relative à la demande de régularisation administrative déposée par l'exploitant, l'évacuation des déchets du site et des analyses de sols pour estimer l'éventuel impact de l'infiltration des eaux d'extinction. La gendarmerie effectue une enquête pour déterminer les causes de l'accident ; selon l'exploitant un acte de malveillance (jet d'un "cocktail Molotov" par un passant) serait à l'origine du sinistre.

**N°36109 - 18/04/2009 - FRANCE - 22 - PLOUVARA****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15 h au niveau de l'atelier de broyage des farines d'une usine d'équarrissage de 4 600 m². Les 5 employés présents évacuent le bâtiment et alertent les secours. Un important panache de fumée noire est visible à plusieurs kilomètres. L'alimentation électrique générale de l'usine est coupée à 16 h et elle est rétablie à 18h15, seulement au niveau de la station d'épuration. Les pompiers protègent le silo à graisse ainsi que le stockage de produits chimiques et éteignent l'incendie vers 19h20 avec 6 lances dont 1 sur échelle. Ils surveillent les lieux toute la nuit. L'exploitant publie un communiqué de presse. Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées sur le site en lagune de confinement de 1 500 m³. L'alimentation de la station de traitement basse passant par l'usine ne peut plus se faire, causant une perte de capacité d'épuration. Les dommages matériels sur les structures et les équipements sont importants. Le sinistre s'est propagé par la couverture en panneaux sandwich, les gaines électriques et le blindage en plastique. Le fonctionnement du site est interrompu mais les employés ne sont pas en chômage technique ; les animaux collectés sont envoyés vers d'autres sites du groupe. Selon l'exploitant l'incendie pourrait avoir pour origine l'inflammation des farines en suspension dans l'enceinte du broyeur et du filtre par des gerbes d'étincelles provoquées, très certainement, par la présence d'un corps métallique.

**N°36432 - 10/04/2009 - FRANCE - 14 - ROCQUANCOURT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un dégagement de fumée est observé par la société de gardiennage vers 23h30 sur un stock de 400 t de résidus de broyage dans un centre de tri de déchets. Sur place à 23h55, les secours maîtrisent le sinistre en 5 min.

**N°36065 - 06/04/2009 - FRANCE - 62 - BRUAY-LA-BUISSIÈRE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans la nuit dans un bâtiment de 1 000 m² stockant divers matériels de récupération ; le gardien alerte les secours à 6 h. Les pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances dont 1 sur échelle vers 7h40. Un stock de textile est brûlé et la toiture est détruite. L'activité du site reprend dans la matinée.

**N°36129 - 04/04/2009 - FRANCE - 39 - BEAUFORT****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de tri et de regroupement de déchets industriels, un feu se déclare vers 7h30 dans un hangar de 1 000 m² servant de stockage d'emballages vides souillés en attente d'expédition sur des installations d'élimination. Une épaisse fumée noire est émise ; 5 lances dont 3 à mousse sont mises en place par les secours. La structure de confinement du bâtiment et les systèmes d'extinction automatique empêchent la propagation du sinistre aux autres parties du site. Jusqu'à 13 h, heure de fin d'intervention, un périmètre de sécurité est mis en place autour du site. Aucune pollution atmosphérique n'est constatée. Collectées dans des bassins prévus à cet effet, les eaux d'extinction sont ensuite pompées par une société spécialisée. La police effectue une enquête.

**N°35996 - 18/03/2009 - FRANCE - 38 - CHASSE-SUR-RHONE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Lors du dépotage d'un conteneur de 800 litres dans un bac en liaison avec un réacteur, une réaction chimique se produit vers 10h45 dans un centre de traitement de déchets dangereux. Le conteneur est acheminé vers le bac de dépotage par chariot élévateur, puis le réactif contenu dans celui-ci est vidangé dans le bac. Un panache de fumée blanche à forte odeur de javel se forme 15 secondes après le début de l'opération. 9 employés sont intoxiqués, 6 d'entre eux sont placés sous oxygène, 3 sont légèrement incommodés. Afin d'arrêter la réaction, le bac est arrosé abondamment et le réactif est intégralement transféré dans le réacteur. Les services de secours procèdent à des mesures de concentrations en chlore qui s'avèrent négatives. Des eaux d'incendie légèrement cyanurées provenant d'une usine de valorisation des métaux sont en cours de traitement dans l'unité. Pour cela un oxydant fort est nécessaire. Lors de l'accident le réactif introduit est du chlorite de sodium. Ce réactif est en outre un déchet. Avant l'opération de dépotage, le bac a été lavé. Les circonstances de l'accident ne sont pas connues. La réaction qui a provoqué le nuage de vapeur d'eau et de chlore ne peut se faire qu'en présence d'un réducteur. Des investigations complémentaires sont menées par l'exploitant pour déterminer les causes de l'accident.

**N°35991 - 02/03/2009 - FRANCE - 971 - BAIE-MAHAULT****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 2 h sur un stockage de 1 500 m<sup>2</sup> de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) dans une usine d'incinération. Les pompiers protègent l'incinérateur et éteignent l'incendie. Sur les 500 t de déchets, 250 sont brûlés. Lors de l'incendie, l'incinérateur était à l'arrêt et aucun employé ne se trouvait sur les lieux. Les conditions de stockage (non autorisé) des DASRI sur le site avaient fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 28/12/07. Les services de l'inspection des installations classées proposent un arrêté préfectoral imposant les mesures d'urgence suivantes : la mise en sécurité du site, l'évacuation des déchets refroidis issus de l'incinération des DASRI vers des installations autorisées et la réalisation d'une étude de remise en état du site basée sur un diagnostic des sources de pollution.

**N°35969 - 02/03/2009 - FRANCE - 54 - TOUL****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de récupération des déchets triés, le bassin de rétention des boues résiduelles de l'installation de compostage déborde et se déverse dans le LONGEAU. Les services de l'environnement constatent une pollution du ruisseau sur 500 m. L'alimentation en eau potable des communes avoisinantes n'est pas impactée et aucune mortalité de la faune aquatique n'est constatée. Un élu s'est rendu sur place.

**N°35916 - 28/02/2009 - FRANCE - 59 - ROSENDAEL****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Les salariés d'une déchetterie découvrent des boîtes d'acide picrique et des cartouches de fusées de détresse dans un conteneur de déchets. L'exploitant demande l'intervention d'une équipe de démineurs de la sécurité civile pour neutraliser les produits.

**N°35917 - 27/02/2009 - FRANCE - 73 - AIGUEBELLE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

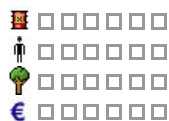
Un feu se déclare vers 21 h au niveau d'une cuve d'électrolyse à l'arrêt dans une installation de valorisation des déchets à forte teneur en zinc de 2 700 m<sup>2</sup>. Suite au déclenchement d'une alarme en salle de supervision, un opérateur se rend dans l'atelier et constate un début d'incendie avec des flammes jaunes en partie basse de la cuve. Les moyens à disposition (extincteurs) ne permettent pas de maîtriser le feu et l'incendie se propage aux autres équipements par les canalisations, cuves, gaines et chemins de câbles. Les secours sont alertés. Le personnel et les habitations proches sont évacués. Une cuve de soude de 4 000 l explose sous l'effet de la chaleur et les projections blessent 2 pompiers ; 1 autre se blesse à la cheville. Plusieurs bouteilles de GPL de 13 kg utilisées pour l'alimentation des chariots de manutention explosent également. Les secours rencontrent des difficultés d'approvisionnement en eau et la structure métallique du bâtiment rend difficile la progression des pompiers. Les eaux d'extinction sont confinées dans les rétentions. Les secours maîtrisent l'incendie vers 3 h avec 8 lances dont 1 à mousse, du sable et de la poudre ; ils dégarnissent la toiture de la partie administrative et déblaient les lieux. Les pompiers mesurent les polluants dans l'air mais ne relèvent pas d'anomalies. Un élu et le sous-préfet se rendent sur place. La toiture du bâtiment est effondrée et l'outil de production est détruit. La circulation a été interrompue pendant 5 h. Les services de l'inspections des installations classées, avertis quatre jours après, se rendent sur place et demandent un traitement rapide des déchets liquides et solides. Les boues d'hydroxydes et les bains usés seront éliminés en décharge et les eaux d'extinction seront pompées et éliminées dans une installation de traitement adaptée ou rejetées en milieu naturel après traitement par une unité mobile. L'exploitant doit également évacuer les 3 cuves de 4 m<sup>3</sup> de propane, les bouteilles de gaz présentes et veiller au bon état de la clôture pour éviter les intrusions. Une campagne d'analyse des eaux souterraines doit être effectuée pour déterminer un impact éventuel qui pourrait être dû à des infiltrations causées par des défauts d'étanchéité des rétentions. L'enquête menée par l'exploitant montre que l'incendie est du l'échauffement de la poudre de zinc par un phénomène d'oxydation, du à la conjonction des dysfonctionnements suivants : - Défaillance de la pompe de la cuve d'électrolyse, empêchant le pompage de son contenu d'où l'accumulation de zinc en point bas ; - Bouchage de l'évacuation inférieure de la cuve par de la poudre de zinc imprégnée de soude, en raison de coudes et de rétrécissements de la canalisation qui empêchent tout ramonage mécanique du bouchon ; - Circulation forcée d'air dans le bouchon, due à l'aspiration du ciel de la cuve de réception située au niveau inférieur ; Cette échauffement n'a pas été maîtrisé car le système d'injection d'eau dans la cuve avait été arrêté préventivement pour une intervention, et n'a pas été remis en service par l'opérateurs de l'atelier fuyant le début d'incendie. Il provoque alors l'inflammation de la canalisation bouchée en polypropylène qui se propage, faute de dispositifs coupe-feu, à l'ensemble du site via les autres canalisations en polypropylène des différents ateliers. L'exploitant met en place les mesures suivantes : écoulement rectiligne vertical de la cuve d'électrolyse vers celle d'évacuation, isolement du local électrolyse et stockage poudre de zinc avec des murs coupe feu 1h ou 2h, système coupe feu de la traversée cuves "électrolyse" - cuves "évacuation inférieure" (vanne motorisée à manchon inox), systèmes limitant la propagation du feu dans les canalisations du site (vannes motorisées en position fermée par défaut), stockage des produits inflammables (palettes, cuves et bouteilles de gaz) à l'extérieur du bâtiment principal.

**N°35747 - 14/01/2009 - FRANCE - 94 - BONNEUIL-SUR-MARNE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 1 h sur un tas de ferrailles de 4 000 m<sup>3</sup> dans une entreprise de broyage de déchets métalliques. Les 65 pompiers mobilisés provenant de 8 casernes, maîtrisent le sinistre avec 6 lances à débit variable de 500 l/min dont 2 sur échelle et une lance canon à mousse. L'intervention des secours s'achève vers 6h30. Un incendie similaire s'était déjà produit sur ce site 15 jours auparavant (ARIA n° 35702).

**N°35718 - 10/01/2009 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Vers 14 h, un feu se déclare dans un centre de tri d'emballages ménagers de 500 m<sup>2</sup>, au niveau du tapis roulant de l'atelier spécialisé dans le recyclage des matières plastiques, cartons et papiers. La préfecture, l'inspection des installations classées et la municipalité sont informées. Les pompiers éteignent l'incendie vers 15 h avec 6 lances puis déblaient les lieux. Plusieurs machines, 1 tapis roulant et 100 m<sup>2</sup> d'atelier sont endommagés. Aucun blessé n'est à déplorer et les employés ne sont pas en chômage technique.

**N°35702 - 01/01/2009 - FRANCE - 94 - BONNEUIL-SUR-MARNE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 15 h sur un tas de ferrailles de 6 000 m<sup>3</sup> dans une entreprise de broyage de déchets métalliques. La circulation est interrompue sur la route voisine durant l'intervention des secours. Les 90 pompiers mobilisés provenant de 7 casernes, maîtrisent le sinistre avec 9 lances dont 2 lances canon à mousse. L'incendie est éteint vers 20h30. Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site. Le maire s'est rendu sur les lieux. Aucune mesure de chômage technique n'est prévue.

**N°36049 - 23/12/2008 - FRANCE - 80 - VILLERS-BRETONNEUX***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans un centre de traitement et d'élimination de déchets dangereux, une réaction exothermique se produit à 15 h dans une caisse contenant des flacons de produits domestiques en attente d'évacuation vers une filière d'élimination externe. L'opération consiste à déconditionner des flacons réceptionnés en cartons pour assurer une livraison en vrac. L'alerte est donnée et les personnes présentes sur le site rejoignent le point de rassemblement. Les services de secours interviennent tardivement en raison d'une erreur de route pour accéder au site. Le contenu de la cuve est déchargé sur le sol, étalé puis arrosé. Les eaux d'extinction incendie sont pompées et traitées dans l'unité de vapo-incinération du site.

**N°35592 - 22/12/2008 - FRANCE - 85 - GIVRAND***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans un centre de tri de déchets non dangereux, 2 kg d'une poudre bleutée irritante sont découverts vers 10h50 ; 8 employés souffrent d'irritations et maux de tête, 1 de vomissements et 2 gendarmes sont pris de quintes de toux. La substance qui provient d'une bouteille en plastique de 2 l cassée, est répandue sur 60 m sur une chaîne de tri. Un périmètre de sécurité est mis en place, l'accès au centre de tri est fermé et l'énergie est coupée. La matière isolée dans une benne bâchée sera analysée. Les services sanitaires sont prévenus. En retour, le laboratoire informe les secours vers 0h30 : le produit est du sulfate d'ammonium ferreux.

**N°35865 - 19/12/2008 - FRANCE - 54 - NANCY***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une entreprise de récupération de déchets métalliques (sauf véhicules hors d'usage), un feu se déclare vers 22h15 sur un bac plastique de 1 m<sup>3</sup> contenant des poussières d'acier inoxydable (meulures de découpe au laser) à la suite d'un phénomène d'auto-échauffement. L'incendie qui s'est propagé à 3 autres conteneurs en plastique de 1 m<sup>3</sup>, est maîtrisé par les pompiers en 1 h. L'exploitant prévoit de stocker dorénavant les meulures d'inox dans des capacités métalliques.

**N°36058 - 19/12/2008 - FRANCE - 60 - CLAIROIX***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Une explosion se produit vers 17h30 dans un broyeur de véhicules hors d'usages (VHU) en fonctionnement d'une entreprise de recyclage de matières métalliques. Une bavette de protection en caoutchouc est projetée et traverse le toit d'une habitation située à 100 m du site d'exploitation ; aucun blessé n'est à déplorer. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant ses obligations en matière de déclaration d'accident et lui demande un rapport sur les causes et circonstances ainsi que les mesures prises pour réduire la probabilité de renouvellement d'un tel événement.

**N°35695 - 29/11/2008 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 14h30 sur un stock de polyéthylène dans l'enceinte d'une entreprise spécialisée dans le recyclage des vieux papiers et plastiques. Une importante colonne de fumée noire est visible des kilomètres à la ronde. A l'arrivée des pompiers, un stock de 400 m<sup>3</sup> de matières plastiques conditionné et prêt à être expédié est en feu sur 200 m<sup>2</sup>. Ce stockage se trouve en extérieur, à côté d'un hangar. Les secours éteignent l'incendie à l'aide de 7 lances après 2 h d'intervention. Pour éviter une pollution du réseau d'assainissement de l'agglomération, l'eau déversée pendant l'intervention est recueillie avant d'être stockée dans le réseau de canalisations faisant office de rétention de l'entreprise. Une surveillance est maintenue toute la nuit pour éviter la reprise du feu. L'exploitant recherche l'origine du sinistre qui n'a causé que des dégâts matériels. L'entreprise avait connu un accident similaire début mai 2007 (ARIA 33496).



**N°35483 - 27/11/2008 - FRANCE - 87 - LIMOGES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

En fin d'après-midi, un portique de détection de radioactivité se déclenche dans un centre de tri de déchets non dangereux lors du passage d'un chargement d'encombrants provenant d'une déchetterie. La société réalise une mesure le lundi 30/11 et constate une radioactivité de 9 000 c/s. L'exploitant informe le lendemain l'inspection des IC qui se rend sur place, puis les pompiers. La source est isolée et placée dans un conteneur hermétique ; il s'agit d'un sac contenant des matières minérales. Les secours mettent en place un périmètre de sécurité de 10 m. Après avoir effectué plusieurs mesures de radioactivité, les pompiers précisent que la zone est sans danger. Une entreprise spécialisée prend en charge le sac dans la soirée.

**N°35435 - 06/11/2008 - FRANCE - 38 - CHASSE-SUR-RHONE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 18h50 dans un centre de traitement de déchets dangereux. La chaleur émise rompt un fil fusible au dessus du rayonnage de produits comburants du bâtiment de stockage, déclenchant une alarme reportée en salle de contrôle. Les opérateurs et un cadre maîtrisent les flammes en quelques minutes à l'aide des extincteurs à mousse. L'exploitant alerte cependant services de secours, compte-tenu notamment de la présence dans la cellule de matières diverses provenant de déchetteries : conteneurs de javel, boues d'hydroxydes neutres, solutions acides, eau oxygénée et big bag de granulés plastiques au dessus de la caisse contenant des galets. Les 5 personnes présentes lors des faits sont légèrement intoxiquées ; 2 d'entre elles se rendent à l'hôpital par leurs propres moyens et en ressortent rapidement après une radio des poumons. Le site avait reçu la veille une caisse en plastique de 400 l contenant des matières comburantes collectées dans des déchetteries. Cette caisse contenait des bidons de chlorate de soude soigneusement rangés, qui masquait complètement la présence en fond de caisse de quelques galets d'acide trichloroisocyanurique (TCCN) utilisés pour traiter les eaux des piscines. L'enquête menée par l'exploitant montre que les emballages des galets n'étant pas étanches, des débris d'acide TCCN seraient entrés en contact avec un agent réducteur (chiffon imbibé de graisse...). Une réaction d'oxydo-réduction aurait alors démarré lentement, provoquant une montée en température progressive jusqu'à atteindre le point d'auto-inflammation du plastique de la caisse (400 °C). L'accident résulte d'une absence du contrôle visuel du contenu du fond de la caisse par l'employé en charge des déchets entrants, mais la procédure de contrôle en vigueur ne prévoyait pas de vider la caisse. Le risque de réaction exothermique avec des galets de TCCN n'apparaît pas dans l'étude des dangers du site, alors que ceux ci sont régulièrement reçus pour destruction. L'exploitant révisé sa procédure de réception des galets et en interdit le stockage le week end. Ceux ci étant par ailleurs une source de nombreux accidents sur le site, l'exploitant établit aussi un logigramme pour formaliser leur réception et leur traitement.

**N°35408 - 29/10/2008 - FRANCE - 82 - MONTAUBAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare, dans la nuit, au cœur d'un stockage de 10 000 m<sup>3</sup> (100 x 50 m sur 2 m de haut) de copeaux de pneus dans l'enceinte d'une usine spécialisée dans le conditionnement des pneus. Vers 1 h, les pompiers interviennent en utilisant la réserve d'eau de l'entreprise pour empêcher la propagation du sinistre et éviter tout risque de pollution. L'incendie génère des fumées abondantes. Les secours réalisent une percée pour atteindre le cœur de l'incendie, situé au fond du stock de copeaux. La CMIC se rend sur place pour effectuer des mesures de toxicité qui s'avèrent négatives. Vers 8h15, les pompiers effectuent une reconnaissance avec une caméra thermique et des relevés sont prévus toutes les 4 h. Vers 15h30, un point chaud est localisé. Les secours font appel à des engins de chantier pour étaler les copeaux de pneus déchiquetés. Leur intervention durera 3 jours et une surveillance sera maintenue encore les 2 jours suivants (week-end). L'exploitant estime à 1 000 t la quantité de pneus brûlés et évacués pour un coût de 100 000 euros. Les 2 000 m<sup>3</sup> de réserves d'eau de l'entreprise ont été utilisés pour maîtriser le foyer. Aucun chômage technique n'est envisagé. L'exploitant informe l'inspection des installations classées. Les services de police effectuent une enquête pour déterminer l'origine exacte du feu qui intervient quelques jours après une manifestation de riverains. Depuis plusieurs mois, une association de riverains multiplie les démarches pour lutter contre les nuisances et autres pollutions dont ses membres assurent être les victimes.

**N°35403 - 27/10/2008 - FRANCE - 55 - DOMMARY-BARONCOURT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 21h20, un feu se déclare dans un box contenant 10 m<sup>3</sup> d'emballages broyés et imbibés de solvants, dans un centre de tri de déchets de 8 000 m<sup>2</sup> ; une épaisse fumée noire est émise. Les employés empêchent la propagation de l'incendie avec des moyens d'extinction ; ils étalent les tas de déchets avec un engin. Les pompiers arrosent ces tas et éteignent le feu avec 2 lances vers 0h30. Le personnel est examiné par les secours. Aucun percement de la toiture n'est constaté. Selon les gendarmes, des étincelles provoquées par le frottement d'une pelle mécanique sur le bitume seraient à l'origine de l'incendie.

**N°35380 - 24/10/2008 - FRANCE - 57 - FLORANGE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 14h30 sur un tas de ferrailles (épaves de véhicules, bouteilles de gaz vides...) dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables. Par précaution, l'exploitant de la ligne ferroviaire voisine est informé de l'accident. L'incendie émet une importante fumée et plusieurs explosions sourdes de faible importance sont perçues (bouteilles de gaz ?). Les secours sont confrontés à des difficultés d'alimentation en eau. Les pompiers mettent en œuvre 2 lances à débit variable et 2 lances canon de 2 000 l/min pour maîtriser le sinistre et utilisent une grue à grappin pour "faire la part du feu". L'incendie est éteint dans la soirée.

**N°35374 - 22/10/2008 - FRANCE - 59 - HALLUIN***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Vers 14h45, un feu se déclare au niveau d'un tapis roulant dans une usine de tri de déchets ménagers de 3 000 m<sup>2</sup> ; l'incendie se propage à la toiture. Les pompiers interviennent et protègent les bâtiments adjacents ainsi que la zone de stockage. La circulation est interrompue sur la route D 391 ; 2 élus se rendent sur place. Les eaux d'extinction sont contenues dans un bassin de rétention. Les services techniques de l'électricité isolent le transformateur et ceux du gaz coupent l'alimentation dans le bâtiment. En raison d'un vent sud-ouest de 25 km/h, les services compétents belges sont informés de l'accident. Les secours éteignent l'incendie vers 19h30 avec 9 lances dont 3 sur échelles et 1 lance canon. L'installation est presque entièrement détruite et ne fonctionnera pas pendant 1 an. Les 280 employés sont tous reclassés dans d'autres centres de tri. L'équipe de maintenance réalisait des travaux de soudure lorsqu'une étincelle a provoqué le feu.

**N°35640 - 22/10/2008 - FRANCE - 62 - MAZINGARBE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 18h30 sur un tas de ferrailles et d'appareils ménagers de 250 t dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables. L'incendie émet une importante fumée. Les pompiers doivent utiliser des camions dévidoirs et des motopompes en raison de l'éloignement de la ressource en eau d'extinction. Le sinistre est maîtrisé vers 21 h mais l'incendie n'est définitivement éteint que le lendemain en début de matinée. Aucune victime n'est à déplorer. La police effectue une enquête pour déterminer l'origine de l'accident.

**N°35303 - 04/10/2008 - FRANCE - 52 - SAINT-DIZIER***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 17h30 sur un stock de véhicules hors d'usage dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec 3 lances à débit variable et 1 lance à mousse, aidés par le personnel du site qui déplace les carcasses avec une grue. L'incendie est éteint vers 20h30, puis les secours résorbent les foyers résiduels. Selon la presse, l'incendie serait d'origine criminelle.

**N°35301 - 03/10/2008 - FRANCE - 38 - PONT-EVEQUE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Vers 18 h, une pollution est détectée sur la VEGA ; des résidus de lait se sont écoulés de briques stockées dans 5 bennes de 30 m<sup>3</sup> dans un centre de tri de déchets. Les bennes sont évacuées, sauf une placée sur une zone de rétention.

**N°38390 - 10/09/2008 - FRANCE - 01 - VIRIAT***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une usine d'équarrissage, une plaque de métal se coince dans une fosse où transitent les carcasses d'animaux. L'opération est surveillée par 2 employés qui décident de retirer la plaque. Alors qu'un employé va chercher une élingue, le 2ème tente de la retirer à la main. Travaillant sur le site depuis 18 ans, il est équipé d'un masque filtrant mais non isolant, ne dispose pas de détecteur de gaz et n'est pas attaché ; il chute dans la fosse. Les pompiers ne peuvent que constater le décès de l'opérateur, par intoxication au sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S). L'autopsie révèle une concentration en H<sub>2</sub>S dans le sang supérieure à 20 fois la dose létale. Dans son verdict du 10 décembre 2009, le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse reconnaît 2 responsables de l'entreprise coupables d'homicide involontaire et les condamne solidairement à une amende de 30 000 € dont 2/3 avec sursis. Il est apparu au cours du procès que l'entreprise n'avait pas élaboré de document de sécurité.

**N°35122 - 01/09/2008 - FRANCE - 87 - LIMOGES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un déversement d'huile de vidange pollue un site de décantation. Les secours mettent en place un barrage flottant anti-pollution pour contenir le volume d'huile puis la nappe est traitée par les services techniques de la ville. Une entreprise spécialisée intervient. Aucune pollution n'est constatée sur la VALOINE.

**N°35060 - 24/08/2008 - FRANCE - 93 - PIERREFITTE-SUR-SEINE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu d'origine criminelle se déclare vers 2 h dans un stockage extérieur de balles de papier dans un centre de tri de déchets constitué de 4 bâtiments de 22 000 m<sup>2</sup> et d'une zone de stockage de 5 000 m<sup>2</sup> à l'air libre. 2 autres stocks situés contre des hangars sont également en feu, et un quatrième foyer est découvert à l'intérieur du bâtiment principal de 10 000 m<sup>2</sup> une fois l'accès forcé. Les 3 foyers extérieurs menacent de se propager aux entrepôts, le foyer intérieur menace un immeuble de bureaux attenant. Peu après 4h, le feu est maîtrisé par les 300 pompiers engagés, il est éteint 2 jours après. La structure du hangar abritant le foyer intérieur a souffert, les autres dommages ont uniquement été causés aux façades ainsi qu'aux câbles d'alimentation électrique qui ont été détériorés. L'activité de l'usine est reprise 15 jours après le sinistre.

**N°35036 - 23/08/2008 - FRANCE - 62 - BILLY-BERCLAU****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un dégagement de fumées jaunes se produit vers 19h20 dans une entreprise de déchets triés, spécialisée dans le reconditionnement d'emballages plastiques (fûts et cuves en matière plastique), située dans une zone industrielle. L'inspection des installations classées signale qu'il s'agit de fumées d'oxydes d'azote accompagnées d'un dégagement de chaleur provoquant une montée en température jusqu'à 70 °C. L'incident provient d'un déversement de produits résiduels à base notamment de soude dans une cuve de 1 000 l contenant un fond d'acide malgré son nettoyage à l'eau (le volume total des liquides est de 400 l). Les secours fractionnent le contenu du liquide en plusieurs conteneurs et les refroidissent. L'opération se termine après 5 h d'intervention. Les liquides pollués sont contenus dans les bassins de rétention de l'établissement qui se charge de faire éliminer les déchets par une entreprise spécialisée. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport sur les circonstances de l'accident et entreprend, auprès de ses salariés, une formation de rappel sur les risques chimiques.

**N°35035 - 22/08/2008 - FRANCE - 42 - SAINT-CYPRIEN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine de recyclage de bois installée sur l'ancien site d'une entreprise de récupération de transformateurs électriques, un feu d'origine inconnue se déclare vers 4 h sur un stock de 2 000 m<sup>3</sup> de bois. Le gardien des lieux alerte les secours qui interviennent avec plusieurs lances. Un épais nuage de fumée est observé sur la commune. L'inspection des installations classées constate par ailleurs sur place que le bois dont le stock est supérieur à celui permis par la déclaration est susceptible d'avoir été pollué par des produits chimiques. Un arrêté d'urgence prescrit 7 jours plus tard des analyses des eaux souterraines sur le site et des sols des zones agricoles proches. Le 3/09, le vent réactive le feu couvant nécessitant une nouvelle intervention des secours. Le préfet prend alors plusieurs arrêtés : suspension d'activités, mesures d'urgence de nettoyage du site et d'élimination des déchets, ainsi que mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'entreprise. Trois mois seront finalement nécessaires pour éteindre l'incendie. Le 15/09, un organisme spécialisé installe des équipements de mesures de la qualité de l'air. Les analyses diffusées le 18/11 révèlent d'importantes émissions à l'atmosphère de dioxines et de polychlorobiphényles (PCB). Le 26/11, les services vétérinaires effectuent des prélèvements de lait dans une exploitation agricole voisine. Une contamination est révélée avec dépassements des valeurs limites réglementaires de commercialisation des denrées (règlement européen 1881/2006/CE) ; l'exploitation est placée sous séquestre. Progressivement, les investigations sont étendues de 1 à 2 km en mars 2009, puis à 5 km en avril. Le 25/05/2009, la zone de surveillance est étendue à 40 communes par arrêté préfectoral, puis à 42 communes en août 2009. En juillet 2009, un organisme spécialisé précisera que l'origine de la contamination des sols est difficile à déterminer au-delà d'un rayon de 2 km. Au total, 914 exploitations seront examinées. Des protocoles d'assainissement sont mis en place et 2 255 animaux seront abattus (bovins, ovins, porcins et équins). Les farines d'équarrissage sont brûlées dans une cimenterie locale, les graisses susceptibles de contenir des PCB sont traitées en Belgique. Près de 187 000 l de lait cru ont été éliminés. Les déchets générés lors du sinistre sont constitués pour l'essentiel des stocks de bois broyés et des boues issues du curage des terres. Le transport de ces déchets dans des filières spécialisées s'effectue entre le 10 et le 31/07/2009 ; 70 rotations de camions seront nécessaires pour évacuer 1 678 t de bois et 8,14 t de boues de curage. Un transport complémentaire est dédié aux équipements de protection individuelle pollués, ainsi qu'aux eaux et à la bache du bassin de nettoyage. Toutefois, 7 600 m<sup>3</sup> de terre polluées sont encore à évacuer du site. Compte tenu du montant des travaux de dépollution proche de 2 millions d'euros et du fait que le site de St Cyprien est désormais considéré comme un site à responsabilité défailante, l'entreprise ayant été mise en liquidation judiciaire le 23/07/2010, seule l'intervention d'un organisme public peut permettre d'en assurer la mise en sécurité et de proposer une gestion pérenne de la situation. En janvier 2011, 3 exploitations sont encore partiellement sous séquestre. L'agence française pour la sécurité sanitaire des aliments consultée à plusieurs reprises donne des mesures visant à limiter les risques de contamination dans la chaîne alimentaire. Les investigations (analyses comprises), la destruction des animaux et produits, ainsi que les indemnités sont évaluées à 4,5 millions d'euros fin janvier 2011. Le décret et l'arrêté du 19/06/09 (décret instituant une mesure d'indemnisation et fixant les modalités particulières de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration lors d'une contamination de produits agricoles) ont permis la prise en compte par l'État de l'incidence la plus lourde de la pollution : l'indemnisation correspondant à la destruction des animaux et des fourrages contaminés. En outre, l'article 26 de la loi de modernisation agricole du 27/07/10 instaure un fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA), qui remplace l'ex fonds national des calamités agricoles (FNGCA). Ce fonds a pour objet de participer au financement des dispositifs de gestion des aléas climatiques, sanitaires, phytosanitaires et environnementaux dans le secteur agricole.

**N°35033 - 19/08/2008 - FRANCE - 50 - ISIGNY-LE-BUAT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare à 16 h sur un tas de ferrailles broyées de 1 000 t dans une entreprise de recyclage de matières métalliques et carcasses de voitures. L'incendie émet une importante fumée noire ; 7 occupants de 4 pavillons riverains sont évacués, un garage automobile est fermé et les habitants sous le panache de fumée sur une distance d'1 km sont invités à rester confinés chez eux. Un périmètre de sécurité de 300 m est mis en place et la circulation sur la route aux abords de l'établissement est déviée. Les pompiers mettent en œuvre des lances à débit variable et 4 lance monitor, alimentées à partir de poteaux incendie et de la réserve d'eau d'extinction de 800 m<sup>3</sup> du site, pour maîtriser le sinistre ; le personnel de l'entreprise déblaie les ferrailles avec des pelles mécaniques pour "faire la part du feu". L'incendie est éteint le lendemain à 2 h puis une surveillance des lieux est mise en place pour lutter contre une éventuelle reprise du sinistre ; 2 pompiers intoxiqués par les fumées seront conduits à l'hôpital, ils en ressortiront dans la journée. L'intervention des secours s'achève à 10h30 ; 130 pompiers auront été mobilisés pour éteindre l'incendie. Le préfet demande à l'exploitant par arrêté d'urgence : un rapport sur l'origine, les causes et conséquences de l'accident ainsi que les mesures prises pour y parer et diminuer la probabilité de son renouvellement, la caractérisation des eaux d'extinction confinées dans le bassin d'orage, une campagne d'évaluation des retombées des polluants susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement lors de l'incendie et la réalisation de prélèvements de végétaux et de sols.



**N°35222 - 13/08/2008 - FRANCE - 45 - AMILLY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare vers 12h15 dans un centre de tri de déchets industriels banals (DIB) au niveau d'un stockage de déchets en attente de broyage. L'alerte est donnée par le gardien. Le personnel du site attaque le feu avec un extincteur, déplace le broyeur mobile et ferme les vannes du bassin d'orage. A l'arrivée des pompiers, le feu a atteint le stock de carton en balles mais n'a pas enflammé le bois (pourtant situé entre ces deux stocks). Le feu est maîtrisé vers 16 h en utilisant l'eau de la réserve incendie et une grue pour déplacer les stocks. Aucun blessé n'est à déplorer et les conséquences sur le site sont limitées à quelques plaques de béton à réparer. Les eaux d'incendie sont récupérées dans le bassin d'orage, elles seront traitées par une société spécialisée.

**N°34973 - 31/07/2008 - FRANCE - 13 - ROGNAC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Une violente explosion se produit vers 11h45 à l'intérieur de la chambre de post combustion d'un four d'une usine d'incinération de déchets industriels. L'installation en cause est composée d'un four, d'une chambre de post combustion et d'une chaudière. Ces trois éléments sont en liaison directe. Sous la violence de l'explosion les éléments de sécurité fonctionnent : ouverture des soupapes, déplacement de la face avant du four qui fait ainsi office d'évent. Cependant une trappe située en partie latérale de l'économiseur de la chaudière est arrachée et 3 ouvriers d'une entreprise extérieure sont brûlés dont un gravement. L'accident est dû au décrochage dans la chambre de post combustion d'un gros bloc de poussières porté à haute température. Celui-ci est tombé dans un garde-d'eau entraînant son évaporation brutale et une importante montée en pression interne.

**N°35116 - 31/07/2008 - FRANCE - 36 - CHATEAUROUX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 13h15, un incendie se déclare au niveau du tapis du convoyeur d'une presse à balles dans un centre de tri de déchets non dangereux. Le personnel présent met en œuvre les RIA implantés à proximité de l'installation, dans l'attente de l'arrivée des secours extérieurs. Les pompiers interviennent sur le site vers 13h30 et maîtrisent le sinistre vers 14 h. Aucun blessé n'est à déplorer lors de l'accident. Les eaux d'extinction sont collectées dans une fosse au niveau de la presse. Les conséquences matérielles se limitent à des dégâts mineurs sur l'installation. Des travaux de soudure, réalisés le matin même, au niveau du tapis d'approvisionnement de l'installation seraient à l'origine de l'accident. Ils avaient fait l'objet d'un permis de feu et le tapis avait été arrosé après les travaux. Toutefois, ces dispositions se sont avérées insuffisantes. A la suite de cet accident, l'exploitant prend les mesures suivantes : réparation du convoyeur, mise en place de dispositifs d'obturation des réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site et révision du POI de l'établissement (POI non déclenché lors de l'accident). Des compléments d'information ont été demandés par l'inspection des installations classées ainsi que la mise en place d'une consigne d'exploitation et de sécurité spécifique pour tous travaux sur la presse à balles et ses équipements.

**N°34978 - 30/07/2008 - FRANCE - 81 - COUFOULEUX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15h30 sur un stock de ferrailles de 150 m² et 6 m de haut dans une casse automobile. Les pompiers mettent en œuvre 2 lances à débit variable de 500 l/min et 1 lance canon pour maîtriser le sinistre et éviter la propagation de l'incendie à un bâtiment abritant des produits chimiques. L'intervention des secours s'achève vers 18h30.

**N°34967 - 25/07/2008 - FRANCE - 60 - BEAUVAIS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine de récupération de déchets triés, un feu se déclare à 1h50 dans un bâtiment de 8 000 m² abritant un stock de balles de papier et de plastique compressées. Le bâtiment est embrasé à l'arrivée des secours qui rencontrent des difficultés d'intervention : site enclavé dans le tissu urbain avec un seul accès depuis la voie publique, obligeant à traverser les propriétés voisines et escalader des murs d'enceinte pour acheminer les tuyaux d'eau, importants stocks encombrant les espaces libres entre les murs d'enceinte et les bâtiments constituant des obstacles à la progression des portes-lances, ainsi qu'un risque de chute des matériaux sur les personnels d'intervention. Après avoir forcé la porte d'entrée pour accéder sur les lieux, les pompiers maîtrisent le sinistre avec 12 lances après 5 h d'intervention. La police met en place une déviation pour éviter les abords de l'usine toute la journée. L'extinction des foyers résiduels se poursuit à 8 h avec 10 petites lances. Tout le stock de papiers et de plastiques a brûlé, de même que le bâtiment principal, 6 chariots élévateurs, 2 chargeurs et 2 grues. Les secours déblaient les lieux avec 2 pelles mécaniques et un secteur dépollution est mis en place pour stopper les rejets vers le THERAIN. L'inspection des IC se rend sur les lieux. Le lendemain à 8h45, la relève est effectuée, le déblai se poursuit jusqu'en fin de matinée avec extinction des derniers foyers au moyen de 2 lances. Une trentaine d'employés est mise en congés durant quelques jours. Un acte criminel pourrait être à l'origine du sinistre.

**N°34962 - 24/07/2008 - FRANCE - 67 - ERSTEIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 18 h dans un bâtiment de 3 000 m² d'une entreprise de récupération de matières métalliques située à 100 m d'un établissement classé SEVESO (seuil haut) et à 30 m d'une voie ferrée. Les secours maîtrisent le sinistre avec 6 lances après 2 h d'intervention ; 3 pompiers incommodés par la chaleur sont soignés sur place. 1 500 m² de bâtiment sont endommagés.

**N°34934 - 22/07/2008 - FRANCE - 62 - BILLY-BERCLAU***E38.32 - Récupération de déchets triés*

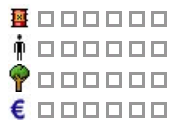
Dans une entreprise spécialisée dans le recyclage des textiles, la surchauffe d'une machine servant à compresser les tissus met le feu au bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup> vers 17h 25. L'atelier concerné est utilisé pour le conditionnement en balles de tissu en vrac. Une vingtaine de ballots de chiffons compressés de 500 kg chacun et une centaine de rouleaux de tissus sont brûlés ou hors d'usage. Neuf personnes, incommodées par les fumées, sont auscultées par les équipes médicales sur place mais ne sont pas hospitalisées. Le personnel arrose les flammes puis les pompiers, sous ARI en raison d'un dégagement de fumées très important et difficile à disperser du fait d'un dysfonctionnement du dispositif de désenfumage, éteignent les multiples foyers à l'aide de 4 lances. L'ensemble des installations touchées par le sinistre est abondamment arrosé pour prévenir tout nouveau départ de flammes. Aucun chômage technique n'est envisagé.

**N°34916 - 17/07/2008 - FRANCE - 13 - ARLES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 14h30 sur un tas de carcasses de véhicules de 800 m<sup>3</sup> dans une casse automobile. Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 lances à débit variable de 500 l/min ; un bâtiment de 100 m<sup>2</sup> à usage de bureau et 500 m<sup>3</sup> de ferrailles sont préservés des flammes. Le stockage étant en rétention, aucune pollution des eaux n'est constatée. L'intervention des secours s'achève vers 17h30.

**N°34874 - 15/07/2008 - FRANCE - 71 - MACON***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 14 h sur un tas de 60 m<sup>3</sup> de carcasses compactées dans une entreprise de récupération de matières métalliques. Les pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances à mousse et protègent des flammes un rack de 16 bouteilles d'oxygène et 2 bouteilles de propane. Aucun blessé n'est à déplorer.

**N°34857 - 13/07/2008 - FRANCE - 60 - CAUFFRY***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Vers 21 h, un feu se déclare sur de la ouate de cellulose dans les locaux d'une société spécialisée dans la récupération de déchets triés. Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 lances à débit variable. Le feu est éteint vers minuit. Aucun blessé n'est à déplorer et aucun chômage technique n'est envisagé.

**N°34860 - 10/07/2008 - FRANCE - 06 - CARROS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 20 h sur un tas de carcasses de véhicules à broyer de 600 m<sup>2</sup> dans une entreprise de recyclage de matières métalliques. L'alimentation en énergie du site est interrompue par les services de l'électricité. Les pompiers mettent en oeuvre 2 lances canon et 3 grosses lances pour maîtriser le sinistre et protéger des flammes une cuve d'huile de 1 000 l ; 3 employés incommodés par les fumées en essayant d'éteindre le feu avant l'arrivée des pompiers sont examinés par le service médical des secours. L'incendie est éteint vers 22h30 et une surveillance des lieux est mise en place pour le reste de la nuit. L'intervention des pompiers s'achève le lendemain à 6h30 après une dernière reconnaissance et une recherche de points chauds à la caméra thermique qui se révèle négative. Aucun chômage technique n'est prévu.

**N°34851 - 07/07/2008 - FRANCE - 84 - BOLLENE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un réservoir de la station de traitement des effluents d'une société de traitement de l'uranium d'un pôle nucléaire déborde vers 23 h dans sa cuve de rétention au cours d'une opération de nettoyage. Cette cuve, non réparée après avoir été endommagée lors de travaux 6 jours avant, cède le 08/07 vers 3 h et déverse sur le sol 20 m³ de solution uranifère, contenant 12 g/l d'uranium naturel. Ces effluents s'infiltrent dans le sol du site et rejoignent la GAFFIERE, puis le LAUZON, via le réseau des eaux pluviales. L'exploitant prévient l'inspection des installations nucléaires à 7 h seulement, met en place un plan de mesures et de surveillance de l'environnement, colmate la brèche du bassin de rétention, vidange la cuve qui a débordé, installe un barrage sur le canal d'évacuation des eaux pluviales avant de le nettoyer et fait décontaminer la zone polluée du site pour éviter une migration de l'uranium vers le sous-sol. A 16 h, la préfecture, informée par les autorités nucléaires d'un risque évalué faible pour la population, interdit par arrêté la consommation d'eau potable issue de captages privés sur les communes de Bollène, Lapalud et Lamotte du Rhône, l'irrigation agricole issue des rivières, les activités nautiques et la baignade sur les plans d'eau du TROP LONG, du BALTRAGES et DES GIRARDES, la pêche et la consommation dans LA GAFFIERE, l'AUZON, LA MAYRE GIRARDE et le lac du TROP LONG. Le 10/07, les prélèvements dans les cours d'eau montrent que la teneur en uranium est redevenue normale. Les dernières interdictions sont levées le 22/07. L'eau des forages privés des habitations non raccordées au réseau d'eau potable et situés sur la partie ouest de Bollène et à l'intérieur de la bande des 100 m de part et d'autre du LAUZON est cependant analysée. L'inspection des installations nucléaires se rend sur place et fait interrompre une partie de l'activité du site le 11/07 pour cause d'irrégularités dans l'exploitation : la mise en sécurité destinée à empêcher toute nouvelle pollution n'est pas complètement satisfaisante, le maintien du stockage d'effluents uranifères dans une rétention non conforme, les conditions d'exploitation lors de l'incident présentaient des irrégularités par rapport aux dispositions réglementaires, l'exploitant n'a informé les pouvoirs publics que le matin du 08/07. Des associations écologistes, des riverains et des mairies portent plainte contre l'exploitant pour "pollution des eaux". Le 17/06/2010, le parquet de Carpentras requiert 100 000 € d'amende, réduite à 40 000 € le 15/10/2010 par le Tribunal qui écarte l'accusation de pollution. Les analyses ultérieures menées par l'IRSN montrent que les teneurs en uranium de la nappe alluviale du site côté de Lapalud seraient d'origine naturelle, contrairement à celles relevées côté Bollène qui seraient liées à l'activité passée du site nucléaire. Saisie par les parties civiles, la cour d'appel de Nîmes reconnaît le 30/09/2011 l'exploitant coupable du délit de déversement de substances toxiques dans les eaux souterraines ayant entraîné une modification significative du régime normale d'alimentation des eaux. A ce titre, il est condamné à verser une amende de 300 k€, plus 20 k€ de dommages et intérêts à chacune des parties civiles et 10 k€ pour préjudice moral à une dizaine de riverains (privation d'usage d'un pompage souterrain ou perte de valeur de biens immobiliers).

**N°34794 - 02/07/2008 - FRANCE - 31 - MURET****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu suivi de 2 explosions se déclare vers 7 h dans une entreprise de valorisation de métaux précieux de 1 000 m². Le personnel de l'établissement est mis en sécurité. Les pompiers éteignent l'incendie avec 5 lances à débit variable puis ventilent les locaux. Le bâtiment est détruit sur 300 m² ; les eaux d'extinction sont contenues sur le site dans une rétention mais 50 kg de cyanure de potassium en poudre ont été dispersés dans l'atelier à la suite de l'explosion d'un réservoir de gaz. Un pompier victime de nausées et de vomissements est conduit à l'hôpital. Une intoxication par le KCN étant redoutée, 3 autres pompiers sont également examinés à l'hôpital. Les examens pratiqués révèlent une intoxication au CO du pompier pris de malaise mais aucune affection particulière pour les autres. L'atelier cyanure est bâché pour éviter des débordements en cas d'orage et des merlons en terre sont mis en place pour éviter un lessivage des sols par les eaux de ruissellement. Le lendemain, le contenu des différentes cuves (cyanure, acides ; eaux d'extinction) est pompé par une entreprise spécialisée ; l'intervention des secours s'achève à 16h30.

**N°34809 - 02/07/2008 - FRANCE - 71 - SAINT-MARCEL****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu émettant une abondante fumée noire se déclare vers 15 h sur un tas de ferrailles à broyer de 200 t, dans une entreprise de récupération de matières métalliques. Les 50 pompiers mobilisés, qui sont confrontés à un vent violent, mettent en oeuvre 3 lances à débit variable de 500 l/min et 2 lances canon pour maîtriser le sinistre et éviter la propagation des flammes à un stock de pare-chocs et à un dépôt d'huile. L'incendie est éteint vers 20 h et des rondes de surveillance sont effectuées au cours de la nuit. Durant l'intervention des secours, le personnel et les clients d'un magasin voisin (100 personnes) ont été évacués par précaution pendant 3 h. La circulation routière dans la rue adjacente a été interrompue, entraînant un arrêt de 4 h du trafic d'une ligne de transports urbains. Aucun blessé n'est à déplorer et l'outil de production n'a pas été endommagé. La majeure partie des eaux d'extinction a été recueillie dans le bassin de confinement de 100 m³ du site ; aucune pollution n'a été signalée. Selon l'exploitant, la présence de matières plastiques ou de résidus d'hydrocarbures (moteurs mal dépollués), associée aux fortes chaleurs estivales ou à une étincelle provoquée par le maniement des engins de l'établissement pourrait être à l'origine du sinistre. A la suite de l'accident, l'exploitant doit limiter le volume des ferrailles à broyer, veiller à la qualité des produits livrés (excès de bouteilles plastiques dans 2 livraisons récentes), éliminer les eaux d'extinction dans une filière de traitement des déchets adaptée, nettoyer le séparateur d'hydrocarbures en aval du bassin de confinement et rappeler à son personnel et aux sous-traitants la consigne concernant l'utilisation de chalumeau et d'outils émettant des points chauds.

**N°34804 - 28/06/2008 - FRANCE - 972 - FORT-DE-FRANCE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 3h30 sur un stock de ferrailles (véhicules hors d'usage, déchets de métaux, plastiques) de 4 000 m² et 5 m de haut dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclables. Les pompiers mettent en oeuvre 3 lances canon, 1 lance monitor et 2 engins de terrassement pour maîtriser le sinistre. L'incendie est éteint vers 7h30 ; l'intervention des secours s'achève à 10h30.



**N°34713 - 16/06/2008 - FRANCE - 66 - SAINT-ANDRE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare à 13 h sur un stock de compost de 120 m³ dans un centre de traitement de déchets verts. Les pompiers éteignent l'incendie avec 2 lances à débit variable.

**N°34736 - 13/06/2008 - FRANCE - 13 - ARLES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un incendie se déclare vers 12h30 dans un centre de tri de déchets industriels banals. Le feu se produit dans un bâtiment 2 000 m² destiné à la réception, au tri et au conditionnement des déchets. Il est attisé par un vent violent. Une importante fumée noire se dégage du bâtiment. L'alerte est donnée par une société voisine car personne n'est présent sur le site à cette heure là. 75 pompiers éteignent l'incendie vers 14 h avec 5 lances à débit variable et une lance canon. Les autres bâtiments sont évacués. 100 t de plastiques et 80 t de déchets banals sont brûlés ; 3 employés sont légèrement intoxiqués et l'entrepôt est entièrement détruit. Les eaux d'incendie sont récupérées dans le bassin de confinement.

**N°35627 - 06/06/2008 - FRANCE - 60 - MONTATAIRE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un rejet d'hydrocarbures provenant d'une entreprise de recyclage de matières métalliques pollue le THIVERNY sur 250 m. Des barrages contiennent la pollution du ru mais une perturbation de la vie piscicole et des cygnes englués sont signalés ; l'administration constate les faits. Des événements similaires s'étaient déjà produits en 2004 et 2005 (ARIA 29978 et 30468). Des travaux permettant de diminuer la probabilité de renouvellement de tels faits sont prévus pour l'automne 2008.

**N°34591 - 21/05/2008 - FRANCE - 16 - NERSAC***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 2 h sur un stock de voitures dépolluées dans une casse automobile. Les pompiers mettent en œuvre 4 lances à débit variable de 500 l/min et 1 lance canon pour maîtriser l'incendie et éviter sa propagation à un bâtiment voisin. L'intervention des secours s'achève vers 10 h.

**N°34585 - 14/05/2008 - FRANCE - 18 - VIERZON***E38.32 - Récupération de déchets triés*




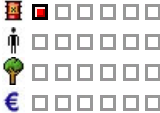



Dans une station de transit de déchets industriels banals et de déchets métalliques, un obus de 155 mm de la 1ère guerre mondiale, mal inerté et contenant encore 2 à 4 kg d'acide picrique (mélinite ou 2,4,6-Trinitrophénol) explose vers 15h30 alors qu'un sous-traitant perfore l'obus au chalumeau. Un employé en pause à 10 m décède atteint par l'onde de choc réfléchi par les murs, 2 ouvriers sont blessés dont l'un grièvement et 2 autres sont choqués. L'ouvrier décédé et les 2 blessés travaillaient pour le même sous-traitant. Environ 20 g de produit auraient déflagré : des éclats sont dispersés sur le site et à l'extérieur jusqu'à 300 m. Le reste de l'acide picrique est répandu sur le sol (poudre jaune). Les secours externes et le service de déminage sont alertés. Les tas d'obus sont arrosés à l'eau. Un périmètre de sécurité de 200 m est mis en place sur le site autour du stock de plusieurs milliers d'obus censés être inertés. La rue adjacente est interdite à la circulation et 30 employés d'une entreprise voisine sont évacués. Les démineurs effectuent une reconnaissance. Ils écartent le risque chimique, mais la présence éventuelle d'autres obus encore "actifs", sans risque immédiat néanmoins, entraîne le maintien sous surveillance du site le temps de réaliser des investigations complémentaires. Un ouvrier avait déjà été légèrement blessé le matin même à la suite de l'explosion d'un obus de petit calibre. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence impose : la définition et la matérialisation d'un périmètre de sécurité autour du stock d'obus, la mise en place de restrictions d'accès à ce périmètre, le contrôle de la qualité et l'élimination des eaux confinées à la suite de l'intervention des services de secours, la transmission du rapport d'accident précisant en particulier les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire, ainsi que les actions mises en œuvre pour nettoyer le site. L'inspection des installations classées constate les faits, ainsi que le non respect de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement : - présence sur le site d'au moins un déchet à caractère explosif, - absence de délivrance d'un permis de feu pour les opérations réalisées avec un chalumeau, - absence de contrôle sur la formation et la qualification du personnel intervenant, - absence de délivrance d'une habilitation à l'entreprise extérieure, - avoir poursuivi l'activité à la suite de l'explosion survenue le matin, sans avoir informé les services compétents (service de déminage ou de gendarmerie) alors qu'un engin explosif avait été découvert sur le site. Le 18/04/2012, l'entreprise et son sous-traitant sont condamnés respectivement à 100 000 et 10 000 euros d'amende, le directeur et le responsable exploitation du site sont condamnés respectivement à 6 et 18 mois de prison avec sursis et 80 000 euros de dommages et intérêts devront être versés aux parents de la victime.

**N°34563 - 10/05/2008 - FRANCE - 67 - STRASBOURG***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 22h50 dans une décharge sauvage de détritiques et de pneus ; 27 pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances à débit variable. Un important panache de fumée se dégage.

**N°34558 - 06/05/2008 - FRANCE - 62 - HARNES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans un centre de tri de déchets industriels banals, un feu se déclare vers 1 h dans un stockage de cartons et papiers. 41 pompiers interviennent avec 5 lances. Aucun blessé n'est à déplorer mais 30 employés sont en chômage technique à la suite de la destruction d'une chaîne de triage.

-  **N°34531 - 27/04/2008 - FRANCE - 72 - LE MANS**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Dans une plateforme spécialisée dans le recyclage de différents déchets (métaux, ferrailles, plastiques, cartons et papiers), un feu se déclare vers 14 h dans un entrepôt contenant du papier. La circulation routière est interrompue. Les pompiers mettent en oeuvre plusieurs lances pour circonscrire l'incendie. Le feu est éteint vers 19 h. Le bilan de l'accident fait état de 20 à 50 t de papier détruites ; la toiture de l'entrepôt est également endommagée.
-  **N°34354 - 15/03/2008 - FRANCE - 95 - BRUYERES-SUR-OISE**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare vers 13 h sur un tas composé à 80 % de matières synthétiques et 20 % de métaux dans une entreprise de récupération de matières métalliques. Les pompiers éteignent l'incendie vers 15 h ; les eaux d'extinction sont confinées dans des bassins de rétention sur le site. Une ronde de surveillance est effectuée à 20 h. Selon l'exploitant, un acte de malveillance serait à l'origine du sinistre ; en septembre 2007 (ARIA n° 33619) un incendie identique s'était produit dans cet établissement. L'exploitant dépose une plainte à la gendarmerie.
-  **N°34346 - 14/03/2008 - FRANCE - 83 - VIDAUBAN**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 A la suite d'une effraction les jours précédents, des barres de fer de protection sont installées à l'entrée d'un centre de recyclage de pneus usagés. Les travaux de soudage provoquent un départ de feu en début d'après midi que le personnel ne parvient pas à maîtriser avec les extincteurs et RIA du site. L'incendie se propage au bâtiment administratif, à l'usine et au stock de 1 000 t de pneus usagés entiers ou en poudre. Le personnel évacue les lieux. Une abondante fumée noire malodorante est visible sur plusieurs kilomètres à la ronde. La gendarmerie et les pompiers mobilisent des moyens importants, le site étant proche d'une route nationale, d'une voie de chemin de fer et de l'autoroute A8 : 80 pompiers interviennent avec des lances à eaux, plusieurs véhicules militaires spécialisés pour les feux d'aéronefs de la base voisine projetant de la mousse. La coupure de l'alimentation électrique par les services concernés perturbe le trafic ferroviaire. La circulation de la route nationale est coupée sur 5 km. Un bungalow voisin est menacé en raison du vent, mais les pompiers l'arrose longuement. Le feu maîtrisé vers 17 h reste sous surveillance, plusieurs reprises de feux couvant étant combattus les jours suivants. Depuis son ouverture en 2000, le site a été régulièrement victime d'incendie dont le dernier a provoqué une fermeture administrative provisoire pour défaut de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques (ARIA 30827).
-  **N°34347 - 14/03/2008 - FRANCE - 69 - SAINT-PRIEST**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare à 19h30 dans un centre de tri de déchets industriels banals (DIB). L'incendie concerne un entrepôt de 800 m² abritant principalement des papiers et cartons et provoque des explosions dues à des bidons de produits inflammables. Des moyens importants (37 pompiers et 6 lances à débit variable) sont déployés compte tenu de la nature des produits stockés et de la proximité à quelques centaines de mètres d'un dépôt de carburant. Le service de l'électricité coupe la ligne haute tension se situant au dessus du sinistre. Le feu est éteint le 15/03 vers 11 h. Aucun blessé n'est à déplorer. L'origine de l'incendie est inconnue.
-  **N°34236 - 13/02/2008 - FRANCE - 62 - COURRIERES**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Dans un centre de traitement de déchets, une explosion vers 13h30 détruit un camion-citerne de 5 t contenant des eaux usées faiblement concentrées en soude provenant d'un site chimique ; 6 blessés, dont un gravement, sont à déplorer. Des morceaux du camion sont projetés jusqu'à 250 m du sinistre. L'exploitant nettoie les sols. L'enquête réalisée montre que le transporteur était en infraction au regard de la réglementation de transport de matières dangereuses ; des anomalies ou défauts ont été constatés lors du dernier contrôle technique du véhicule : fuite d'huile moteur... Plusieurs hypothèses sont envisagées pour expliquer l'explosion : défectuosité du véhicule (fuite d'huile), éventuelle surpression dans la citerne (absence du PV d'épreuve hydraulique), combinaison de certaines molécules contenues dans les différents déchets transportés antérieurement à l'accident (absence de certificat de lavage avant le dernier chargement)...
-  **N°34206 - 08/02/2008 - FRANCE - 16 - LA COURONNE**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Dans un centre de tri de déchets industriels banals, un feu se déclare vers 12 h sur un stockage de déchets en mélange (bois, cartons, pneus, huile...) de 6 à 700 m² sur 6 à 7 m de hauteur. En raison des fumées, une trentaine de personnes d'une société voisine est évacuée. Les mesures de toxicité effectuées s'avèrent négatives. Le feu est maîtrisé à 18 h, puis les secours déblaient les déchets.
-  **N°34035 - 01/01/2008 - FRANCE - 19 - BUGEAT**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare à 9 h sur un stock de pneumatiques en plein air de 1 000 m² dans un centre de récupération de matières non métalliques recyclables. L'incendie de pneus déchiquetés implique aussi un broyeur et un stockage extérieur de 1 000 m³. Les pompiers utilisent 2 lances à eau et une lance à mousse pour éteindre le feu, puis installent 4 lances à eau dont l'une sur échelle pour refroidir le silo du broyeur. Les secours sous ARI étalent le tas en feu pour une extinction à l'eau dopée. Vers 13 h, les lieux sont déblayés avec les engins de l'exploitation ; 2 lances à mousse sont en manœuvre. Le dispositif est allégé. A 17h39, les opérations de déblai sont terminées, seules restent quelques fumerolles. Une ronde est prévue vers 22 h. Après reconnaissance, le risque de pollution des eaux est limité au talus et fossé de 3 m ceinturant la zone. Le feu est considéré éteint le lendemain vers 9h30.

-     □ □ □ □ □ □ **N°34024 - 23/12/2007 - FRANCE - 33 - BORDEAUX**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Dans une centre de tri de déchets non dangereux, un feu se déclare vers 18h30 sur un stockage de palettes, de balles de papiers et plastiques. Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 lances à débit variable ; 240 m³ de déchets sont détruits sans incidence sur l'activité de l'entreprise. Aucun blessé n'est à déplorer et aucun chômage technique n'est envisagé.
-     □ □ □ □ □ □ **N°33982 - 15/12/2007 - FRANCE - 64 - BAYONNE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Dans un société de recyclage de matières plastiques, vers 7 h, un employé est retrouvé décédé sous un compacteur. Les causes de cet accident ne sont pas connues.
-     □ □ □ □ □ □ **N°33975 - 22/11/2007 - FRANCE - 974 - LE TAMPON**  
~~*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*~~  
~~Un feu se déclare vers 11h30 sur des déchets verts en décomposition dans une déchetterie. D'importantes fumées de dégagent et le feu menace la végétation environnante. Aucun blessé n'est à déplorer.~~
-     □ □ □ □ □ □ **N°33903 - 15/11/2007 - FRANCE - 66 - SAINT-ANDRE**  
~~*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*~~  
~~Vers 17 h, un incendie détruit 1 000 tonnes de compost dans un centre de traitement de déchets verts. Les pompiers arrosent le tas de compost jusqu'à son refroidissement total.~~
-     □ □ □ □ □ □ **N°33864 - 14/11/2007 - FRANCE - 19 - BUGEAT**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Dans une entreprise de récupération et de broyage de pneus, un feu de benne à ordures se déclare vers 12 h et se propage dans le bâtiment comportant un important stock de pneus. Les pompiers circonscrivent rapidement le sinistre dans le bâtiment puis éteignent le feu de benne au moyen de 2 lances à eau. L'incendie a démarré au niveau d'une broyeuse de pneus. Les pompiers effectuent une reconnaissance au niveau de la charpente en bois en sous plafond. Au cours de l'intervention, un pompier sera légèrement incommodé par les fumées et transporté à l'hôpital voisin. L'intervention aura duré 3 h.
-     □ □ □ □ □ □ **N°34051 - 08/11/2007 - FRANCE - 13 - ROGNAC**  
*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*  
 Dans une usine de traitement des déchets, un départ de feu se produit vers 13h30 dans une fosse de stockage de déchets . L'extinction automatique se met en œuvre et l'exploitant intervient avec les moyens internes. Il fait également appel à des renforts extérieurs : usine voisine et pompiers. L'incendie est finalement maîtrisé à 13h50 avant leur arrivée.
-     □ □ □ □ □ □ **N°33689 - 03/10/2007 - FRANCE - 46 - LAVAL-DE-CERE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 vers 1 h, dans un centre de traitement de déchets (valorisation de bois créosotés), des conteneurs de charbon de bois dont la température s'est anormalement élevée s'enflamment. L'incendie est maitrisé vers 3h30. Aucune victime n'est à déplorer.
-     □ □ □ □ □ □ **N°33679 - 28/09/2007 - FRANCE - 10 - LA CHAPELLE-SAINT-LUC**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu est détecté vers 12h45 sur un stock de carcasses automobiles dépolluées, à broyer, de 100 m² et 5 m de haut dans une entreprise de récupération de matières métalliques recyclable. Le personnel sur place (pause déjeuner) intervient aussitôt mais ne parvient pas à éteindre l'incendie avec les moyens du site et alerte alors les secours. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec 4 lances à débit variable de 500 l/min, aidés par les employés de l'établissement qui déplacent les véhicules avec des grues. L'incendie est éteint à 14h50 ; 1 pompier légèrement blessé (entorse) est évacué par l'ambulance des secours. Les eaux d'extinction ont transité dans un débourbeur séparateur avant rejet. Selon l'exploitant, des projections de matières incandescentes sur le stock de carcasses, durant le découpage de ferrailles au chalumeau à proximité du tas avant la pause déjeuner, sont à l'origine du sinistre. L'inspection des installations classées demande la mise en place d'une rétention sur le site permettant de collecter les éventuelles eaux incendie. A la suite de l'accident, l'exploitant interdit les travaux de découpe de ferrailles dans l'établissement et prévoit d'effectuer ce type d'intervention sur un autre site de l'entreprise disposant d'une surface plus importante permettant d'isoler la zone de découpage.



**N°37963 - 24/09/2007 - FRANCE - NC - NC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Le 06/09, un centre de traitement des déchets dangereux reçoit des déchets pyrotechniques provenant d'une usine d'armes et de munitions, composés notamment de 6 fûts de méthyle éthyle cétone (MEC). Le 20/09, les déchets sont traités : le solvant contenu est pompé pour être distillé, les fûts sont ensuite percés, compressés puis disposés dans un conteneur intermédiaire. Lors du transfert des fûts le 24/09 dans une benne pour être acheminés vers un ferrailleur, un fût déflagre entraînant une prise de feu du solvant résiduel dans la benne. Les employés éteignent l'incendie avec un extincteur de 50 kg et un RIA. Aucun blessé n'est à déplorer. Le fût de 200 L en cause s'est en partie redéployé et le fond s'est détaché ; le couvercle de la benne est endommagé. La quantité pyrotechnique mise en jeu est estimée à quelques dizaines de grammes. Le fût est différent de ceux utilisés habituellement, notamment au niveau du marquage et il contient des restes d'un pinceau et d'aiguilles pour le collage de pièces. D'après l'exploitant, l'incident serait dû à l'enchaînement des événements suivants : le fût contenait une quantité inhabituelle de produit entrant dans les compositions pyrotechniques présente sous forme d'une boue située au fond ; la compression du fût n'a pas initié le produit présent, le solvant résiduel passivant le reste de la composition. Le solvant s'est en partie évaporé durant les 4 jours de stockage et de la nitrocellulose sèche et/ou de la composition pyrotechnique a pu se former sur les parois du fût. Un choc lors du transvasement aurait initié la déflagration du fût et la prise en feu du solvant résiduel dans la benne. Afin d'éviter le renouvellement de l'incident, le fournisseur des déchets prévoit que le solvant servant aux nettoyages d'outils en contact avec des compositions pyrotechniques soit détruit sur son site. Pour cela, il portera une attention particulière au marquage des fûts ; le volume de celui réservé à la récupération de MEC susceptible d'être pollué sera réduit afin d'éviter une durée trop importante avant d'être détruit.

**N°33619 - 16/09/2007 - FRANCE - 95 - BRUYERES-SUR-OISE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une entreprise de récupération de matières métalliques, un feu se déclare vers 3 h sur un tas de déchets plastiques et métalliques de 10 000 m³ stockés sur une surface de 800 m². Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 grosses lances, aidés par le personnel de l'entreprise qui déplace les produits avec des engins de manutention pour permettre l'accès au coeur des foyers. L'intervention des secours s'achève vers 11h30.

**N°34221 - 15/09/2007 - FRANCE - 34 - MONTELS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Vers 12 h, sur une plateforme de compostage de déchets verts, un départ de feu est constaté sur un andain de compost en maturation. Les pompiers maîtrisent rapidement le sinistre. Dans l'après-midi, l'incendie reprend après plusieurs départs de feu répartis sur 30 m. L'exploitant localise les zones touchées par l'incendie et les isole du reste du compost avec des engins appropriés (chargeur, pelle mécanique). Les tas les plus touchés sont étalés et arrosés grâce à une citerne d'eau. L'incendie est maîtrisé le lendemain vers 20 h ; 4000 m³ de compost sont détruits sur un stock total de 20 000 m³. L'origine criminelle des départs de feu est privilégiée.

**N°33593 - 09/09/2007 - FRANCE - 66 - SAINT-ESTEVE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 17 h dans une déchetterie, l'incendie se propage à l'extérieur du site, détruisant 3 ha de végétation voisine. Aucune victime n'est à déplorer.

**N°33577 - 07/09/2007 - FRANCE - 24 - SAINT-PAUL-LA-ROCHE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine de compostage de déchets, un feu se déclare vers 7h30 dans un stockage de 300 m³ de boues sèches et d'écorces. Les pompiers maîtrisent le sinistre et évacuent les matières pour une parfaite extinction du feu. Aucune victime n'est à déplorer.

**N°34109 - 03/09/2007 - FRANCE - 60 - CUTS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu de matières dangereuses se déclare dans l'après-midi sur le site d'une société de récupération de matières non métalliques recyclables. Deux ouvriers, gravement brûlés, sont conduits à l'hôpital de Noyon et l'un d'eux est par la suite orienté en hélicoptère vers le centre hospitalier de Lille. Malgré la gravité de la situation, l'entreprise n'a pas fait appel aux pompiers ni pour la maîtrise du sinistre, ni pour la prise en charge des victimes. Les secours sont informés de l'accident par le centre hospitalier de Noyon lors de la demande d'hélicoptère. L'inspection des installations classées n'a pas non plus été informée de l'accident. Par ailleurs, les pompiers sont déjà intervenus 3 fois depuis le début de l'année dans cette entreprise.

**N°33421 - 15/08/2007 - FRANCE - 72 - LE MANS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un incendie se déclare vers 14 h dans un bâtiment de 400 m² d'un centre de traitement de déchets industriels. L'intervention mobilise 39 pompiers avec 6 lances à débit variable. Ce bâtiment stocke des produits chimiques dont 9 à 10 t de peintures, 20 kg de chlorate de soude, des produits phytosanitaires et des acides. Les pompiers mettent le site en rétention. L'abondante fumée émise se dirige vers une ligne ferroviaire. Les eaux d'extinction incendie sont pompées dans 2 citernes de 10 000 et 25 000 l. Aucune victime n'est à déplorer.

**N°33736 - 13/08/2007 - FRANCE - 68 - HOMBORG****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement des déchets, un feu se déclare vers 2 h dans un caisson réfrigérant utilisé pour le stockage de produits odorants (mercaptans, sulfures...) et contenant 90 kg de ces produits. Les pompiers, appelés par la société de gardiennage du site, interviennent rapidement pour maîtriser le sinistre. L'origine de l'incendie serait un court-circuit dans le moteur du groupe frigorifique qui a entraîné la combustion de la mousse isolante du caisson. Les eaux d'extinction d'incendie sont retenues sur le site dans le bassin d'orage.

**N°33767 - 31/07/2007 - FRANCE - 78 - LIMAY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement de déchets industriels, une surpression due à la décomposition de déchets contenus dans un camion-citerne réceptionné sur le site, rompt le capot du trou d'homme en face arrière de la citerne qui se dégage brutalement. Le camion avance d'une quinzaine de mètres et le capot est projeté contre le bardage d'un local hydraulique. La citerne et les déchets épandus à ses alentours sont arrosés durant 30 min pour les refroidir. Le personnel d'exploitation est évacué de la zone de l'accident et le personnel administratif est confiné. Les eaux de refroidissement sont collectées. Un employé du site est partiellement brûlé à un pied. Le déchet à l'origine de l'accident est un mélange de peroxyde d'hydrogène à 30 % et de résines acides à 5 % résultant d'une erreur de dépotage ayant eu lieu le 29 mai 2007 dans une papeterie, usine productrice de déchets. Ce déchet est réceptionné dans le centre de traitement la veille de l'accident pour y être incinéré. L'exploitant rencontre des difficultés lors du soutirage du déchet et constate une augmentation de la température externe et de la pression interne de la citerne. Cette dernière est arrosée à partir de 8h30 par aspersion, à l'aide de rideaux d'eau vers 12h30, puis de lances à incendie vers 13h30. Le dégazage brutal a lieu vers 14h30. L'analyse de l'accident montre plusieurs défaillances : lacunes dans le processus d'acceptation des déchets, évolution possible du déchet entre la transmission d'un échantillon par le client et la date de réception dans le centre, absence de contrôle de la température, des trous d'homme et des événements de la citerne lors de la réception...

**N°33959 - 22/07/2007 - FRANCE - 39 - MONTMOROT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Le 22 juillet, vers 0h10, les détecteurs de fumées déclenchent une alarme au niveau de la télésurveillance d'une usine de récupération de matières non métalliques recyclables. Le personnel d'astreinte se rend sur les lieux, constate la présence d'un départ de feu et d'épaisses fumées noires puis alerte les pompiers. Le POI est déclenché. L'incendie provient d'un big-bag de la zone de regroupement dans lequel 4 fûts de déchets sous forme de morceaux solides identifiés "boues de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou autres" ont été déversés le 21/07. Les secours maîtrisent rapidement un début de propagation par rayonnement thermique à un bac contenant des filtres à huile, ainsi que le feu du big-bag. Un pompier est blessé lors de l'intervention. Les eaux d'extinction sont contenues dans le bassin de rétention du site et la vanne de celui-ci est immédiatement fermée. Des analyses sont effectuées par un laboratoire extérieur pour déterminer l'orientation de ces eaux ; selon le rapport de l'exploitant rendu le 16/08, celles-ci sont jugées conformes aux normes de rejet de l'arrêté préfectoral d'autorisation et donc rejetées. Selon l'exploitant, les déchets contenus dans le big-bag ont réagi lentement au contact de l'air ; il indique que des cas similaires d'auto-inflammation de ce type de déchets ont déjà eu lieu en France. A la suite de ce sinistre, différentes mesures sont prises : reconditionnement de ce type de déchets en big-bag double enveloppe fermée hermétiquement, cette opération devant être réalisée au plus tard le 25/07 pour permettre une surveillance sur au moins 48 h. Le big-bag doit être déposé sur support métallique au lieu de palettes. Une inspection complète de la plateforme est réalisée le 28/07 entre 18 h et 20 h.

**N°33324 - 07/07/2007 - FRANCE - 33 - PREIGNAC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de tri de déchets, un feu se déclare dans un bâtiment de 2 500 m<sup>2</sup> abritant 150 t de papier et 200 t de carton. Les pompiers protègent le stockage de gazole et les locaux administratifs. Le bâtiment est détruit en grande partie. Les opérations d'extinction et de déblaiement durent plusieurs jours et 45 personnes sont en chômage technique.

**N°33258 - 01/07/2007 - FRANCE - 31 - VILLENEUVE-TOLOSANE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare vers 5 h dans un centre de traitement de déchets industriels banals. Un bâtiment de 2 000 m<sup>2</sup> de stockage est détruit. La route départementale voisine est fermée à cause d'importantes fumées. Il existe un risque de pollution de la SAUDRUNE par les eaux d'extinction de l'incendie. Le feu est éteint vers 17 h. Aucune victime n'est à déplorer et aucun chômage technique n'est envisagé.

**N°33495 - 11/06/2007 - FRANCE - 68 - HOMBORG****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare dans un broyeur dans une usine de traitement des déchets industriels. Les équipes d'intervention du site maîtrisent le sinistre en 10 minutes. Aucune conséquence environnementale ou humaine n'est à déplorer. L'exploitant informe la commune et les entreprises voisines.

**N°32828 - 26/05/2007 - FRANCE - 68 - FELDKIRCH****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare sur un stockage de résidus de pneumatiques déchiquetés dans une usine de valorisation des déchets. Les pompiers maîtrisent le sinistre après 1 h d'intervention. L'incendie est le 7ème en 2 ans affectant ce site, situé sur un ancien carreau des mines de potasse.

-  **N°33007 - 17/05/2007 - FRANCE - 33 - BORDEAUX**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare à minuit dans une usine de récupération de matières non métalliques recyclables. L'entrepôt stocke des huiles usagées dans des bidons et du matériel divers. Les dommages matériels correspondent à la destruction de 300 m² de hangar, 13 000 l de solvant conditionnés en bidons sur des palettes et 3 bennes de 12 m³ renfermant des pièces automobiles. Les décombres sont déblayés et les réseaux rincés. Une société spécialisée pompe les eaux d'extinction. Un pompier effectue une ronde à 8 h.
-  **N°32998 - 13/05/2007 - FRANCE - 89 - VILLENEUVE-LA-GUYARD**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Dans une déchetterie intercommunale, un feu se déclare vers 1 h sur différentes bennes de stockage contenant majoritairement des pneumatiques et sur un tas mitoyen de pneus. L'incendie se propage à différents bennes contenant des matériaux de classe A. Les pompiers mettent en place 2 lances pour abaisser l'important flux thermique et éviter toute propagation à un local voisin en ossature bois de 10 m² abritant peintures, solvants et batteries. Les secours maîtrisent le sinistre à l'aide de plusieurs lances à mousse après 1h30 d'intervention.
-  **N°32994 - 10/05/2007 - FRANCE - 01 - CHATILLON-SUR-CHALARONNE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 A 21h10, un feu se déclare sur 300 des 2 000 m² d'un entrepôt de stockage de déchets industriels (plastiques, papier et carton). Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 6 lances après 2 h d'intervention. Le 11/05 au matin, les opérations de déblais sont terminées.
-  **N°33496 - 03/05/2007 - FRANCE - 67 - STRASBOURG**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Vers 18 h, un feu se déclare sur un stockage de 2 600 m³ de balles de vieux papiers dans un centre de tri de déchets. Les pompiers dépêchent d'importants moyens humains et matériels sur les lieux et maîtrisent le sinistre après 1 h d'intervention en le noyant sous les jets des lances incendie. Aucun blessé n'est à déplorer.
-  **N°33433 - 30/04/2007 - FRANCE - 89 - LA CHAPELLE-SUR-OREUSE**  
*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*  
 Dans un centre de stockage de déchets non dangereux, un feu se déclare sur une surface de 800 m². Les pompiers maîtrisent le feu vers 12 h. la géomembrane n'est pas touchée. Il n'y a pas de victimes, ni de chômage technique à déplorer. Les causes de l'incendie ne sont pas connues. L'incendie étant survenu après deux jours d'arrêt d'exploitation, l'hypothèse d'un acte malveillant n'est pas à exclure.
-  **N°32952 - 30/04/2007 - FRANCE - 76 - SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu embrase 1 000 m² des 2 000 m² d'un entrepôt de vente de meubles et d'objets divers appartenant à une association caritative. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 5 lances après 4 h d'intervention. Une fois la zone déblayée, des rondes sont effectuées. Le maire se rend sur les lieux.
-  **N°32945 - 26/04/2007 - FRANCE - 10 - LHUITRE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare dans l'un des hangars de stockage (200 m²) d'une entreprise de démantèlement de munitions conventionnelles installée dans un camp militaire. Le bâtiment sinistré entouré de merlons hauts de 2,5 m, abrite des munitions. Selon les pompiers, des explosions sporadiques se produisent. Lors de son extraction, la charge éclairante d'un obus de 105 mm s'initie et génère une puissante flamme à l'origine de l'incendie d'un bac voisin contenant les parachutes et les charges éclairantes des obus déjà démontés. Le personnel ne peut maîtriser le sinistre malgré l'utilisation immédiate de 2 extincteurs. Les pompiers alertés n'arrivent pas à circonscrire le feu et redoutent la propagation de l'incendie à la forêt située à proximité. Le feu s'éteint à la suite de l'effondrement de la structure du hangar de cet atelier isolé. Les démineurs sont sur place. Une friction entre le corps de l'obus et le pain éclairant lors de l'extraction de la charge serait à l'origine de la mise à feu de cette dernière. Le mode opératoire relatif au démontage de ce type de munition est modifié : l'extraction du parachute et de la charge éclairante ne sera plus réalisée.
-  **N°32931 - 25/04/2007 - FRANCE - 71 - CRISSEY**  
*E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*  
 Dans une usine de traitements de déchets industriels, un feu suivi d'une explosion se produit dans des conteneurs et des bacs de récupérations de déchets (100 kg de phytosanitaires) issus de déchetteries. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide d'une lance et aèrent les locaux. Aucune victime n'est à déplorer. L'exploitant prend en charge le retraitement des produits et des eaux d'extinction.



**N°33231 - 21/04/2007 - FRANCE - 51 - SAINT-BRICE-COURCELLES***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans un centre de traitement de déchets industriels, une alarme "incendie fosses" se déclenche à 7h45 après détection d'un départ de feu dans la fosse n° 4 contenant des solides organiques. Simultanément, l'extinction automatique par canon à mousse se met en service sur les fosses 3 et 4. Le service de gardiennage d'une société voisine qui constate qu'une fumée noire sort des fosses, alerte les secours. Les pompiers qui interviennent à 8h07, déclenchent les barrières anti-intrusion ; la société de télésurveillance réagit seulement à ce moment, envoie un gardien. Les pompiers noient le feu sous un tapis de mousse, puis constatent que l'extinction automatique s'est mise en route sur une seconde zone mais cette fois sans trace de feu. La veille des fûts pollués par des isocyanates avaient été rincés sur l'aire de lavage, les boues de rinçage ayant été vidées en fosse 4. Une réaction lente exothermique, due à la présence résiduelle d'isocyanates, serait à l'origine de l'inflammation des solides organiques contenus dans la fosse. Les consignes de tri lors de la mise en présence en quantité non négligeable de produit réactif contenu dans des emballages pollués sont rappelées aux opérateurs.

**N°32884 - 13/04/2007 - FRANCE - 59 - WAMBRECHIES***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 3h30 dans un bâtiment d'une entreprise de récupération de matières non métalliques recyclables abritant 200 balles de papiers compactées de 500 kg. Les pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances à débit variable de 500 l/min. La toiture du bâtiment est détruite sur 60 m². La police effectue une enquête pour déterminer l'origine du sinistre.

**N°32843 - 28/03/2007 - FRANCE - 60 - CUTS***E38.32 - Récupération de déchets triés*

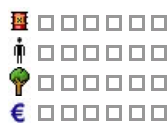
Un feu se déclare dans une broyeuse à caoutchouc dans une usine de récupération de matières non métalliques recyclables de 2 000 m². L'incendie menace 2 silos de stockage de caoutchouc en fine particule. Le feu est circonscrit à l'aide de 2 lances à eau et 2 lances à mousse.

**N°32835 - 27/03/2007 - FRANCE - 69 - SAINT-PRIEST***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Dans une usine de récupération de matières non métalliques recyclables (6 800 m²), un feu se déclare vers 13 h dans un stockage de balles de papier à recycler, haut de 4 m et entreposé sur 400 m². Des lances à débit variable et une lance canon sont utilisées. La structure du bâtiment n'est pas menacée. Un important dégagement de fumées généré par l'incendie gêne l'avancée des secours dans l'entrepôt, empêchant ainsi d'évacuer les ballots à l'aide d'un engin de chantier. Les pompiers poursuivent l'arrosage et en fin d'après-midi l'émission de fumées étant moins importante, 300 m³ de ballots sont extraits avec une tractopelle afin d'éteindre les foyers résiduels. A 20h22, le sinistre est circonscrit. Une ronde de surveillance est programmée pour 22 h.

**N°33451 - 17/03/2007 - FRANCE - 34 - MONTPELLIER***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu de broussailles se déclenche vers 15 h à proximité d'un centre de tri de déchets implanté le long d'une voie ferrée à forte circulation. Favorisé par un vent violent et malgré l'intervention des sapeurs pompiers, l'incendie se propage par envols de particules incandescentes sur les installations de stockage de déchets (papiers, cartons) en créant plusieurs départs de feu. Les principales installations atteintes sont des bennes contenant des papiers, des balles de papiers et cartons et des déchets banals (DIB) stockés en mélange avant transfert. La quantité de déchets brûlés lors de cet incendie est estimée à 250 t de papiers et cartons et 100 t de DIB sec en mélange. Les déchets et matières stockés dans les bâtiments fermés n'ont pas été atteints. Les sapeurs pompiers maîtriseront le sinistre vers 21 h.

**N°32787 - 22/02/2007 - FRANCE - 80 - DOMPIERRE-BECQUINCOURT***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu se déclare dans un cyclofiltre d'un centre de traitement spécialisé dans la valorisation de matière des pneus usagés par granulation ambiante. Pour séparer les différents composants, les pneus sont broyés mécaniquement par étapes successives sur l'une des 4 lignes de broyage automatique. La ferraille est extraite par procédé magnétique et le textile séparé par densimétrie. Les broyats transformés en poudrettes et granulats de caoutchouc, sont ensuite conditionnés et utilisés pour fabriquer des sols (aires de jeu, terrains de sport), des roues et roulettes, du mobilier urbain, comme revêtement phonique ou drainant autoroutier. Les ferrailles sont réemployées par les aciéries et les textiles pour les pistes d'entraînement hippique ou comme additif pour augmenter la siccité de produits liquides. Aidée des pompiers, l'équipe de sécurité du site refroidit à l'aide de lances le cyclofiltre accidenté situé à l'extérieur du bâtiment stockant textile et pneumatiques. Les secours constatent après reconnaissance que le feu ne s'est pas propagé grâce à la fermeture des clapets coupe-feu.

**N°32720 - 06/02/2007 - FRANCE - 77 - MITRY-MORY***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans une usine de retraitement de produits dangereux, à la suite d'une erreur de manipulation, 1 m³ d'acide acétique est mis en contact avec des substances organiques. Il en résulte une réaction exothermique avec émission de vapeurs. La température atteint 60°C à l'intérieur de la cuve et diminue progressivement après ajout d'eau. Des employés équipés d'appareil respiratoire vidangent la cuve. La substance est éliminée sur site.

**N°32534 - 11/12/2006 - FRANCE - 33 - FLOIRAC***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu se déclare dans un complexe de 4 500 m<sup>2</sup> abritant 5 entreprises. L'entrepôt d'une société d'emballages de déchets médicaux (1 600 m<sup>2</sup>) est détruit. Un logement professionnel sis au sein de cet entrepôt est endommagé, les 2 habitants sont relogés par la mairie. Les pompiers rencontrent des difficultés pour éteindre le feu. L'accès difficile aux foyers résiduels situés sous la toiture effondrée impose l'intervention d'une société de levage et de découpage. Les dommages matériels sont évalués à 150 kEuros et 15 employés sont mis momentanément en chômage technique. Les 4 autres entreprises reprennent leurs activités dès que les utilités (électricité...) sont remises en service.

**N°32495 - 26/11/2006 - FRANCE - 38 - LA TRONCHE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

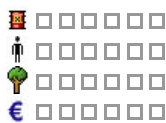
Des vapeurs toxiques se dégagent sur une chaîne de tri dans un centre de tri de déchets. 27 personnes sont évacuées, 9 incommodées dont 2 dirigées vers l'hôpital. Des pompiers d'une CMIC sous ARI vont en reconnaissance sur les lieux. Les analyses réalisées sur la chaîne de tri s'avèrent négatives. Après remise en service de l'installation pendant 30 min, les mesures sont une fois encore négatives. En accord avec l'exploitant, la chaîne de tri est redémarrée mais avec prise en compte des consignes de vigilance. L'origine du dégagement n'est pas connue. La police et la presse sont sur les lieux.

**N°32677 - 24/11/2006 - FRANCE - 27 - CRIQUEBEUF-SUR-SEINE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans la nuit du 24 au 25/11, un feu se déclare dans 2 000 à 3 000 m<sup>3</sup> de fractions énergétiques valorisables (FEVE) stockées d'une usine de traitement de déchets. Le bois entreposé en tas fermente habituellement très peu. Sous l'effet du vent, le feu se propage malgré l'intervention des pompiers. Le bois non embrasé est éloigné des tas et étalé dans les champs voisins. Les amas en combustion sont également étalés et arrosés. Un rideau d'eau arrose en permanence le bois pendant une semaine. Au fur et à mesure que le feu est éteint, le bois est dégauché puis déposé dans un champ. Les eaux d'extinction sont traitées dans 2 bassins de décantation, assainies, puis réutilisées sur le site. Ce système en circuit fermé évite tout impact sur l'environnement. Une fois le bois sec, il servira à l'amendement des exploitations agricoles ou au compost après criblage.

**N°32540 - 17/11/2006 - FRANCE - 38 - LE PONT-DE-CLAIX***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un opérateur détecte une fuite en ouvrant une vanne de transfert lors du dépotage d'une citerne routière de 2,58 t de chloroprène dans un centre de traitement des déchets. Il décomprime alors la citerne pour fermer cette vanne sur le réservoir mobile ; 1 200 l de chloroprène se répandent dans les caniveaux et la rétention. Après avoir stoppé la fuite et mis en sécurité l'installation, l'équipe d'exploitation informe le poste de garde et l'astreinte de l'établissement. L'utilisation de produits absorbants permet de limiter l'évaporation du liquide. Le poste de garde n'enregistrera pas de plainte du voisinage pour des problèmes d'odeurs. Cependant, des pompiers et une équipe des services du gaz se rendent sur le site à la recherche d'une fuite de gaz. Le rapprochement des 2 événements conduit le personnel à mettre en place une cellule de crise conformément aux procédures. Le transfert de chloroprène s'effectuait sous pression d'azote avec un tube plongeur en raison de l'obligation réglementaire de transporter ce produit chimique dans une citerne à remplissage et dépotage par le haut ; 7 citernes (soit 117,8 t de chloroprène) avaient déjà été vidangées sans difficulté selon la même procédure, établie spécifiquement pour cette campagne. Après analyse de l'incident, la fuite se situerait au niveau du raccord entre la citerne et la ligne de transfert. L'étanchéité de l'ensemble des canalisations, organes de transfert et citerne concernés est testée le lendemain vers 10 h ; les résultats concluants permettent d'autoriser la vidange qui s'achèvera vers 15h20. En raison des difficultés rencontrées pour obtenir une étanchéité parfaite avec les raccords utilisés et l'espace disponible dans le caisson de la citerne, les citernes sont modifiées et les raccords type 'pompiers' sont remplacés par des raccords à brides plates utilisés pour les dépotages sous pression.

**N°32198 - 04/09/2006 - FRANCE - 91 - ETAMPES***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans un centre d'équarrissage à l'arrêt depuis le samedi 2/09, le vigile aperçoit à 3 h un départ de feu dans 100 t de farines animales stockées dans un entrepôt (300 m<sup>2</sup>). Il prévient sa hiérarchie qui alerte les pompiers. L'incendie est maîtrisé en 2 h. Les 150 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction confinées dans le bassin de prétraitement de la station d'épuration du site sont réintégrées dans le procédé de l'industriel et stérilisées. Des dommages matériels sont à déplorer. La destruction partielle du plafond d'un local de 100 m<sup>2</sup> rend impossible la transformation des produits animaux liée à l'activité d'équarrissage. Le sol du dépôt étant étanche, aucune pollution des eaux souterraines ou du sol n'est à craindre. La température d'inflammation des farines animales est voisine de 160 °C. Les conditions météorologiques lors du sinistre ne laissent pas envisager une combustion spontanée. La température de stockage ne dépassant pas 60 °C, seul un apport de farines chaudes sortant du process aurait pu expliquer une élévation soudaine de température. Mais, l'absence d'apport pendant les 24 h précédant le début de l'incendie rend l'hypothèse d'une autocombustion très peu probable. En revanche, des graisses mélangées avec les farines animales peuvent abaisser le point de combustion du mélange. Dans l'attente d'être traité, un mélange graisses/farine était stocké depuis 4 semaines, ce qui est inhabituel pour cet établissement. Ce stockage exceptionnel résulte de la panne de l'automate dégraissant les farines due, selon l'exploitant, à la foudre qui avait frappé le site vers le 14/07. La police effectue une enquête. Le POI de l'établissement en cours d'élaboration intégrera les conséquences de l'accident.

**N°32157 - 29/08/2006 - FRANCE - 27 - ACQUIGNY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 9h30, un feu se déclare dans la zone de broyage de papier d'un centre de tri et de transit de DIB. Les employés présents coupent l'alimentation électrique : le tapis roulant est arrêté et la balle de papier en cours bloquée dans la presse à balles. Ils arrosent ensuite l'installation à l'aide de RIA. Un important nuage de fumée et de vapeur d'eau se forme et envahit 2 000 m<sup>2</sup> du bâtiment (3 600 m<sup>2</sup>). Les dispositifs de désenfumage sont actionnés. La fumée s'échappe par les ouvertures et gêne la circulation sur la RN154. La ventilation des locaux étant difficile, une caméra thermique, un groupe ventilateur et une cellule d'assistance respiratoire (CELAR) sont demandés en renfort. Les pompiers mettent en place 4 lances et maîtrisent le sinistre vers 10h40. Leur intervention se termine à 13 h. La balle de papier est détruite. Les eaux d'extinction répandues dans le bâtiment sont absorbées par les déchets de papier et de carton présents dans le hall et déblayés ensuite. 11 employés sont évacués et 2, incommodés, sont transportés à l'hôpital. L'origine de l'accident n'est pas déterminée. Selon le directeur, les employés auraient dû arroser la balle à sa sortie de la machine, une rampe d'arrosage étant prévue à cet effet sur le tapis roulant. Ces derniers ont actionné les trappes de désenfumage mais ont confondu les commandes d'ouverture et de fermeture. Certaines trappes sont restées fermées, ce qui explique l'enfumage du bâtiment. L'activité de l'entreprise reprend normalement dès l'après-midi. L'installation électrique du broyeur et de la presse doivent être révisées. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport d'accident, de joindre un plan du site mis à jour, précisant l'implantation des moyens d'intervention incendie (extincteurs, RIA, bassin...), de lister les moyens de prévention contre l'incendie (murs, portes coupe-feu...) et leur implantation, de vérifier les équipements de prévention et d'intervention (l'étiquette de contrôle n'était pas présente sur un RIA pourtant vérifié le 26/06/2006), de remplacer toutes les cartouches CO2 de commande d'ouverture/fermeture des trappes de désenfumage, de sensibiliser le personnel aux consignes en cas d'accident et notamment sur la manipulation des dispositifs de désenfumage. Afin d'éviter les erreurs de manipulation sur les commandes des trappes, des équipements à déclenchement automatique pourraient être installés. L'exploitant s'engage à installer des systèmes de détection incendie sur tous ses sites.

**N°32116 - 19/08/2006 - FRANCE - 42 - LA TALAUDIERE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine de traitement des déchets, des fûts métalliques de 200 l contenant des filtres à huile et des aérosols usagés prennent feu vers 12h20. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide d'une lance à mousse. Selon ces derniers, il n'y a pas de risque de pollution.

**N°32148 - 19/08/2006 - FRANCE - 68 - FELDKIRCH****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans un stock de 4 000 m<sup>3</sup> de pneus déchiquetés dans une usine de récupération de matières recyclables. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec 4 lances et évacuent les granulats de pneus.

**N°32115 - 18/08/2006 - FRANCE - 73 - CHAMBERY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une déchetterie, l'alarme d'un portique de détection de radioactivité se déclenche vers 15h45 lors du passage d'un camion transportant 5 t de déchets médicaux constitués principalement de couches culottes (iode). Le chargement est déversé dans une zone protégée. Un paquet de déchets isolés sera pris en charge par une entreprise spécialisée. L'intervention des secours s'achève vers 16h50.

**N°32021 - 27/07/2006 - FRANCE - 60 - CUTS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine de recyclage de pneumatiques, un feu se déclare vers 10 h au niveau du cyclofiltre d'un silo de 30 m<sup>3</sup> situé en extérieur, contenant du textile pour la fabrication de pneumatiques. Les pompiers mettent en oeuvre 1 lance à mousse et 1 lance à eau et s'alimentent sur une réserve incendie de 1 000 m<sup>3</sup>. L'industriel met à leur disposition 400 l d'émulseurs. L'incendie est maîtrisé vers 11h. Aucun chômage technique n'est prévu.

**N°31889 - 26/06/2006 - FRANCE - 58 - PREMERY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Lors de travaux de soudage, une cuve de 70 m<sup>3</sup> contenant 46 m<sup>3</sup> d'acétate d'isopropyle explose dans une usine de valorisation de sous-produits issus de l'industrie agroalimentaire. Deux personnes sont blessées. L'acétate est récupéré dans les lagunes.

**N°32011 - 23/06/2006 - FRANCE - 38 - DIEMOZ****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15 h dans une décharge de déchets industriels banals (DIB). L'incendie s'étend sur 300 m<sup>2</sup> mais ne provoque aucun dommage à l'extérieur du site. Les pompiers maîtrisent le sinistre vers 18 h.



**N°31857 - 14/06/2006 - FRANCE - 21 - LONGVIC****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de transit et de regroupement de déchets industriels spéciaux (DIS), ménagers spéciaux (DMS), industriels banals (DIB) et de ferrailles diverses, une dispositif automatique détecte à 19h21 un feu et transmet une alerte. Sur les lieux à 19h30, les pompiers sont informés par l'inspection des installations classées des risques liés aux produits stockés et de la présence de vannes de confinement des eaux d'extinction. Les secours parviennent à contenir le sinistre dans le bâtiment de stockage des DIS et DMS, des plaques de bardage en étant partiellement arrachées pour arroser l'intérieur. Seules quelques palettes de piles stockées en fûts de 200 l à l'extérieur mais à proximité du bâtiment s'enflammeront par effet domino. La fermeture des vannes de barrage permet de confiner les eaux d'extinction dans le bâtiment, dans la cour du parc DIS et d'éviter toute pollution. Le pH est mesuré : 7 à l'extérieur de l'entrepôt et 12 à l'intérieur. Une concentration de 100 ppm de CO est mesurée dans le bâtiment. Dès 22h30, une société spécialisée pompe 5 m<sup>3</sup> d'eaux confinées dans le bâtiment et dans le séparateur d'hydrocarbures de la zone DIS ; ces eaux seront incinérées. Dans l'impossibilité de condamner l'accès au bâtiment (bardage arraché, alarme anti-intrusion inopérante), l'exploitant mandate une société de gardiennage pour surveiller le site durant la nuit. Collectés dans les déchetteries, les déchets incendiés sont essentiellement des peintures, des piles, des DMS en mélange (500 l de solution basique, 500 l de produits phytosanitaires...). Les tubes néons stockés dans le même local ne sont pas concernés par l'incendie. La cause du sinistre n'est pas précisément connue. Toutefois, la zone du bâtiment la plus endommagée correspond à l'emplacement des bacs DMS non triés qui auraient pu contenir des substances incompatibles à l'origine d'une réaction exothermique. L'alerte rapide des pompiers a permis de limiter considérablement l'ampleur du sinistre. Les dommages occasionnés sont minimes et l'activité de collecte des déchets spéciaux reprendra après remise en état du bâtiment. A la suite d'une précédente inspection, l'exploitant avait décidé de transférer les solvants chlorés dans une armoire extérieure distante du bâtiment. Une procédure de tri des DMS et la construction d'un local qui leur soit dédié sont prévues.

**N°32150 - 27/05/2006 - FRANCE - 974 - SAINT-LEU****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu d'origine indéterminée se déclare en début d'après-midi dans une plate-forme de broyage de déchets végétaux. La combustion des 4 000 m<sup>3</sup> de déchets verts génère un important dégagement de fumées pendant 2 jours et 1 000 m<sup>2</sup> de terrain sont détruits. L'exploitant décide de séparer les déchets verts en plusieurs zones afin de limiter une éventuelle propagation lors d'un départ de feu. De plus, les déchets sont quotidiennement arrosés afin d'abaisser la température au cœur du tas en raison d'un fort ensoleillement de la zone.

**N°31740 - 08/05/2006 - FRANCE - 59 - LOURCHES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Sur un site de traitement et valorisation de déchets industriels banals (DIB), un feu se déclare dans un tas de compost de 2 000 m<sup>3</sup>. Deux lances canon sont mises en place.

**N°31755 - 05/05/2006 - FRANCE - 78 - BONNIERES-SUR-SEINE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 13h30 dans une entreprise de recyclage de matériels électroniques à l'intérieur d'un local contenant des piles. Une cinquantaine d'employés est évacuée et les pompiers maîtrisent le sinistre avec 3 lances à débit variable de 500 l/min. La toiture du bâtiment endommagée par l'incendie est bâchée et les secours mettent en place une surveillance du site durant la nuit.

**N°31736 - 01/05/2006 - FRANCE - 09 - MANSES****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu accompagné d'importantes fumées se déclare dans une fosse de déchets d'une décharge communale. Les pompiers étouffent l'incendie en déversant de la terre.

**N°31686 - 27/04/2006 - FRANCE - 82 - CASTELSARRASIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un hangar ouvert de 150 m<sup>2</sup>, un feu se déclare sur une palette de 1 m<sup>3</sup> de chlorate de sodium. Trois employés incommodés par les fumées sont conduits au centre hospitalier pour effectuer un bilan.

**N°31930 - 19/04/2006 - FRANCE - 68 - ILLZACH****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans 100 t d'ordures ménagères (encombrants et déchets banals divers provenant des déchetteries de l'agglomération mulhousienne) d'un centre de tri de déchets. Les pompiers étalent les déchets dans le hall de stockage pour les arroser. Les eaux d'extinction de l'incendie sont confinées dans un stockage tampon situé sur le réseau d'eaux pluviales du site, lequel est isolé par une vanne du réseau d'assainissement public. Les eaux sont analysées avant rejet et les résidus de l'incendie envoyés dans un centre de tri de la région.

**N°31622 - 08/04/2006 - FRANCE - 33 - BASSENS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de regroupement et de traitement de déchets dangereux, DTQD, DMS, un feu se déclare dans un broyeur et se propage à un bâtiment de 200 m<sup>2</sup> contigu servant au stockage des déchets. L'incendie est maîtrisé à l'aide des moyens 'mousse' de l'établissement mais 10 t de déchets sont détruites. Les pompiers arrosent le stockage pour le refroidir et vérifient le broyeur. Les eaux d'extinction contenues dans le bac de rétention sont retraitées par la station biologique de l'usine.

**N°31382 - 06/02/2006 - FRANCE - 29 - BREST****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 15 h sur un tas de carcasses automobiles à broyer de 400 m<sup>3</sup> dans une entreprise de récupération de matières métalliques. Les pompiers éteignent l'incendie vers 19 h avec 4 lances à débit variable (2 x 500 l/min + 2 x 1 000 l/min) et 1 lance canon, aidés par le personnel de l'établissement qui déblait les ferrailles avec 2 grues. L'intervention des secours s'achève à 22h15. Selon l'exploitant, la présence dans le tas à broyer d'un véhicule non dépollué serait à l'origine du sinistre. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la déclaration d'accident doit être faite dans les meilleurs délais et ses obligations en matière d'agrément pour le traitement des véhicules hors d'usage. L'inspection lui demande également les actions correctives prévues pour la "dépollution des véhicules" avant broyage et pour le confinement de la totalité des eaux d'extinction.

**N°31340 - 24/01/2006 - FRANCE - 73 - CHAMBERY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 11H45, une société extérieure démonte l'électrofiltre de la ligne 2 d'une usine de récupération de matières non métalliques recyclables désaffectée implantée sur 2 niveaux quand une projection de chalumeau enflamme un condenseur proche. Malgré l'utilisation d'extincteurs, l'incendie se propage en émettant une épaisse fumée. Un périmètre de sécurité est mis en place et l'usine est évacuée. Un matériau composite (résine SVR) représentant 30 m<sup>3</sup> de polymère se consume dans l'après-midi. Une école maternelle voisine est confinée à la suite d'une décision de sa directrice après avoir vu le nuage de fumée. Les pompiers éteignent le sinistre après 2 h d'intervention, puis une surveillance est maintenue jusqu'au lendemain 8 h. Les pompiers effectuent des mesure de monoxyde de carbone (CO) dans l'école ; les résultats étant normaux, les élèves peuvent sortir des locaux. Les secours confirment que les fumées n'ont provoqué aucun picotement aux yeux ou aux voies respiratoires des pompiers et de la population. La verticalité des fumées a contribué à leur bonne dilution. Une entreprise spécialisée qui traite une grande partie des eaux d'extinction, ne détecte aucun résultat anormal sur la journée de l'incident. Le site doit rester fermé jusqu'au passage d'un expert. Avant redémarrage du chantier, des mesures doivent être prises pour diminuer la probabilité de renouvellement d'un tel sinistre.

**N°31295 - 12/01/2006 - FRANCE - 14 - LISIEUX****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans un four à durcir le tissu dans une usine de recyclage de textiles récupérés dans les collectes de DIS, négoce de déchets divers et usines de fabrication de feutre pour l'automobile. Une arrivée massive de fioul serait à l'origine du sinistre. Dix employés sont évacués. Les pompiers éteignent le feu en 40 minutes.

**N°31206 - 27/12/2005 - FRANCE - 91 - EPINAY-SUR-ORGE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 22 h sur un stockage de palettes de 500 m<sup>2</sup> et 3 m de haut dans un site de recyclage de matériaux du BTP implanté en bordure de l'A6. Les pompiers évacuent 14 bouteilles de 13 kg de propane situées à proximité et circonscrivent le sinistre avec 3 grosses lances. Une information des services de police de l'autoroute est effectuée en raison des risques de ralentissement de la circulation sur cet axe routier. L'intervention des secours s'achève à 3 h.

**N°31225 - 23/12/2005 - FRANCE - 62 - LOOS-EN-GOHELLE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

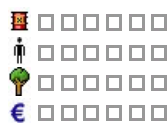
Un incendie se déclare dans la nuit dans une entreprise de valorisation de pneus usagés sur un stock de 1 800 m<sup>2</sup> (entre 1 000 et 2 000 t de pneus). Les pompiers arrivent vers minuit ; 20% de la surface du stock est en feu. Aucune source d'eau n'étant disponible à proximité, l'action des pompiers ne peut démarrer qu'une heure après leur arrivée (bornes incendie situées jusqu'à 1,5 km du sinistre) ; 50 % de la surface du stock est alors en feu. L'incendie se généralise. Durant la nuit les pompiers mènent surtout une action de protection sur un autre stock de pneus broyés, situé à proximité. Ils épandent et arrosent également les parties enflammées mais l'efficacité de ces actions est limitée par la faible surface disponible. La durée d'extinction est évaluée à 5 jours. Les pompiers doivent se raccorder au réseau communal, ce qui entraîne l'arrêt de la distribution d'eau potable sur la commune. Les services techniques envisagent un branchement sur un autre réseau ou une distribution de bouteilles d'eau. Les fumées, lourdes et épaisses, sont visibles depuis les axes routiers environnants, très fréquentés. Le vent d'ouest assez soutenu pousse les fumées vers une zone agricole. Les environs du site sont par ailleurs dépourvus d'habitation, sauf le long de la D165 (une quarantaine d'habitations dans un rayon de 500 m). Les eaux d'incendie s'écoulent sur la surface imperméabilisée du site jusqu'à la D165 d'où elles sont reprises dans le réseau communal jusqu'à un bassin de relevage puis renvoyées vers le réseau d'eau usée. Le lendemain, 2 engins de levage dégagent les pneus pour permettre le refroidissement des non-brûlés, la fumée reste importante. Le 25/12, une partie du stockage est transférée pour étalement. Il n'y a plus de risque de propagation au bâtiment. Le 26/12, le dispositif hydraulique est allégé, le déblaiement est engagé. Le 27/12, la caméra thermique montre de nombreux foyers résiduels. Le 28/12, 3 lances sont encore en action. Le feu est considéré éteint le 29/12, quelques points chauds persistent le 30/12, définitivement éteints le 31/12. Lors d'une inspection en juin 2004, l'Inspection des installations classées avait constaté plusieurs non-conformités toujours présentes lors d'une nouvelle inspection le 24/11/04. Elle avait alors informé l'exploitant qu'elle proposerait au préfet de consigner une somme de 21 000 euros. Par courrier du 2/05/05, l'exploitant informait l'Inspection du début des opérations de mise en conformité.

**N°31140 - 10/12/2005 - FRANCE - 24 - SAINT-PAUL-LA-ROCHE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement de déchets, un feu se déclare dans 2 silos de compost en fermentation implantés dans un bâtiment de 3 200 m<sup>2</sup> à structure métallique abritant une trentaine de silos de 100 m<sup>3</sup> chacun. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 2 lances à débit variable après 5 h d'intervention puis vidangent les silos concernés. Les eaux d'extinctions sont collectées dans un bassin de confinement.

**N°30850 - 16/10/2005 - FRANCE - 69 - MEYZIEU****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 21 h sur un stock extérieur de 6 000 m³ de copeaux de bois dans un centre de traitement de métaux et de déchets industriels. Parvenus sur le site 15 min après avoir été alertés, les pompiers circonscrivent le sinistre à l'aide de 5 lances à débit variable et de 2 lances canon ; 2 tracto-pelles de l'usine évacuent les copeaux en feu pour parfaire leur extinction. Les employés oubliant de fermer la vanne d'isolement avant rejet au réseau collectif d'eaux pluviales, les eaux d'extinction de l'incendie ne restent pas confinées sur le site. L'incendie serait d'origine criminelle. L'inspection des installations classées constate une absence de consignes incendie écrites et un défaut de déclaration d'accident, points pour lesquels un arrêté de mise en demeure est proposé au préfet.

**N°30827 - 11/10/2005 - FRANCE - 83 - VIDAUBAN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu détruit 50 m³ de pneus dans un entrepôt de 200 m². L'incendie est détecté par l'inspection des installations classées au retour d'une mission. Les secours maîtrisent le sinistre en 5 h en utilisant de la mousse. L'inspection des installations classées se rend sur place le lendemain et propose un arrêté préfectoral d'urgence de suspension d'activité. L'exploitant doit rédiger un rapport concernant l'accident, 2 feux s'étant déjà déclarés sur le même site.

**N°31326 - 10/10/2005 - FRANCE - 16 - ORIOLES****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une entreprise de récupération et de valorisation de déchets industriels produisant des combustibles solides de substitution, un feu se déclare dans une fosse de réception de déchets industriels spéciaux contenant des hydrocarbures et des copeaux de bois. Les pompiers alertés arriveront après que le feu ait été éteint par le dispositif anti-incendie de l'établissement mais resteront sur-place pendant 2 h pour sécuriser le site et ventiler les locaux. Aucune conséquence humaine ou environnementale n'est relevée.

**N°30633 - 15/09/2005 - FRANCE - 84 - LE PONTET****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Entre 21 h et 22 h, un feu se déclare dans un bâtiment de 3 000 m² contenant des matériaux, du bois, des plastiques, 4 bouteilles d'acétylène et plusieurs bouteilles d'oxygène ; 2 des bouteilles d'acétylène explosent. L'incendie se propage dans l'entrepôt de cette entreprise de récupération de matières non métalliques recyclables accolé à un bâtiment abritant des produits de piscine. Les 70 pompiers maîtrisent le sinistre en 2h30. L'incendie, probablement d'origine criminelle, détruit cette installation de stockage de déchets industriels par ailleurs non autorisée à pratiquer cette activité ; 16 personnes sont en chômage technique. Dès le 25/08, l'inspection des IC propose au Préfet la suspension des activités non autorisées et de mettre l'exploitant en demeure de régulariser la situation. Les dommages sont évalués à 2M€.

**N°30575 - 07/09/2005 - FRANCE - 28 - SAINT-DENIS-LES-PONTS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 1h35, un feu se déclare sur 3 bacs à déchets ouverts contenant des cartons, bouteilles et plastiques, dans un centre de récupération de ferrailles et déchets divers. Les pompiers rencontreront des difficultés pour entrer sur le site. Egalement alertés, les services techniques de l'électricité coupent une ligne à haute tension de 20 KV. L'incendie est maîtrisé après 1 h d'intervention, mais les pompiers maintiennent 2 lances pour protéger la casse automobile adjacente.

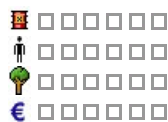
**N°30572 - 05/09/2005 - FRANCE - 77 - CANNES-ECLUSE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement de déchets solides, une fumée blanchâtre déclenche un détecteur de fumées dans une fosse à boue contenant différents déchets dont de l'hypochlorite de calcium et des produits phytosanitaires. Les pompiers effectuent des mesures de température et de qualité de l'air. Celles-ci indiquent de faibles concentrations en chlore qui ne menacent ni les riverains, ni l'environnement du site. Le déversement accidentel de 50 kg de pastilles chlorées dans la fosse de déchets chimiques est à l'origine de la réaction exothermique qui a engendré l'émission gazeuse.



**N°30497 - 25/08/2005 - FRANCE - 73 - CHAMBERY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre de transit de déchets ménagers (OM), industriels banals (DIB) et industriels spéciaux (DIS), un salarié aperçoit vers 16 h de la fumée s'échapper d'une caisse de phytosanitaires. Le responsable par intérim isole le carbu de calcium et entrepose les autres caisses dans l'alvéole à 18h45. Vers 20h30, un feu se déclare dans l'alvéole de 30 m³ contenant 38 t de déchets dangereux issus de déchetteries et d'industries. Travaillant dans le centre de tri des OM, un opérateur entend une alarme et consulte le tableau de report : un feu est détecté dans le centre de transit des DIS. En théorie, les eaux d'incendie doivent être contenues sur site dans la rétention de 1 000 m³ formée par le dallage en béton, un muret périphérique et une vanne d'arrêt sur le réseau d'écoulement des eaux pluviales. L'employé actionne le coup de poing qui active cette vanne, sans en vérifier le bon fonctionnement, ses collègues étant évacués. Les pompiers notent 1 h plus tard que la vanne n'est pas correctement fermée, obturent le réseau en aval et circonscrivent le sinistre vers 22 h. Ces eaux rejoignent alors l'ERIER via le réseau des eaux pluviales dont le gestionnaire installe un barrage flottant au point de rejet dans le cours d'eau et précise à 23h45 n'avoir rien constaté. Alors qu'il pleut, les fumées noires émises, potentiellement toxiques, forment un panache vertical. L'électricité étant coupée pendant le sinistre, l'exploitant ne fournit pas immédiatement le registre des produits stockés : peintures, solvants, alcools, aérosols, produits phytosanitaires et de laboratoire, aucun acide n'étant répertorié. Les liquides étaient conditionnés en bacs étanches et les produits pâteux sur palettes et rétention. Excluant le vandalisme ou des problèmes électriques, l'exploitant envisage une réaction exothermique après contact de 2 substances incompatibles (infiltration d'eau de pluie ?). Le bâtiment de stockage des DIS est détruit, mais il n'y a pas de blessés. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est pris le 26/08 : maintien à l'arrêt de l'activité de tri et transit de déchets dangereux (DIS, DTQD)... L'exploitant prévoit de : construire des murs séparatifs et coupe-feu, répartir les produits incompatibles dans 2 modules distincts, stocker les phytosanitaires, les aérosols et les produits de labo dans 3 armoires différentes, mettre en place une gestion des réceptions et de la formation du personnel remplaçant...

**N°30471 - 21/08/2005 - FRANCE - 58 - FOURCHAMBAULT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 2h30 dans l'atelier de démontage de 1 500 m² d'une entreprise de recyclage des matières plastiques contenues dans les produits électroniques en fin de vie. Malgré des difficultés d'alimentation en eau, les pompiers circonscrivent le sinistre en 2 h avec 7 lances à débit variable. Selon l'enquêteur et l'expert judiciaire, le chargeur d'un transpalette serait en cause ; ce dernier est en effet au centre du point le plus chaud du sinistre. Acheté neuf il y a un an, il avait été mis en charge normalement le vendredi avant le départ des salariés. L'incendie a été découvert tardivement. Aucune infraction n'a été relevée, cependant la fenêtre à proximité du point le plus chaud a explosé, peut-être du fait de la chaleur. Une enquête judiciaire est effectuée. Tous les bureaux ont brûlé dans l'atelier sinistré. Le feu s'est transmis au matériel en cours de démontage, aux conduites de gaz de chauffage, puis au magasin. Il s'est propagé dans l'atelier sur 1 500 à 1 700 m². La production de fumée et de suie grasse s'est répartie dans l'ensemble du bâtiment soit 3 000 m². Les eaux d'incendie sont restées dans ce dernier. Les dommages matériels sont limités à l'entreprise. Le bâtiment détruit à 50 % devra être reconstruit. Des mesures de chômage techniques sont prévues. Les pompiers maintiennent un dispositif de vigilance tout au long de la journée. Des mesures d'urgence et de sécurisation sont prises ; les analyses du taux de chlorure dans la suie ont mesuré 16 microgrammes/cm² au niveau des systèmes d'aspiration et 8 microgrammes/cm² au niveau des broyeurs. Un agent de sécurité cynophile surveille le site, le gaz et l'électricité sont neutralisés le lendemain. Des postes de travail de démontage sont aménagés provisoirement dans un autre bâtiment. De nouvelles dispositions pour la mise en charge des appareils électriques sont étudiées pour éloigner les opérations des bâtiments de production.

**N°30463 - 18/08/2005 - FRANCE - 35 - SAINT-MALO****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un établissement de récupération de métaux et plastiques, un feu se déclare vers 21h30 sur un tas de matières recyclables de 100 m³ contenant des bouteilles de gaz vides. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec 5 lances et dégagent le stockage au moyen d'une grue de l'établissement.

**N°30430 - 13/08/2005 - FRANCE - 15 - VIC-SUR-CERE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu de nuit dans une décharge de déchets verts menace de se propager à un bois proche. L'intervention de 16 pompiers durant plusieurs heures permettra de maîtriser l'incendie mais un risque d'incommodité des riverains par les fumées subsiste. Des rondes de surveillances sont effectuées.

**N°30354 - 23/07/2005 - FRANCE - 89 - SAINT-FARGEAU****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare en fin d'après-midi dans un centre de stockage de déchets ultimes et de compostage. Une vingtaine de sapeurs pompiers maîtrise le sinistre au moyen de 4 lances après 3 h d'intervention. Des rondes de surveillance seront effectuées dans la nuit.

**N°30319 - 17/07/2005 - FRANCE - 51 - SAINT-BRICE-COURCELLES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

A 22 h, un feu de papiers se déclare dans une fosse de 1 500 m³ dans une usine de récupération, valorisation et négoce de papiers, cartons et plastiques. L'incendie se propage à un stock de papiers recyclés. Plus d'une vingtaine de pompiers sont mobilisés : le feu est circonscrit avec 6 lances.

**N°30345 - 13/07/2005 - FRANCE - 62 - HERSIN-COUPIGNY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Vers 11 h, une explosion suivie d'un incendie se produit dans une fosse de 600 m<sup>3</sup> d'un centre de pré-traitement de déchets industriels spéciaux, juste après le déchargement de déchets d'emballages pollués. Les sprinklers de l'installation se déclenchant aussitôt, l'incendie se limite au bâtiment. Pour éteindre le feu couvant qui se poursuit dans la fosse, les pompiers doivent sortir les déchets à l'aide d'une grue. Quatre employés incommodés par les fumées sont examinés à l'hôpital, le reste du personnel est examiné sur place par les pompiers. Les mesures réalisées par les secours à l'extérieur du site ne relèvent aucun risque toxique lié aux fumées. Les eaux d'extinction restent contenues dans le bassin de confinement de l'établissement. Les conséquences matérielles de l'accident sur l'installation sont limitées.

**N°30200 - 05/07/2005 - FRANCE - 61 - MORTAGNE-AU-PERCHE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans une cellule (200 m<sup>2</sup>) d'une usine d'équarrissage qui contient 2 cuves à graisse vides en cours de dégazage. L'incendie se propage à une cuve de fioul domestique proche qui se brise sous la chaleur. Les pompiers refroidissent les cuves et maîtrisent le sinistre à l'aide de lances. La toiture du bâtiment de 1 000 m<sup>2</sup> est détruite.

**N°30185 - 04/07/2005 - FRANCE - 974 - SALAZIE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Plus d'un millier de bidons de 5 l de produit portant une étiquette "décapant carrelage contenant de l'acide chlorhydrique" sont découverts dans une décharge non autorisée ne recevant plus que des déchets inertes et des encombrants. Certains sont éventrés, la plupart se trouve dans un ravin difficile d'accès, nécessitant l'emploi de moyens spécifiques (grue équipée d'une nacelle ou creusement d'une voie d'accès) pour leur récupération. Une pollution du sol, gorgé de produit, est redoutée. Des analyses montrent que les bidons renferment de l'acide chlorhydrique dilué à 15 %. Une enquête judiciaire est effectuée. Les bidons proviendraient d'une quincaillerie dont l'entrepôt abrite plus de 2 500 bidons de même nature. Les deux sites devront être dépollués.

**N°30153 - 27/06/2005 - FRANCE - 02 - BEAUTOR****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une entreprise de récupération, une polymérisation intempestive se produit dans un conteneur de déchets en plastique, abrité dans un bâtiment formant rétention. Les pompiers pulvérisent de la mousse pour refroidir le fût (abaissement de la température de 67 à 37 °C) et stopper la réaction. Le bâtiment est sécurisé puis le conteneur est placé dans une benne métallique. La température du milieu est surveillée, le fût sera envoyé en destruction dès que la température sera revenue à la normale.

**N°30111 - 22/06/2005 - FRANCE - 45 - SARAN****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Deux employés nettoient un four à l'arrêt dans une usine d'incinération d'ordures ménagères (UOM). L'opération qui s'effectue habituellement tous les 2 mois se déroule en 3 phases successives : nettoyage préliminaire du four réalisé par des employés, installation d'un échafaudage par une entreprise extérieure, puis intervention finale d'un fumiste pour rénover les parois de briques réfractaires. L'intervention est difficile en raison notamment du peu de lumière, de la température résiduelle et de l'accessibilité réduite de l'installation, ainsi que du manque de points d'ancrage. L'accident a lieu lors de la 1ère étape : des briques se détachent des parois entraînant la chute des 2 employés travaillant dans le four. L'un des agents est tué et l'autre grièvement blessé, 2 autres opérateurs légèrement atteints en tentant de leur porter secours seront également hospitalisés. L'extraction de la victime s'est avérée difficile en raison de la configuration interne du four. L'accident met en lumière les risques liés aux interventions en milieux clos, sombres, difficilement accessibles et dans lesquels les possibilités de déplacements sont réduites (conception ne prenant pas assez en compte interventions et entretien ?). Dans ce contexte, le facteur organisationnel est primordial notamment lors de la préparation d'un chantier, puis lors de la concertation (réunions de chantier...) et de la coordination des intervenants, avant et pendant les travaux, en particulier lorsque plusieurs sous-traitants sont sollicités en cascade.

**N°29867 - 20/05/2005 - FRANCE - 87 - ROCHECHOUART****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare dans une décharge de 7 000 m<sup>2</sup>. Cinq pompiers sont légèrement incommodés par les émanations de fumées. Aucune pollution de l'air n'est cependant constatée. L'incendie est maîtrisé après 3 h d'intervention, une ronde est effectuée le lendemain pour s'assurer de l'extinction complète du sinistre.

**N°29848 - 18/05/2005 - FRANCE - 62 - RINXENT****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une entreprise récupérant des matières non métalliques recyclables, un feu se déclare dans un bâtiment de 300 m<sup>2</sup> utilisé pour stocker des matières plastiques et de l'huile. Les pompiers maîtrisent le sinistre en 1h15.

**N°29728 - 18/04/2005 - FRANCE - 974 - NG****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine de traitement thermique de déchets animaux, un feu se déclare à la suite d'une défaillance sur un brûleur situé en post-combustion. L'installation traite et incinère les déchets animaux non recyclables (notamment ceux collectés dans le cadre du Service public d'Equarrissage), ainsi que des farines animales. Les dommages sont peu importants : toit et circuits électriques endommagés. L'entreprise arrête l'incinération pour effectuer les réparations nécessaires. La chaîne de fabrication des farines continuera à fonctionner pour la transformation des déchets crus en farines animales. Stockées dans des bennes le temps des réparations, ces dernières seront ensuite brûlées. Les farines à bas risque sont orientées vers le centre d'enfouissement de la Rivière St Etienne. La durée de l'arrêt technique de l'incinérateur n'est pas connue. Aucune pollution n'est constatée.

**N°29555 - 29/03/2005 - FRANCE - 40 - ARENGOSSE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie se déclare sur 2 500 à 3 000 m³ de copeaux de bois sec, dans une menuiserie contiguë à une zone de stockage vide de 6 à 8 m de haut. Une partie des copeaux non touchés sont évacués dans un autre bâtiment de l'entreprise. Les pompiers maîtrisent le sinistre. Le tas de particules est déplacé puis arrosé et sera évacué par des camions de l'entreprise. Le matériel non sinistré est reconditionné. Aucune victime n'est à déplorer.

**N°29293 - 25/02/2005 - FRANCE - 26 - VALENCE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare dans une usine de recyclage de plastiques de 2 000 m². Les pompiers protègent une citerne de mazout. La police met en place un périmètre de sécurité et 5 entreprises proches sont évacuées (30 personnes). Le feu est circonscrit après 1 h d'intervention. Des mesures sont effectuées sur les eaux d'extinction (pH 6,5) ; 25 personnes de l'entreprise sont en chômage technique. Les secours quittent les lieux 4 h plus tard, mais 3 engins restent en surveillance. Un autre incendie est intervenu dans la même zone industrielle le 24/02/05 dans une usine de papiers et peintures (n° ARIA 29273).

**N°29138 - 08/02/2005 - FRANCE - 91 - VIGNEUX-SUR-SEINE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une société de récupération, une fuite d'un gaz blanchâtre irritant se produit sur une bouteille de 15 l sans ogive : 4 personnes travaillant sur le site sont incommodées dont 1 fortement. Les pompiers se rendent sur les lieux avec une CMIC : après une campagne de mesures, ils ne détectent aucun risque résiduel d'explosion ou d'intoxication.

**N°29113 - 03/02/2005 - FRANCE - 66 - PERPIGNAN****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare sur des détritres dans une fosse de réception d'une déchetterie. Les pompiers maîtrisent l'incendie et protègent les bâtiments administratifs à proximité. Les dégâts concernent la peinture et la structure métallique de l'équipement. L'origine de l'incendie reste indéterminée.

**N°28896 - 08/01/2005 - FRANCE - 91 - CORBEIL-ESSONNES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare vers 2h15 dans un dépôt en plein air de pneumatiques usagés. L'incendie détruit 3 000 m³ de pneus (600 m² sur 5 à 6 m de haut, soit 30 000 pneus). Le sinistre menace par rayonnement un entrepôt de stockage de pneus et un cabanon. Il existe un risque important de propagation dans la zone en friche sur la partie droite du front de feu, un atelier et un pavillon sont également menacés. Les secours rencontrent des difficultés d'accès pour mener une attaque dans l'axe de propagation du feu. Un épais panache de fumée se développe. La circulation sur la RN7 est coupée pendant 8 h. Les pompiers utilisent des boteurs pour pénétrer dans le foyer et maîtrisent le sinistre à l'aide de lances à mousse après 4 h d'intervention. L'état du terrain rend l'extinction totale difficile, les engins de travaux publics ne peuvent plus pénétrer sur le site. Un engin chenillé est demandé pour parfaire le déblai et poursuivre l'extinction. Le feu est éteint à 17h30. Le risque de pollution des canalisations des eaux pluviales est limité du fait que les collecteurs se trouvent soit en amont de l'incendie, soit très loin en aval. Cependant, les eaux d'extinction sont contenues dans une tranchée, une société spécialisée prélève les eaux au fur et à mesure. Les déblais sont effectués au moyen d'un tractopelle. Un dispositif de surveillance est mis en place pour la nuit.

**N°28797 - 31/12/2004 - FRANCE - 60 - BEAUVAIS****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare dans un dépôt de 60 m³ stockant des pneus usagés à l'air libre. Les pompiers protègent un bâtiment voisin et un semi remorque ne contenant pas de matière dangereuse. Le feu est circonscrit en 1 h 30. Le propriétaire de l'établissement procède au déblai au moyen d'engins mécaniques. Les pompiers quittent les lieux au bout de 3 h.



**N°28810 - 27/12/2004 - FRANCE - 66 - SAINT-ESTEVE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un incendie d'origine criminelle se déclare vers 18h20 et détruit un stock de 800 t de pneus d'une hauteur de 2 m et d'un volume de 5 000 m³. Des fumées abondantes se dirigent vers la ville voisine. Les populations exposées se confinent. L'incendie menace 2 hangars voisins. Les pompiers déploient des moyens importants pour éteindre l'incendie en raison du fort vent de Nord-Ouest. Le feu est maîtrisé le lendemain dans la matinée. Un pompier blessé à la suite de la chute d'une lance monitor est hospitalisé et opéré. Un tracto-pelle de la mairie construit des merlons pour contenir plusieurs milliers de m³ d'eau polluée sur le site. Le feu est éteint vers 15h30, mais les pompiers restent jusqu'en soirée pour prévenir une éventuelle reprise du feu. Les eaux d'extinction s'infiltrent rapidement dans le sol car le dépôt est implanté sur des alluvions de la Têt, rivière située à 100 m au sud. Des prélèvements sont réalisés. Les résultats de mesure du réseau air de la ville voisine montrent que le capteur, situé sous le vent de l'incendie, à 3,5 km au Sud Est enregistre une forte augmentation de la teneur en poussières habituellement inférieure à 10 microns/m³. La moyenne journalière de 34 microns/m³, le 27/12/2004, reste toutefois inférieure aux valeurs limites (55 microns/m³), mais la moyenne sur les premières heures de l'incendie est de 137 microns/m³, avec une pointe à 194 entre 20h et 21h. L'impact sur la population urbaine est limité, compte tenu de l'heure tardive et des mauvaises conditions climatiques (basses températures et vent fort). Un maraîcher dont les installations jouxtent le dépôt de pneus constate la présence de saie sur ses salades cultivées sous serres. Une expertise aurait déterminé une perte de 80 % de la production, la plupart des salades même lavée ne pouvant être vendues. Le 30 décembre, une société spécialisée récupère les résidus de poussières. Après balayage, le site sera bâché au moyen de film polyane. L'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure à l'encontre du propriétaire pour l'évacuation des déchets et une étude hydrogéologique compte tenu de la proximité d'un forage AEP.

**N°28726 - 13/12/2004 - FRANCE - 83 - LE MUY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare dans un bâtiment de 1 500 m² d'un établissement de tri, recyclage et traitement de déchets. L'incendie qui concerne initialement 100 m² de balles de papier et de carton de récupération, s'étendra sur 2 niveaux et percera la toiture. Il est finalement maîtrisé après 1,5 h d'intervention.

**N°28716 - 10/12/2004 - FRANCE - 79 - AIRVAULT****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une entreprise de traitement des déchets, un feu se déclare sur une cuve de 30 m³ contenant des solvants et des déchets de peintures. Les sprinklers éteignent l'incendie avant l'arrivée des pompiers.

**N°28705 - 07/12/2004 - FRANCE - 91 - MORANGIS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une décharge, un feu se déclare sur un tas de détritrus de 400 m³. Les pompiers éteignent le feu en l'étouffant avec de la terre humidifiée.

**N°29933 - 03/12/2004 - FRANCE - 60 - CRILLON****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Des hydrocarbures polluent le THERAIN sur plusieurs kilomètres à la suite du débordement d'un déshuileur dans une usine de traitement des déchets.

**N°28513 - 08/11/2004 - FRANCE - 86 - CHAUVIGNY****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine de collecte et démantèlement d'ordinateurs et autres appareils électroménagers, un fût de 57 kg de piles au lithium explose à la suite d'une erreur de manipulation dans le conditionnement des piles en vrac. L'explosion résulterait du mélange lithium/eau/chaleur ayant dégagé de l'hydrogène et d'un court-circuit engendré par les piles. Des centaines de piles sont violemment projetées à plus de 30 m, certaines perforant les murs en tôle d'un bâtiment, d'autres enflamment des déchets plastiques. L'incendie dégage une épaisse fumée. Les secours ventilent les locaux. Les piles qui n'ont pas explosé sont reconditionnées dans leurs emballages d'origine et stockées hors du bâtiment. Les pompiers noient le fût à l'origine de l'explosion.

**N°28982 - 18/10/2004 - FRANCE - 13 - ROGNAC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre traitement des déchets spéciaux et de regroupement de déchets dangereux (DMS ou Déchets Ménagers Spéciaux, DTQD ou Déchets Toxiques en Quantités Dispersées), un feu se déclare dans une fosse de réception de broyats située en aval de la chaîne de broyage. Des renforts extérieurs publics et privés sont appelés à 14h45, l'incendie est maîtrisé en 15 h.

**N°28981 - 15/10/2004 - FRANCE - 13 - ROGNAC****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine d'incinération de déchets industriels, un incendie et 3 explosions se produisent lors du broyage sous inertage par brumisation d'emballages pollués par des peroxydes organiques. Le POI est déclenché à 14h37. L'intervention mobilise les services de secours publics, ainsi que les pompiers d'une entreprise voisine. La chaîne de broyage est isolée, mais la ligne d'incinération n'est pas arrêtée. Les laboratoires et le personnel administratif sont évacués. Le POI est levé à 15h10 et la situation est maîtrisée 50 min plus tard. Aucun impact sur l'environnement n'est signalé. Les procédures de réception et de tri de ce type d'emballages sont modifiées pour orienter ces derniers sur la filière d'incinération directe ou sur un broyage spécifique.

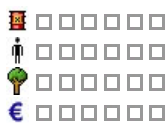
-  **N°28125 - 25/09/2004 - FRANCE - 33 - SAINT-DENIS-DE-PILE**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Un feu se déclare un week-end dans un stockage de 7 000 m<sup>3</sup> de déchets verts. Un engin mécanique est utilisé pour maîtriser le sinistre qui perdure plus de 24 h.
-  **N°29342 - 24/09/2004 - FRANCE - 69 - GIVORS**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Une entreprise de traitement de déchets industriels spéciaux, neutralisant dans un bassin d'hydrolyse 1,5 t d'un mélange d'acides minéraux provenant de différents laboratoires et rinçant des fûts ayant contenu du vinyltriméthoxysilane, est à l'origine de nuisances olfactives. Les pompiers interviennent dans une entreprise voisine pour secourir 3 personnes fortement incommodées par les odeurs. Les opérations de traitement en cours sont alors stoppées ainsi que l'unité de traitement des gaz (laveur à la soude et filtres à charbon actif). La vidange partielle du bassin d'hydrolyse est effectuée (6 m<sup>3</sup> d'effluents mis en conteneurs). L'inspection des installations classées se rend sur les lieux 3 jours plus tard et ne constate aucune odeur particulière exceptée une odeur caractéristique d'eau de Javel à l'aplomb du bassin d'hydrolyse.
-  **N°28104 - 23/09/2004 - FRANCE - 43 - POLIGNAC**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare sous un appentis d'une entreprise de transport. L'incendie se propage à 2 poids-lourds ainsi qu'à une partie de la structure du bâtiment.
-  **N°28087 - 21/09/2004 - FRANCE - 38 - SALAISE-SUR-SANNE**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 A l'entrée d'un centre d'incinération de déchets industriels spéciaux, l'alarme d'un portique de détection de radioactivité se déclenche au passage d'un camion-benne transportant un conteneur de 1 m<sup>3</sup> de déchets hospitaliers. Les mesures effectuées révèlent un débit de dose de 50 à 100 microsivert/h.
-  **N°28053 - 18/09/2004 - FRANCE - 76 - SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Dans une usine de traitement des déchets de verre, un feu se déclare 1 h après les travaux de soudure. Des projections de soudure tombent sur une grille de polyuréthane qui se consume. L'incendie se propage à plusieurs bandes transporteuses, au bardage, à des cabines de travail, aux outils du 4<sup>ème</sup> étage de l'unité de production. La combustion des matières plastiques génère de la fumée noire. Les eaux d'extinction sont confinées sur le site. Selon l'exploitant, l'extension du sinistre a été facilitée par la présence de résidus d'alcool présents dans les machines de production. Les dommages occasionnés entraînent le chômage technique de 10 employés. Toutes les parties endommagées de l'unité sont remises en état entre le 18/09 et le 25/11/04. Durant cette période, 4 personnes intérimaires sont au chômage. Des actions correctives sont prises : augmentation du nombre d'extincteurs. Une inspection réalisée par la DRIRE à la suite de l'accident met en évidence plusieurs non-conformités : permis de feu non établi le jour de l'incendie, procédure de maintenance sécurité-incendie non respectée, formation du personnel pour le maniement des moyens d'extinction d'incendie non assurée, anomalies sur les installations électriques notées lors du contrôle 2003, encore présentes en 2004.
-  **N°27970 - 12/09/2004 - FRANCE - 28 - LUCE**  
**E38.32 - Récupération de déchets triés**  
 Un feu se déclare dans un stock d'1 t de ballots de papier dans une usine de récupération de matières non métalliques. L'entrepôt de 6 000 m<sup>2</sup> s'embrase, puis l'incendie se propage à 5 poids lourds stationnés à proximité. Le sinistre est circonscrit avec des lances à débit variable et 2 pelles mécaniques sont utilisées pour débayer les lieux.
-  **N°28266 - 10/09/2004 - FRANCE - 94 - FRESNES**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Une société d'assainissement doit curer une chambre à sable dans un parc des sports. Peu avant l'opération, l'intervenant déverse dans un bassin qui alimente le ru de RUNGIS 1 m<sup>3</sup> de résidus graisseux restant au fond de la cuve de son camion. Préventivement, un barrage flottant est mis en place et les eaux du ru sont déviées vers une canalisation communale d'eaux usées. La société de curage pompe les graisses contenues dans le bassin pour les faire traiter dans une filière appropriée.
-  **N°28243 - 28/08/2004 - FRANCE - 13 - FOS-SUR-MER**  
**E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**  
 Des mâchefers incandescents tombent à 8 h dans le plan d'eau destiné à les refroidir et situé à proximité des extracteurs de cendres. Précédée d'un bruit sourd, l'eau se vaporise sous l'effet de la chaleur. La vapeur en partie aspirée par le circuit de traitement des gaz génère un important panache en sortie de cheminée. L'autre partie est directement émise à l'atmosphère depuis les plans d'eau (eau salée). Un important panache de vapeur d'eau et de vapeurs légèrement sodiques est émis à l'atmosphère. Trois personnes du port autonome incommodées sont hospitalisées pour gênes respiratoires et irritations oculaires dues à la vapeur d'eau saline. Les automatismes permettent une mise en sécurité immédiate du site. L'activité redémarre à 19 h. La configuration de la nouvelle chambre de post combustion des déchets de section polygonale peut expliquer le phénomène d'accrochage des mâchefers. L'exploitant étudie la mise en place d'un canon à air comprimé pour éviter les accumulations de produits sur les parois.

**N°27864 - 15/08/2004 - FRANCE - 02 - BEAUTOR****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une entreprise de récupération, les vannes de réservoirs de méthanol (23 m³), de xylène (30 m³) et de solvants usagés (30 m³) sont ouvertes par malveillance un dimanche dans la nuit. La société de gardiennage surveillant le site est alertée par une alarme implantée dans le secteur des cuves de stockage. Arrivant sur les lieux, le prestataire constate que 8 vannes manuelles ont été ouvertes et que des produits chimiques se sont déversés dans les 3 rétentions distinctes disponibles. L'exploitant répand avec ses propres moyens un tapis de mousse à la surface des rétentions. Les pompiers effectuent des mesures d'explosimétrie qui se révèlent négatives. Une entreprise spécialisée pompera les solvants confinés dans les rétentions. Aucun rejet dans le milieu naturel n'est constaté.

**N°27977 - 10/08/2004 - FRANCE - 84 - ORANGE****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Cinquante litres d'acide sulfurique à 94 % stocké dans un conteneur de 1 000 l se déversent sur le sol goudronné d'une usine de traitement des déchets à la suite d'une mauvaise manipulation : un chauffeur-livreur d'une société extérieure a laissé tomber le conteneur en le déchargeant seul, sans attendre l'opérateur habilité à cette tâche comme le précisent les consignes. Le conteneur renversé laisse échapper l'acide par le bouchon. Un périmètre de sécurité de 50 m est mis en place, des produits absorbants sont répandus sur le sol et récupérés pour être traités. Cet incident n'a aucune conséquence humaine ou environnementale. L'exploitant modifie les conditions de réception des produits chimiques (réception sur rendez-vous) et rappelle les consignes de livraison aux fournisseurs.

**N°27721 - 01/08/2004 - FRANCE - 38 - LE PONT-DE-CLAIX****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans une usine d'incinération, un feu se déclare le dimanche vers 7 h, alors que la ligne d'incinération 1 fonctionne seule, la ligne 2 étant en arrêt pour maintenance. Dès 4h16, plusieurs éléments annoncent un dysfonctionnement sans que les opérateurs ne détectent d'anomalies : accélération du ventilateur, augmentation de la quantité d'O<sub>2</sub>, diminution de la pression et de la température du four. A 7 h, 2 opérateurs en poste constatent lors d'une ronde la présence de flammes au dessus du four de la ligne 1. Sous l'effet du flux thermique, le feu prend dans des bastaings servant de support aux échafaudages. Ils arrêtent en urgence l'injection des déchets sur cette ligne et lancent la procédure de refroidissement. La combustion des planches est stoppée à l'aide des extincteurs disponibles dans l'unité. Aucun gaz de combustion ne s'échappe du four grâce à la dépression maintenue dans le four (10-15 mbar) par le ventilateur d'extraction vers la ligne de traitement des effluents gazeux laissée en fonctionnement pour balayer le four 1 à réparer. Le trou formé en partie supérieure du four 1 laisse apparaître la coupe du revêtement réfractaire. L'effondrement soudain de la partie supérieure du revêtement réfractaire interne du four est dû à une dégradation des joints ciment entre les briques réfractaires. Sous l'effet de la température, l'acier a fondu et conduit au perçage localisé de l'enveloppe métallique permettant la diffusion du rayonnement aux équipements voisins. Un examen des thermographies IR semestrielles ne révèle pas de défaut au niveau du réfractaire. Cependant, la DRIRE constate que ces mesures sont réalisées sur les parties latérales alors que l'effondrement soudain ne peut se produire qu'en partie supérieure. Le 02/08, les bastaings sont enlevés. L'enveloppe métallique, le calorifuge et la protection du calorifuge doivent être réparés localement. Des équipements sont endommagés par le rayonnement thermique (instruments de mesure, câbles électriques...). L'exploitant évalue à 4 j le temps nécessaire pour effectuer les réparations. L'arrêt de la ligne endommagée étant programmée pour le 05/08, son redémarrage se fera comme prévu après 5 semaines d'arrêt de maintenance initialement planifiées avec notamment un changement du revêtement réfractaire. Un contrôle annuel du four à l'arrêt est décidé.

**N°27735 - 31/07/2004 - FRANCE - 56 - LA VRAIE-CROIX****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Dans un centre de traitement des déchets, un feu se déclare de nuit dans un casier de stockage de déchets industriels banals (DIB). Les pompiers utilisent l'eau des lixiviats traités pour lutter contre l'incendie. Les barrières actives et passives du stockage ne sont pas endommagées, seule une zone située au-dessus des déchets a été détériorée par la chaleur dégagée lors du sinistre. Les eaux d'extinction, confinée sur le site, seront traitées par la station d'épuration de l'établissement. Les causes de l'accident ne sont pas connues, une plainte contre X est déposée. Néanmoins, l'exploitant devra fournir un rapport précisant les causes, les circonstances, les conséquences de l'incendie, ainsi que les mesures correctives prises pour éviter son renouvellement. La géomembrane dégradée devra être réparée et faire l'objet d'une expertise. Un expert indépendant devra également réaliser une étude pour définir la zone exacte des retombées de l'incendie, ainsi que pour déterminer leur impact sur l'environnement et notamment sur les biens, les sols, les végétaux, les cultures et les personnes.

**N°27434 - 25/06/2004 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un feu se déclare, dans la nuit, dans une usine de tri et de valorisation de déchets industriels banals (DIB) de 5 000 m². L'incendie dont le foyer se situe sur un tas de refus de tri, en bout de chaîne, se propage à rebours, au reste de la chaîne. Celle-ci est détruite et un important dégagement de fumées est émis vers l'Allemagne. Au total, 200 t de déchets seront brûlées.

**N°27248 - 03/06/2004 - FRANCE - 62 - BARLIN****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans un centre spécialisé dans le pré-traitement de déchets industriels spéciaux, une explosion et un incendie se produisent sur un broyeur de déchets. Le sinistre qui reste confiné à l'atelier de broyage, est maîtrisé sans l'intervention des secours extérieurs. Les eaux d'extinction ont rejoint la cuvette de rétention. L'installation est arrêtée. Hospitalisés par précaution 5 des 6 opérateurs choqués par le bruit de l'explosion peuvent regagner leur poste de travail, le dernier légèrement touché au tympan restant sous soins. L'exploitant analyse l'accident pour en connaître l'origine.



**N°27192 - 30/05/2004 - FRANCE - 37 - LA RICHE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un incendie se déclare dans un entrepôt de 3 600 m<sup>2</sup> abritant 300 m<sup>3</sup> de déchets industriels. Les bâtiments administratifs sont préservés des flammes mais les 3/4 de la structure du bâtiment sont détruits.

**N°27157 - 25/05/2004 - FRANCE - 40 - MORCENX***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Une explosion se produit dans la lingotière d'une usine de traitement de déchets amiantés. Un contact entre un écoulement de vitrifiat en fusion et de l'eau présente anormalement dans la lingotière est à l'origine de l'explosion. Les pompiers éteignent les foyers d'incendie issus des projections de l'explosion, à quelques dizaines de mètres du lieu d'explosion. L'usine reprend une activité normale dès le lendemain. Un perçage de la busette d'écoulement du vitrifiat et un défaut de maîtrise du contenu de la charge de déchets à traiter sont à l'origine de l'accident.

**N°27143 - 20/05/2004 - FRANCE - 61 - MORTAGNE-AU-PERCHE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Un feu se déclare dans un bâtiment de stockage et de traitement de déchets de 200 m<sup>2</sup> abritant des produits aérosols et inflammables. Le bâtiment à structure métallique est détruit. Selon les secours, cet incendie est sans conséquence pour l'environnement. Les 10 salariés de l'entreprise ne seront pas mis en chômage technique, mais répartis sur d'autres sites de l'entreprise.

**N°27181 - 18/05/2004 - FRANCE - 38 - SALAISE-SUR-SANNE***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans une usine d'incinération de déchets industriels spéciaux, un feu se déclare, à 13h30, dans un broyeur à fûts de peintures usagées. Les pompiers de la plate-forme chimique voisine alertés maîtrisent l'incendie vers 15 h à l'aide de canons à mousse. Une dizaine d'employés est blessée. Selon l'exploitant, l'incendie n'a pas généré de nuage de fumées toxiques dans l'environnement du site et les eaux d'extinction ont été confinées dans la fosse de réception des déchets. Un fût contenant des déchets de peintures serait à l'origine du sinistre. L'industriel transmet à l'Inspection des installations classées un rapport détaillé d'accident.

**N°27035 - 03/05/2004 - FRANCE - 21 - BRAZEY-EN-PLAINE***E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare dans l'atelier de broyage d'une usine de retraitement de pneumatiques. L'installation concernée permet de séparer les parties métalliques dans les broyats de pneus pour les stocker dans une benne. L'incendie est déjà important quand il est découvert par les employés. Une épaisse fumée déclenche la détection incendie qui provoque la coupure de l'alimentation électrique générale, l'arrêt des convoyeurs et transmet un message d'alerte sur les portables du personnel. En attendant l'arrivée des secours, les employés circonscrivent le feu grâce aux extincteurs. Les pompiers externes éteignent le feu et déblaient les matières incandescentes sur une parcelle de terrain voisine pour les éteindre et les refroidir. Les fumées intoxiquent légèrement 7 employés et 7 pompiers lors de l'intervention. La compagnie d'assurance effectue une expertise et identifie l'origine du sinistre : un rouleau d'entraînement des structures métalliques, devenu magnétique, a provoqué un bourrage des déchets métalliques dans la partie haute de la table. Cette accumulation a entraîné d'importants échauffements. Le broyeur en amont du dispositif d'élimination des éléments métalliques et le convoyeur associé sont détruits, 2 autres convoyeurs ont été endommagés, ainsi que la benne de stockage des éléments métalliques. La toiture à l'aplomb des installations et les câbles d'alimentation sont également atteints. Après réparation des dommages, un organisme agréé effectue des contrôles pour garantir la sécurité : intégrité des installations électriques, fonctionnement de la centrale de détection incendie, remplissage et vérification des extincteurs utilisés. L'exploitant doit justifier ces contrôles auprès de l'inspection des IC, mais aussi les moyens de prévention et de protection qu'il compte mettre en œuvre avant d'être autorisé à redémarrer son installation. Il devra également retirer les matières déposées sur la parcelle voisine, recouvertes de terre pour assurer leur extinction et se prononcer sur les conséquences environnementales des eaux d'extinction. Il doit mettre en place des consignes écrites sur la conduite à tenir en cas de sinistre et établir des procédures de maintenance des installations. L'incendie n'a eu qu'un faible impact sur l'environnement. Ce sinistre a montré la nécessité de séparer le stockage de pneus des installations de broyage.

**N°27009 - 29/04/2004 - FRANCE - 03 - CUSSET***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Des traces d'hydrocarbures provenant du réseau pluvial d'une société de collecte de déchets industriels spéciaux polluent le JOLAN. Un barrage flottant est mis en place. Un boudin hydrophobe et des produits absorbants permettent de limiter la pollution.

**N°26864 - 02/04/2004 - FRANCE - 01 - SAINT-VULBAS****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Lors du déchargement d'un camion dans un centre de traitement de DIS, une réaction chimique a lieu lors de l'introduction de bromure 2-bromoisobutyroyle dans une cuve avant sa destruction dans un incinérateur. Le réservoir monte en pression et un nuage de vapeurs irritantes est émis à l'atmosphère. L'emballage thermique a lieu lors du transfert de la substance bromée d'un fût de 200 l vers une citerne de 11 000 l. Après accord des pompiers, les événements de la citerne sont ouverts pour éviter toute explosion. Des vents forts poussent le nuage blanchâtre de bromure d'alkyle (produit corrosif et irritant) et de bromure d'hydrogène (HBr) formé ; ce dernier visible à plusieurs km se dirige vers une scierie et 4 entrepôts situés dans une zone non habitée. Les services de sécurité du site aidés de plusieurs dizaines de pompiers arrosent la cuve pour la refroidir et abattre les vapeurs irritantes ; ces dernières diluées sont récupérées dans les bassins de rétention du site. La préfecture active une cellule de crise et une cellule médicale se rend sur les lieux. Le POI est déclenché à 12h25, un périmètre de sécurité est défini. Les mesures de confinement prises concernant près de 180 personnes : les employés du site, ceux des entreprises sises dans un rayon de 1 km et une soixantaine d'élèves d'une école maternelle à 4 km hors du périmètre de sécurité. La réaction chimique est maîtrisée vers 13h30. Le vent violent finit par disperser le nuage. Le périmètre de sécurité et le POI sont levés vers 16 h. Dix-huit salariés d'entreprises voisines se plaignent de maux de tête et de difficultés respiratoires ; 7 sont traités, 4 sont mis sous oxygène, mais aucun n'est hospitalisé. Des mesures atmosphériques montrent que les seuils toxiques ne sont pas atteints. Les services sanitaires avertissent les professionnels de santé du secteur concerné du risque toxique encouru par la population pour attirer leur attention sur tout signe clinique susceptible d'apparaître. La montée en pression serait due à la présence d'un contaminant dans la citerne, lequel a entraîné la décomposition du produit initial. La citerne impliquée est immobilisée pour prélèvements et analyses. L'exploitant contacte son sous-traitant pour obtenir des informations sur l'état de la citerne : qualité du nettoyage réalisé, historique des substances contenues... Les 8 fûts présents sur le site et qui contiennent des substances de même nature, doivent être contrôlés et surveillés.

**N°26812 - 29/03/2004 - FRANCE - 78 - LIMAY****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare à 1h20 dans une zone de 10 m<sup>2</sup> d'une usine de traitement de déchets. Le bâtiment concerné abrite des déchets variés en transit (piles usagées, aérosols, déchets toxiques destinés au stockage en formation géologique...). La moitié des 15 t de piles usagées en attente d'évacuation est calcinée, mais le feu n'a pas atteint les autres déchets stockés dans le bâtiment. L'incendie qui est maîtrisé en 30 min, n'aura aucune conséquence humaine ou environnementale notable. Les 100 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinctions récupérés dans un bassin sont éliminés en tant que déchets industriels. Les dommages matériels évalués à 300 Keuros concernent quelques panneaux de bardage et 20 m<sup>2</sup> de toiture. Un court-circuit entre plusieurs piles, notamment au lithium, présentes dans le mélange de piles alcalines et salines serait à l'origine de l'accident (le courant de court-circuit d'une pile alcaline est de l'ordre de quelques dixièmes de mA, celui de piles au lithium, de l'ordre de quelques dixièmes d'A). A la suite de cet accident, l'exploitant doit réactualiser le POI de son établissement et envisager la mise en place de dispositions particulières pour le stockage des piles : protection incendie des locaux, tri des piles par type, nature des conteneurs utilisés...

**N°26710 - 13/03/2004 - FRANCE - 67 - STRASBOURG****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Dans une usine triant et recyclant des déchets industriels, 3 bidons de 50 l contenant des produits chimiques de nature et d'origine inconnues sont éventrés lors de leur broyage dans une chaîne de traitement. Une flaque large de 1 m<sup>2</sup> s'étale sur le sol. Onze employés souffrant de légers malaises sont hospitalisés pour des examens. Les substances chimiques répandues sur le sol sont récupérées et conditionnées en fûts étanches pour être analysées et retraitées. Les premiers résultats d'analyses révèlent une concentration de 2 ppm en acide cyanhydrique (HCN), substance susceptible de provenir de la présence d'insecticides agricoles. D'autres informations indiquent la présence éventuelle de dérivés d'hydrocarbures.

**N°26415 - 18/02/2004 - FRANCE - 88 - LAMARCHE****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Un gigantesque incendie (90 m de long, 15 m de large, flammes de plus de 20 m de haut) détruit vers 3h30 un entrepôt de 1 350 m<sup>2</sup> stockant 25 000 palettes dans une usine spécialisée dans le tri et la remise en service de palettes. Plus d'une soixantaine de pompiers déploie un important dispositif hydraulique (2 fourgons pompe-tonne, 1 canon à mousse, 3 motos-pompes, 8 grandes lances). Les circulations ferroviaire et routière sont interrompues. Les dommages matériels sont estimés à 300 Keuros. Les ateliers de production ne sont pas atteints, l'entreprise poursuit normalement son activité.

**N°26411 - 17/02/2004 - FRANCE - 68 - HOMBORG****E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux**

Un feu se déclare dans un bâtiment de retraitement de déchets chimiques de 800 m<sup>2</sup> ; 600 m<sup>2</sup> abritant des déchets industriels en petits conditionnements sont préservés, mais 5 t de déchets sont détruites. Il s'agit notamment de seaux de 30 l de déchets pharmaceutiques et hospitaliers qui devaient être reconditionnés en vue d'une incinération. En dépit d'un fort dégagement de fumées, les mesures atmosphériques dans les communes avoisinantes effectuées par les services de secours ne montreraient pas de pollutions.

**N°27263 - 06/02/2004 - FRANCE - 54 - CUSTINES****E38.32 - Récupération de déchets triés**

Du fioul provenant d'une usine de recyclage de papier pollue la MOSELLE sur 100 m via le réseau d'égouts. Les pompiers mettent en place un barrage flottant et une société privée pompe les hydrocarbures dans les égouts.

**N°26498 - 21/01/2004 - FRANCE - 13 - BERRE-L'ETANG***E38.22 - Traitement et élimination des déchets dangereux*

Dans une usine de pré-traitement de déchets industriels spéciaux liquides ou solides, une explosion se produit en début d'après-midi sur un sécheur thermique traitant des boues hydrocarburées centrifugées pour en éliminer l'eau et les hydrocarbures résiduels. Le traitement est réalisé à une température comprise entre 180 et 190°C obtenue par circulation d'un fluide caloporteur. Les boues sont entraînées dans le sécheur par 4 vis sans fin à double enveloppe dans laquelle circule le caloporteur. Le temps de séchage varie entre 1 et 2 h. Une dépression de 80 mm d'eau est maintenue dans le sécheur. Les effluents gazeux collectés, mélange eau / hydrocarbures, sont brûlés en chaufferie. Lors de l'accident, de l'air pénétrant dans le ciel gazeux du sécheur aurait entraîné une surpression dans l'appareil et la rupture d'une partie de la boulonnerie reliant la partie inférieure à la partie supérieure sur la moitié de la périphérie. La partie supérieure du sécheur s'est alors partiellement désolidarisée de la partie inférieure. D'épaisses fumées noires sont émises. Le circuit de chauffe et le circuit buée sont isolés. L'alimentation électrique est coupée. Les secours sur place 3 min après l'alerte maîtrisent le sinistre en 30 min. Tous les effluents liquides sont récupérés dans le bassin prévu à cet effet. L'exploitant met en place plusieurs mesures : suivi de l'auto inflammation des produits à la réception avec mise en oeuvre d'une procédure, définition de la limite acceptable des déchets en fonction de la température du fluide caloporteur, mise en place d'un point de prélèvement pour mesurer périodiquement l'oxygène dans le ciel gazeux du sécheur, abaissement de la température du fluide caloporteur, diminution de la dépression dans le sécheur pour limiter les entrées d'air en fonction de la stabilité de l'oxydateur, mise en place de mesures d'explosibilité et chromatographique dans le ciel gazeux pour établir un échantillon caractéristique des hydrocarbures susceptibles de se retrouver dans ce ciel (point éclair).